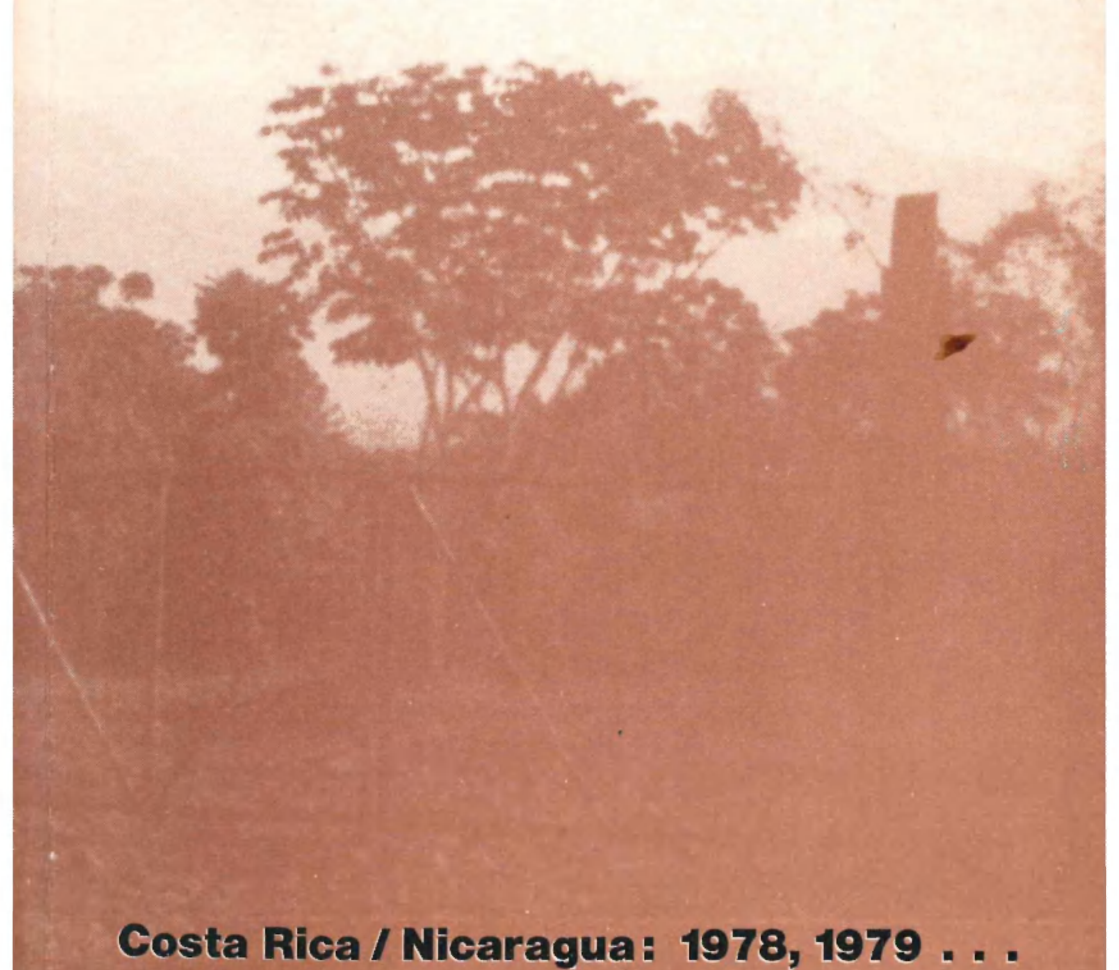
Longo maï

Terre d'Asile



Costa Rica / Nicaragua : 1978, 1979 . . .

case postale 417
CH - 4002 Bâle

L O N G O   M A I : T E R R E   D ' A S I L E

COSTA RICA / NICARAGUA : 1978, 1979, ...

SOMMAIRE

Isabelle BOURBOULON
Pierre-Michel BUROLLET
Kathi HAHN
Roland PERROT
Jürgen SCHRÖDER
Johanna VÖGEL
Holger WEISSWANGE

ont travaillé à la rédaction de ce rapport.

Bâle, le 23 Mars 198o

AVANT-PROPOS : POURQUOI Y SOMMES-NOUS ALLES ?

En cette période d'escalades nerveuses agitant le monde, nous, jeunes européens réunis depuis sept ans dans la Coopérative Européenne Longo mai, sommes de plus en plus soucieux d'affirmer notre identité européenne en exprimant des choix qui traduiront mieux les acquis sociaux, politiques et culturels que nous ont légués plusieurs siècles d'Histoire et d'évolution voisines.

Nous avions appelé dès 1972 à la création de villages européens pionniers , dans les sites abandonnés de l'Arc Alpin surtout, parce que nous pressentions clairement : d'abord, que les restructurations industrielles en cours étaient porteuses de tensions et de conflits, autant à l'intérieur des nations fortement industrialisées qu'entre ces nations et le reste du monde; ensuite, qu'en recherchant des projets alternatifs, nous ferions oeuvre utile à la fois pour les nombreux marginalisés des concentrations industrielles et pour les innombrables laissés-pour-compte des pays dits - au prix d'un euphémisme cruel - "en voie de développement".

Ayant basé juridiquement nos entreprises sur la Déclaration Universelle des Droits de l'homme et l'authentique démocratie interne garantie par les statuts des Sociétés Coopératives Ouvrières de Production ("Un homme, une voix"), nous avons donc poursuivi sans relâche ce double objectif de la promotion à chances égales pour chaque personne, et de l'intervention solidaire en faveur des groupements humains en danger immédiat - sans préjuger des causes politiques, économiques ou militaires de ces dangers.

Ce texte ne doit traiter que du second volet de nos activités, celui de nos interventions solidaires à l'égard de groupes humains en danger de mort.

Mais nous avons à coeur d'insister sur le caractère européen original de ces interventions, et leur impartialité dans un monde livré à la rivalité des blocs. Ce caractère européen, auquel nous tenons si fermement, nous pousse à refuser toute inféodation aux intérêts et aux comportements agressifs de l'Ouest ou de l'Est, et du Nord contre le Sud - puisque nos projets alternatifs se veulent ailleurs, dans un avenir qui ne se laisserait plus crucifier par ces points cardinaux.

Nous échappons donc résolument, obstinément, aux diverses polarisations des énervements dominants, grosses de guerres chaudes ou froides, et nous avons appris à déceler l'impact de ces mauvaises manières polarisées dans les comportements des institutions et des pouvoirs commandant les réflexes des peuples européens.

Dans le champ de bataille idéologique du conflit Est-Ouest, le Quatrième Pouvoir (journalistique) ne nous exhibe guère qu'une objectivité gravement mutilée, le plus souvent malade d'un peu toutes les pestes géographiquement inoculées.

Même remarque en ce qui regarde les institutions charitables professionnelles que nous avons dû côtoyer d'assez près, tout au long de notre intervention pour les réfugiés au Costa Rica, pour nous permettre quelques observations tranquilles: très marquées par le recrutement de leurs personnels, de haut niveau sociologique, tant en Europe où se collecte, que sur le terrain, où se redistribue, la charité publique, trop orientées dans le choix de leurs interventio prioritaires par l'émotion manipulée des opinions publiques - et donc bonnes premières victimes du Quatrième Pouvoir, puis trop souvent contraintes, par souci d'efficacité ou même hélas de respectabilité, à des compromissions sauvages avec toutes sortes de tyrans locaux, ces institutions n'échappent que fort rarement aux mille pièges qui leur sont à chaque pas tendus pour les réintégrer finalement dans une stratégie quelconque, tout-à-fait extérieure et le plus souvent diamétralement contraire à leurs statuts et à leur vocation.

Leur crédibilité partout s'en ressent: ici, où les donateurs bénévoles finissent par subodorer le détournement de leur charité à d'autres fins que celles annoncées, là-bas sur le terrain, parce que nombreux sont les exemples de telles scandaleuses confiscations.

Ce tableau pêcherait par un pessimisme excessif, si ne venaient parfois l'éclairer quelques remarquables initiatives d'information honnête (Rapports annuels d'Amnesty International, "Le Monde", etc...) et d'actions charitables ou solidaires irréprochables (Terre des Hommes, Enfance et Partage, etc...). Dans la mesure où elles échappent au carcan de la récupération à des fins stratégiques égoistes, ces initiatives constituent à nos yeux les seuls éléments considérables d'une troisième voie, nettement plus européenne que celle des suivismes aveugles ou résignés des blocs politico-militaires.

- II -

Fin 1973, notre Coopérative avait moins de six mois quand nous nous sommes jugés interpellés par le drame chilien. Parce qu'un de nos coopérateurs y avait passé son enfance, nous connaissions un peu la situation du Chili, assez en tout cas pour prévoir cette "normalisation" barbare, inscrite dès Yalta dans les sales manies du siècle.

Nous ne rappelleronsici que les traits généraux de notre intervention "en catastrophe":

- l'envoi d'une délégation de personnalités suisses à Santiago du Chili, pour disputer à Pinochet la libération et l'exil de milliers "d'opposants" promis à la prison ou au stade.
- la constitution des "Comités Places Gratuites" en plusieurs Cantons suisses et en Autriche.
- l'accueil des Réfugiés, puis leur rapide intégration dans les activités d'une existence normale, admirablement facilités par la générosité traditionnelle du peuple suisse.

Avouons toutefois qu'à cette époque déjà nos talents gestionnaires et nos vertus comptables n'étaient guère à la hauteur d'une action d'une telle envergure. Mais ces manques, la mode n'était pas encore venue de nous les reprocher. En fin de compte, nous en avons été largement de notre poche, laquelle était plutôt vide, et cette énorme campagne pour la solidarité fut à deux doigts de couler notre barque coopérative.

Par contre, la mode du dénigrement de notre "donquichottisme" était lancée d'un coup, et nous avons le regret de rappeler l'opposition hargneuse que nous ont prodiguée la grande majorité des courants politiques et des Institutions d'un peu tous les pays d'Europe.

L'été 1975, un tout petit entrefilet du journal "Le Monde" nous apprend que le tyran Stroessner (Paraguay) vient de détruire militairement l'ensemble des coopératives des Ligues Agraires des Guaranis, tuant des dizaines de ces paysans indiens, jettant les autres dans des camps, et revendant leurs terres en lots individuels à quelques hommes de paille des grands latifundistes brésiliens - pour une poignée de dollars ...

Parce que nous avions lu le bel ouvrage de l'Abbé Lugon sur les origines des moeurs coopérativistes des Guaranis, nous savions qu'elles s'étaient développées sur des terres rendues aux Indiens par les Ordres ecclésiastiques, héritiers repentis des Conquistadores.

Nous n'avons pas pu faire grand-chose: seulement révéler le crime de Stroessner dans les milieux chrétiens d,Europe. Et ces milieux ont tenu à marquer leur réprobation unanime par l'envoi d'une "résolution" signée de nombreux hommes d'Eglise et de personnalités universitaires et politiques.

Ces deux actions défensives pour des groupes humains lointains nous ont au moins appris deux grandes leçons:

La première, c'est qu'il est incroyablement difficile de ramer à contre-courant des grands thèmes propagés préférentiellement par des mass-média qui, la plupart du temps, s'enrégimentent volontiers en s'échangeant les gros titres à la mode du jour selon la dernière lubie de leur camp stratégique, mais que nous pouvons parfois percer leur muraille de silence et d'indifférence calculée, et obtenir alors auprès des publics les plus larges et d'opinions les plus diverses un écho profond, inattendu, et très encourageant.

La seconde, c'est qu'il sera infiniment préférable de mieux préparer nos interventions, de ne plus attendre l'instant catastrophique où l'on ne peut plus agir, sur le terrain, que par réflexes défensifs, où l'on est donc voué à des programmes d'urgence passablement décousus, à du gaspillage de temps, d'argent et d'énergie pour des résultats finalement médiocres, décevants ou quasi-nuls (comme pour les Guaranis), tous ces avatars risquant de lasser à la longue jusqu'au renoncement.

De là nous est venue l'idée de mieux nous informer pour les prochaines tempêtes prévisibles. D'étudier d'avance les symptômes sociaux, économiques et politiques qui sont presque partout,(les aspirations des hommes et leurs frustrations sont si semblables en tous lieux !) les signes avant-coureurs de ces grandes tempêtes dans les régions du globe en voie de déstabilisation accélérée.

A ce propos, répétons notre stupéfaction que les grandes organisations charitables professionnelles, avec leurs immenses réseaux d'informateurs mis en place dans le monde entier par des décennies d'interventions, n'aient pas eu avant nous l'idée ni peut-être l'envie d'aménager d'avance, en en appelant aux opinions publiques et aux plus hautes instances internationales, des structures d'accueil préventives et permanentes pour tous les réfugiés possibles d'un peu toutes les tempêtes facilement prévisibles - comme nous avons choisi de le faire, nous, tout petits amateurs ignorants, à l'aube de notre troisième campagne de solidarité pour des peuples lointains.

- III -

Ceux de nos camarades qui ont mené de bout en bout cette campagne vont en relater maintenant l'histoire exacte, et ceux qui ont jour après jour compté les sous des collectes vont ouvrir leurs cahiers aux yeux de tous et donner le détail de l'emploi de ces fonds jusqu'au dernier centime - qui nous manque peut-être aujourd'hui pour qu'il nous reste un franc dans notre caisse !

Mais avant, nous devons exprimer notre joie profonde, notre fierté durable car nos meilleures idées sont maintenant reprises - ou réinventées - au niveau des plus hautes instances internationales: le Haut Commissariat aux Réfugiés vient de créer, tout récemment, un Fonds spécial pour des entreprises d'accueil durables et les opinions publiques et les milieux gouvernementaux des pays neutres (Finlande, Suède, Suisse, Autriche) ont réservé l'accueil le plus chaleureux à nos propositions dans le même sens.

Cela nous réconforte et nous encourage grandement, que nos conceptions les plus chèrement acquises, sur le terrain de l'action et contre vents et marées journalistiques, soient maintenant reprises et pourront être bien mieux développées et multipliées par plus forts et plus riches que nous. Nous, aurons ainsi le temps de cultiver notre jardin tout en nous préméditant bien d'autres aventures passionnantes. Pour nous et pour tant d'autres.

PREMIERE DELEGATION

Arrivée à San José

Le 1er Octobre 1978, est arrivée au Costa Rica la première délégation de la Coopératice Européenne Longo mai composée de huit personnes. Hans schadelin, Pasteur Protestant suisse, présidait la délégation. Le groupe comportait en outre le Docteur Weisswange, médecin (qui parle espagnol couramment car il a vécu et exercé sa profession au Chili), Mme Jeanine Meyer-Monin, infirmière, et cinq coopérateurs: Nicholas Busch, Geneviève Hess, Willi Stelzhammer, Holger Weisswange et Isabelle Bourboulon (les deux derniers maitrisant également la langue espagnole).

Les autorités costaricaines et l'Ambassade suisse à San José avaient été averties par télex de l'arrivée de la délégation au Costa Rica. A l'aéroport, nous étions attendus par le Docteur Altmann, Vice-Président de la République du Costa Rica, qui venait d'être désigné par le Président Carazo comme coordinateur national pour l'aide aux Réfugiés nicaraguayens, Mr. Kurth, Ambassadeur suisse et un haut fonctionnaire de la Croix-Rouge nationale. Cet accueil conférait donc dès le début à notre délégation un caractère officiel.

Le Dr. Altmann nous informait sans tarder de ses préoccupations quant à l'afflux des réfugiés et nous confiait que son gouvernement n'avait pas encore fait de demande d'assistance aux gouvernements européens ni même à la Croix-Rouge Internationale car le problème nicaraguayen s'était déclenché avec une violence inattendue et le Costa Rica n'avait pas prévu cette arrivée massive de nicaraguayens sur son territoire et encore moins l'installation de structures appropriées à un accueil de réfugiés.
Il nous affirmait en outre la volonté ferme de son gouvernement de garder ses frontières ouvertes et d'accueillir sans discrimination toutes personnes fuyant les massacres de Somoza et de sa Garde Nationale.

Le Dr. Altmann nous a, dès ce moment, invités à faire partie du Comité d'aide aux réfugiés nicaraguayens qui se réunissait une fois par semaine au Ministère de la Santé.

Visite des camps de réfugiés

Le lendemain, la Croix-Rouge mettait à notre disposition un véhicule et un chauffeur pour la visite des camps de réfugiés du nord du pays. Ce jour-là, nous avons vu les

camps de Liberia (Province de Guanacaste - 250 kms au nord de San José) et de La Cruz (dernier village au nord avant la frontière de Penas-Blancas).

A Liberia, un grand terrain vague prêté par la municipalité, lieu appelé "Los Angeles"; l'Association des Jeunes Chrétiens (Y.M.C.A.) s'occupait à cette époque du camp; ils avaient monté une sorte de grand réfectoire- cuisine-salle de réunion en tôles ("galleron") où les réfugiés prenaient leurs repas en commun, les femmes nicaraguayennes s'organisant à tour de rôle pour la cuisine avec l'aide de quelques dames bénévoles de Liberia. Pour le logement, des tentes en matériel léger, qui seront toutes remplacées par la suite par les tentes plus grandes et plus solides que nous avons fait venir de Suisse. En tout, environ 500 personnes dont beaucoup de femmes seules avec des enfants. Les installations sanitaires sont minimes et les soins médicaux sont distribués par une antenne mobile du Ministère de la Santé.



A La Cruz, le camp est encore beaucoup plus "improvisé". L'église en construction du petit village a été réquisitionnée et des tentes ont été dressées tout autour. Les conditions sanitaires sont mauvaises. Un petit hôpital a été monté par une équipe médicale vénézuélienne. La Croix-Rouge a installé une antenne et se charge des vaccinations de tous les réfugiés qui traversent la frontière. Ici, on craint surtout la malaria car, si le Costa Rica a réussi à chasser totalement ce fléau de son territoire grâce à un

effort sanitaire intense (30% du budget national est consacré à l'éducation et à la santé), par contre, le Nicaragua en est encore atteint.

Difficile d'évaluer le nombre de réfugiés se trouvant à La Cruz : ce camp a été conçu plutôt comme un centre de transit et il n'est en principe pas prévu que les réfugiés s'y installent de façon permanente. Ceux qui n'ont aucun document légal y reçoivent un permis d'entrée au Costa Rica et tous subissent les vaccinations et soins médicaux d'urgence nécessaires. Puis, ils sont dirigés soit vers le Libéria, pour ceux qui sont démunis de toutes ressources, soit vers le camp d'Alajuela (ville de la banlieue de San José), enfin beaucoup trouveront refuge chez des parents ou amis costaricains qui les reçoivent avec une spontanéité exemplaire. Il existe en effet des liens populaires profonds entre le peuple costaricain et le peuple nicaraguayen qui se sont forgés tout au long de l'histoire de ces deux pays. Plus de 100.000 Nicaraguayens ont d'ailleurs échappé à la dictature somoziste au cours des dernières décennies pour venir s'établir et travailler au Costa Rica où ils ont obtenu le permis de résidence.

C'est ainsi que plusieurs milliers (entre 5 et 8000) de réfugiés nicaraguayens ont, à partir de Septmbre 1978, trouvé asile dans des familles costaricaines et y ont subsisté le temps que les quelques ressources qu'ils avaient pu emporter avec eux ont duré. Cependant les nécessités d'emploi posées par ces réfugiés, une fois leurs économies épuisées, ont surgi progressivement sur la scène économique du Costa Rica et ont représenté, tant qu'a duré la guerre civile du Nicaragua, une menace pour l'équilibre du marché costaricain du travail qui devait déjà compter avec un certain taux de chômage (relativement faible).

Cette préoccupation d'une analyse de la question des réfugiés qui va au-delà des problèmes d'accueil et de subsistance immédiats, s'est trouvée finalement résolue par la chute rapide de Somoza (Juillet 1979) : elle a permis le retour dans leur pays de la majorité des réfugiés nicaraguayens. Il n'empêche que cette question devait être envisagée au moment des premiers travaux de notre délégation car rien ne pouvait présager de la suite des évènements et il fallait donc non seulement parer au plus pressé mais également prévoir un type de solution à plus long terme.

Le 3 octobre, nous nous réunissons avec le Dr. Altmann, le Dr. Arias, Vice-Ministre de la Santé et son assistant le Dr. Fernandez. Nous leur proposons d'établir une liste des nécessités d'urgence pour l'accueil des réfugiés (matériel de campement); parallèllement, le Dr. Altmann rédige une lettre sous forme d'appel (Annexe 1.) qui sera envoyée le soir même aux gouvernements suisse, français, allemand et autrichien, ainsi qu'au Parlement Européen, au Conseil de l'Europe et aux Commissions Economiques Européennes de Bruxelles. En Europe même, cet appel est répercuté, avec l'autorisation du gouvernement costaricain, à tous les gouvernements européens et aux Institutions Internationales concernées (Haut-Commissariat de l'ONU, Croix-Rouge Internationale...). C'est en particulier sur notre demande insistante que le Parlement Européen a réagi en votant à l'unanimité une résolution en faveur des réfugiés nicaraguayens (Annexe 2: Résolution du Parlement Européen, 12 octobre 1978).

La nécessité d'informer de la situation au Nicaragua non seulement les gouvernements mais l'opinion publique européenne nous est apparue d'autant plus urgente qu'à cette époque la presse ne s'en faisait pratiquement pas l'écho. Des contacts ont donc été pris en Europe avec plusieurs journaux dont "Le Monde" en France et le "Tages Anzeiger" en Suisse. Florence Jammot de la Télévision Française s'est, sur notre invitation, rendue au Costa Rica, au Honduras et au Nicaragua avec deux techniciens pour y réaliser un film ("Patria libre o morir") qui fut largement diffusé par Longo mai principalement en Suisse.
Pierre Simonitch, journaliste envoyé par le "Tages Anzeiger" arriva à San José le 10 octobre en même temps que Florence Jammot. Le 19 octobre, Jean-Pierre Clerc du Monde (informé par Jacques Vigneron de l'Université Paris 7) venait aussi faire un reportage d'une quinzaine de jours. Nous étions nous-mêmes en contact permanent avec ces deux journalistes. Otmar Kauck, envoyé du "Schweizer Illustrierte" également contacté par nos soins, devait arriver quelques jours plus tard.
Enfin, une grande campagne populaire de collecte était au même moment lancée surtout en Suisse, mais aussi en Hollande, en Belgique, et plus tard en France, pour obtenir les fonds nécessaires au financement du matériel d'urgence qui devait être envoyé par avion-charter au Costa Rica.

Honduras

Moins d'une semaine après notre arrivée, le 5 octobre, nous décidions de nous rendre également au Honduras pour évaluer la situation des réfugiés nicaraguayens qui fuyaient

vers ce pays; ils viennent de la zone rurale du nord du Nicaragua (les régions de grandes cultures de coton et de riz). C'est une population relativement plus pauvre que celle qui a fui au Costa Rica (habitants des villes du sud du Nicaragua: Managua, Masaya, Rivas...).

Le gouvernement hondurien est un régime militaire. Nous nous sommes immédiatement rendu compte que leur façon d'aborder le problème des réfugiés était totalement différente, de ce fait, de celle des autorités costaricaines. Le Costa Rica, lui, possède un régime démocratique qui est sans aucun doute exceptionnel dans toute l'Amérique Latine: changement de gouvernement tous les quatre ans, les deux principaux partis social-démocrate et chrétien-démocrate se succédant régulièrement au pouvoir, sauf exception (ce fut le cas pour José Figueres, homme d'état très populaire qui contribua grandement à faire de ce petit pays un exemple de démocratie et qui fut élu trois fois à la présidence).
Le Costa Rica n'a pas d'armée... Seulement une garde rurale et une garde civile qui, elles aussi, sont renouvelées tous les quatre ans au même titre que la plupart des hauts fonctionnaires de l'admnistration.
L'actuel Président du Costa Rica, Rodrigo Carazo, est avocat. Le Vice-Président Altmann est chirurgien et opère tous les matins à l'hôpital...
2 millions d'habitants. Pays sans richesses minières, le Costa Rica exporte principalement café et bananes.

Cette brève description est nécessaire pour comprendre le choix que nous avons fait du Costa Rica pour y implanter une coopérative d'accueil pour les réfugiés.

le Honduras par contre n'offrait aucune garantie dans ce sens. Nous n'avons pas pu rencontrer le gouvernement - refus systématique. S'il est vrai que les autorités honduriennes ont toléré l'afflux des réfugiés nicaraguayens sur leur territoire, rien n'a été fait ni pour leur donner un accueil humain ni pour leur permettre de travailler pour leur survie (refus de délivrer des permis de travail aux nicaraguayens). le gouvernement a délégué toute responsabilité à la Croix-Rouge hondurienne.
Nous avons visité les camps de Choluteca, la Colmena, et El Triunfo à la frontière. Dans tout le pays, 8500 réfugiés à cette époque selon le Dr. Mora, Président de la Croix-Rouge. A Choluteca et El Triunfo, environ 2 à 3000 personnes dans chacun des camps: conditions insalubres, les tentes placées à 50 cms l'une de l'autre sans ombrage, alimentation minimum, débuts d'épidémie... Les camps sont encadrés par le personnel de la Croix-Rouge.



Par la suite, les conditions ont pu être améliorées grâce au personnel sanitaire volontaire du Comité Universitaire de la Faculté de Tegucigalpa et à quelques équipes médicales étrangères comme celle des médecins autrichiens (le 14 octobre arrivait une première équipe de trois médecins à San José: Les Drs. Claudio Weber et Werner Vogt envoyés par la Chancellerie autrichienne; le Dr. Judith Blecha invitée par Longo mai. Le rapport de ces trois médecins à leur retour à Vienne, après visite des camps de réfugiés du Costa Rica et du Honduras,incita le gouvernement de Vienne à maintenir une équipe médicale dans les camps du Honduras pendant plusieurs mois).

Avant de partir pour le Honduras, nous avions appris que des combattants sandinistes avaient été arrêtés en territoire hondurien près de la frontière du Nicaragua et transférés à la caserne militaire de Choluteca. Nous devions tenter de les voir pour connaitre leur situation exacte. Nous nous sommes donc présentés à la caserne et grâce au caractère international de notre mission ainsi qu'à l'appui d'un officiel de la Croix-Rouge (d'origine anglaise) nous avons pu convaincre le Colonel H. Bodden, commandant la caserne, de nous laisser parler aux prisonniers. 109 jeunes, garçons et filles étaient là dans la cour principale, dans une incertitude totale de leur sort, craignant le pire c'est-à-dire d'être directement remis par les militaires honduriens à la Garde Nationale de leur pays, ce qui aurait signifié pour eux la mort immédiate.

Etant en contact permanent avec notre bureau de Bâle, nous avons décidé d'une intervention immédiate en faveur de ce groupe de prisonniers nicaraguayens. Une petite délégation composée de Pasteur Donal O'Mahonney (Irlandais, membre du conseil exécutif de Pax Christi International), John Hogg (ancien officier anglais) et Juergen Holzapfel (Allemand, membre de Longo mai) arrivait quelques jours plus tard à Tegucigalpa avec la mission de remuer ciel et terre pour obtenir que le groupe de sandinistes puisse quitter le Honduras pour un autre pays (et même éventuellement l'Europe au cas où il n'y aurait pas d'autre solution). Ils étaient également accompagnés d'une journaliste suisse, Melle Jeanne-Lise Schneeberger, de l'agence de presse A.T.S..
Contacts sont pris avec les Ambassades, des propositions sont faites de fournir le financement nécessaire au transfert des jeunes... Enfin, le Panama accepte de recevoir le groupe et propose d'envoyer un avion. Reste à convaincre les autorités militaires honduriennes. La délégation multiplie les demandes pressantes auprès des Ambassades européennes afin qu'elles interviennent. La pression est telle - les journalistes étrangers s'emparent également de l'évènement et contribuent, par leur présence, à la renforcer - que le 28 octobre, le gouvernement hondurien donne finalement son autorisation. Les jeunes sandinistes, une fois libres au Panama, réussiront en traversant le Costa Rica à rejoindre les maquis du Nicaragua, trajet maintes fois utilisé par les combattants sandinistes pendant toute la durée de la guerre.

Nous ne sommes pas restés au Honduras. Le gouvernement ne voulait pas reconnaitre notre délégation malgré nos demandes répétées. Nous n'avions donc pas la garantie d'avoir une marge de liberté suffisante pour travailler dans ce pays et ne voulions pas mettre en danger les membres de Longo mai.
Par la suite, les actions ponctuelles d'aide aux réfugiés qui se trouvaient au Honduras ont toutes été faites depuis notre bureau de San José, en particulier les envois de matériel d'urgence (Laits en poudre, aliments pour enfants). Le contrôle de la distribution a été fait par Caritas qui réceptionnait directement à l'aéroport les caisses d'aliments et avec qui nous étions en contact téléphonique. En outre, quelques correspondants que nous avions connus pendant notre court séjour nous tenaient informés de la situation des réfugiés dans ce pays (dont Mr. Paul Kirst, membre du Conseil Oecuménique des Eglises).

Au Honduras, l'activité principale en faveur des réfugiés a été mise en oeuvre par le Haut-Commissariat de l'ONU qui a financé un programme de 2 millions de dollars pour créer

des installations semi-permanentes en vue de remplacer les premiers camps de toile: des constructions simples en bois situées à l'écart des villages honduriens à moins de 50 kms de la frontière nicaraguayenne (les délégués locaux du Haut-Commissariat nous l'ont confirmé avec une certaine gêne, conscients qu'ils étaient du manque de sécurité que présentaient de telles implantations), chaque "village" pouvant accueillir de 2 à 3000 réfugiés. Quelques artisanats, dont un four communal,ont été mis en place, simulacre d'une activité économique qui n'était pas réelle puisque les réfugiés nicaraguayens n'étaient officiellement pas autorisés à travailler.

Le 8 octobre, répondant à notre appel lancé en Europe pour l'aide aux réfugiés nicaraguayens, Jacques Vigneron (représentant l'Association "Enfance et Partage"), Patrick Etournay (infirmier), Les Drs. Pierre Trape et Jean-Luc Monsempès (médecins de l'organisation "Médecins sans frontières") et Henri-Paul Deshusses (journaliste libre de Genève) arrivaient également à San José.
Jacques Vigneron s'est occupé du transfert au Costa Rica de 92 orphelins menacés, de Masaya - Nicaragua, dont nous aurons l'occasion de parler plus loin.
Les deux médecins et l'infirmier ont travaillé ensemble au Honduras pour y réaliser une estimation de la situation des réfugiés du point de vue médical. L'action de "Médecins sans frontières" n'a pas eu de suite, les deux médecins ayant - d'une façon personnelle - estimé dans le rapport qu'ils ont rendu à leur organisation que la situation des réfugiés ne nécessitait pas d'intervention permanente de leur part.
Enfin, Henri-Paul Deshusses que Longo mai avait invité en tant que journaliste à faire un reportage sur la situation en Amérique Centrale eut un comportement pour le moins étrange. Le lendemain de son arrivée, alors que nous l'avions convié à assister à une rencontre avec des personnalités du gouvernement costaricain au Ministère de la Jeunesse et des Sports, il mettait publiquement en doute l'intervention de Longo mai en faveur des réfugiés. Nous lui avons donc, le jour même, signifié qu'il ne pouvait dans ces conditions accompagner la délégation dans son travail et en même temps remis les moyens de continuer son enquête journalistique de façon indépendante. Mr. Deshusses a cependant choisi de regagner l'Europe deux jours plus tard... sans réaliser de reportage...

Premiers contacts avec l'opposition nicaraguayenne

C'est un Nicaraguayen en exil depuis dix ans en Europe, Mr. Constantino Pereira, qui nous avait le premier averti de l'ampleur des massacres au Nicaragua. Nous l'avions rencontré au Bureau International du Travail à Genève où il travaille; il nous avait demandé notre aide en tant qu'organisation coopérativiste pour les réfugiés de son pays.
Il nous invitait donc à participer à la première rencontre à Madrid des Comités européens de solidarité-Nicaragua (28-29-30 septembre 1978). C'était juste après cette réunion que la délégation partait pour San José. Mr. Pereira nous avait recommandé de prendre contact avec trois personnalités de l'opposition nicaraguayenne dont deux, le Dr. Antonio Jarquin et Carlos Tünermann (ancien recteur de l'Université de Managua, membre du Groupe des 12 et actuel Ministre de l'Education) se trouvaient en exil à San José de Costa Rica.

Le ler octobre, jour de notre arrivée, nous rencontrions donc le Dr. Jarquin afin de lui faire savoir que Longo mai était décidé à lancer une campagne en faveur des réfugiés de son pays et lui proposer, de la même manière que nous le faisions avec les autorités costaricaines, d'établir un plan des urgences matérielles.

Antonio Jarquin appartenait au Front Sandiniste de Libération Nationale, comme tous les exilés politiques nicaraguayens. Nous avons d'ailleurs très vite constaté que la grande majorité des réfugiés de la population même du Nicaragua, si elle ne faisait pas directement partie des structures militaires ou politiques du F.S.L.N., était en tout cas totalement sympathisante. C'est ce qui explique à la fois les nombreux massacres par la Garde Nationale de jeunes qui spontanément rejoignaient les rangs des combattants sandinistes et la victoire militaire qui a été réalisée avec le soutien et la participation active du peuple nicaraguayen tout entier.

Personne n'ignore en effet, surtout maintenant, que la dictature de la famille Somoza n'a pu être maintenue qu'avec l'appui politique, militaire et économique des Etats-Unis (qui avaient d'ailleurs créé eux-mêmes la tristement célèbre Garde Nationale dont tous les cadres formés à "West Point" étaient sous le contrôle absolu de la famille Somoza). Ce fut une des dictatures les plus sanglantes que l'Amérique Latine ait connue et qui suscita le plus de révolte et de contestation au sein de la population jusqu'à la bourgeoisie et les secteurs de l'entreprise privée. Une poignée d'hommes,

Somoza et ses proches, possèdait le tiers des terres cultivables du pays! la majorité des entreprises industrielles appartenait à la famille! et le secteur dit "public"! les banques, etc...

Le Costa Rica, le Panama, le Vénézuela, le Mexique et bien sûr Cuba ont aidé dès le début directement l'opposition nicaraguayenne.
Au Costa Rica, le Front Sandiniste bénéficia tout le temps que dura la guerre civile de l'appui de la population et de la tolérance bienveillante des autorités gouvernementales; toutefois, cet appui ne pouvait pas être officiel pour des raisons de diplomatie internationale bien évidentes et à cause du risque permanent d'un conflit avec la Garde Nationale nicaraguayenne qui menaçait périodiquement d'envahir son voisin du sud accusé d'abriter des camps d'entrainement des combattants sandinistes.
Dans ce contexte, les nombreux exilés politiques du Nicaragua bénéficiaient au Costa Rica d'une certaine sécurité et pouvaient se déplacer et agir en toute liberté à condition de respecter ce statu quo.

Dans nos premières rencontres avec Antonio Jarquin et le Père Ernesto Cardenal, poète révolutionnaire connu, nous insistions donc pour que soit créée à San José une filiale de la Commission Nicaraguayenne des Droits de l'Homme qui permettrait de canaliser légalement et officiellement l'aide humanitaire que Longo mai pourrait leur apporter sous la forme, dans un premier temps, de matériel médical, d'aliments, de vêtements, matériel de campement et même de versements en argent quand cela serait nécessaire.
Longo mai s'engageait en même temps à assurer les frais d'installation et de fonctionnement du bureau de la Commission des Droits de l'Homme.

Ernesto Cardenal adressa au gouvernement costaricain une demande d'autorisation pour la création de cette commission. Elle fut acceptée sans difficulté.
C'est ainsi que le 11 octobre, nous rencontrions le Père Cardenal pour une interview filmée (diffusée par la suite en Suisse dans un petit film qui servit à illustrer le rapport fait par les cinq membres de la délégation, à leur retour en Europe) au Grand Hôtel Costa Rica. Nous l'avons informé du programme d'aide que nous allions tenter de réaliser et, à propos du projet d'implantation au Costa Rica d'une coopérative d'accueil pour les réfugiés, il a déclaré: "IL m'apparait que c'est l'aide la plus efficace que nous puissions recevoir. C'est réellement la meilleure solu-

tion, qui résoudra de façon globale nos problèmes en donnant du travail aux gens - et non une assistance à court terme - en aidant à ce que le peuple s'aide lui-même..."



PROGRAMME D'INTERVENTION EN TROIS POINTS

(Annexe 3: "Appel pour une aide rapide aux milliers de réfugiés du Nicaragua")

Notre décision d'intervention en faveur des réfugiés nicaraguayens a été résumée dans un programme en trois points qui a servi de base aux collectes de fonds nécessaires à l'envoi de matériel d'urgence. La diffusion de ce texte, sous forme d'appel, a marqué le début d'une large campagne d'information sur la situation des réfugiés nicaraguayens; cinq membres de la première délégation revenaient en Europe le 15 octobre et pouvaient ainsi apporter leur témoignage et leurs conclusions, et dire partout la nécessité d'une action rapide.

1. Aide immédiate

Avec les listes d'urgence qu'avaient fourni à Longo mai les autorités costaricaines, la Commission Nicaraguayenne des Droits de l'Homme et, au Honduras, l'hôpital del Sur (hôpital de Choluteca) et le Comité Universitaire d'aide aux réfugiés, nous nous sommes immédiatement mis au travail pour nous procurer le nécessaire : commandes du matériel devant être acheté, contacts avec les grands laboratoires de chimie à Bâle...

Hoffman-Laroche, Ciba-Geigy, Nestlé et d'autres entreprises ont donné leur aide pour une valeur totale d'environ 230.000 Francs suisses (voir chapitre Bilan financier). Les contacts que nous avions établis avec Mr. Rugsegger, représentant des produits Roche pour l'Amérique Centrale, nous ont largement facilité le travail car il a lui-même adressé une demande d'aide à son entreprise à Bâle (Annexe 4). Il nous a en plusieurs occasions introduits et aidés auprès des autorités des pays centro-américains et est intervenu personnellement dans le cas des orphelins de Masaya.
En ce qui concerne Nestlé, devant la passivité de leur représentant du Guatémala, nous avons finalement insisté pour que les aliments pour enfants soient envoyés depuis la Suisse: ce sont finalement plus de trois tonnes de lait en poudre, de farine et de céréales qui furent remis gratuitement par Nestlé-suisse à Longo mai.

Tout ce travail de collecte fut effectué avec une rapidité telle que le 24 octobre arrivait à San José un premier avion-cargo transportant 20 tonnes de matériel; des tentes, couvertures, équipements sanitaires, vêtements, aliments, médicaments... pour 1600 réfugiés.



A cette époque, nous venions de nous installer à San José dans une maison, louée à cet effet. Elle nous faisait office à la fois d'habitation et de bureau.
Pour stocker provisoirement le matériel, nous avions trouvé une entreprise de dépôt située non loin de l'aéroport de San José. Le gérant principal nous prêta à titre gratuit un emplacement suffisamment grand.
Tout le travail de manutention fut également réalisé gratuitement par les employés costaricains de cette entreprise au nom de la solidarité avec les réfugiés nicaraguayens.

Le Dr. Altmann assista lui-même à l'arrivée du premier avion puis des deux suivants, en provenance de la Suisse, ce qui permit de faire arriver tout le matériel en territoire costaricain en franchise totale de droits de douane et taxes diverses. Il était bien évident pour toutes les personnes à avoir examiné les caisses de matériel (et à fortiori le Dr. Altmann qui est chirurgien) qu'une partie importante des médicaments était destinée aux blessés de guerre du Nicaragua et donc ne ferait que transiter par le Costa Rica.

Ce matériel était celui qui nous avait été demandé par la Commission Nicaraguayenne des Droits de l'Homme représentée par Antonio Jarquin.

La liste détaillée de tout le matériel est la suivante:

<u>1er avion arrivé le 22.10.1978</u>
200 tentes pour 8 personnes
2 tentes militaires
12 grandes tentes
1600 lits de toile
20 lits d'hôpital avec matelas
3493 couvertures
5 caisses d'outils pour le bâtiment
8 chaudrons militaires pour la cuisine
vaisselle en plastique pour 1600 personnes
matériel de cuisine
3192 savons de marseille
7 installations sanitaires
50 litres de liquide désinfectant
16 pompes à pied pour produire de l'eau potable
comprimés pour désinfecter l'eau
installation diagnostique de la Croix-Rouge
1 toilette mobile

<u>2ème avion arrivé le 16.12.1978</u>
8000 p. pénicilline G Na 10 mio
4000 p. Rondomycine 300 mg
10.000 Théramycine 250 mg
20.000 p. Vibramycine 100 mg
50 x 500 ml Plasma solution
200 Te Anatoxol Berna, flacons 5 cl
250 Tetanus serum Berna 1,5 ml 3000 I.E.
200 Tetanus serum Berna 1,5 ml 1500 I.E.
200 Tetanus serum Berna 3 ml 3000 I.E.
40.000 cachets Ampicyline
Comprimés pour désinfecter l'eau (pour 120.000 litres)
460 rouleaux sparadrap
20.000 p. pansements de gaze
50 kgs de coton chirurgical
3000 bandes élastiques
4000 bandes de gaze
300 armatures de Kramer
990 bandes de plâtre
2000 bandes élastiques
10 civières pliables
40 éclisses de corps
10.000 p. seringues 5 ml
6000 seringues 2 ml

2400 seringues 10 ml
20.000 aiguilles
7 trousses d'urgence pour chirurgie
diverses trousses pour opérations
3 stérilisateurs
5000 boites de conserve de viande

3ème avion arrivé le 24.12.1978
8000 capsules Chloraphénicol 250 mg
5000 injections Ampicyline 500 mg
3750 injections Chloramydine 1g
5000 Magnopyrol 5 ml
5000 Spaslar 5 ml
500 Atelor Polvo 5% 30 g
500 Atelor Tintura 5% 50 ml
34.000 Berberva 100 mg Vitamine B1
65.000 capsules Supradyne
35.000 Protovit
14.000 Bactrim
40.000 capsules contre la toux
10.000 unités d'eau distillée 5 ml
690 solutions Phys. 0,9% 1 litre
500 Dextran 10% 1/2 litre
150 tampons hémostatiques
1 carton de valium
20 appareils à mesurer la tension
1680 champs opératoires
100 bandages pour fractures
500 éclisses
10 sets de trachéotomie
5 laryngoscopes complets
15 lampes d'opération avec batteries
13 trousses d'urgence pour chirurgie
4 trousses pour plâtrer
2 stérilisateurs
20 stétoscopes
2000 chemises, pantalons et bottes
4 grandes tentes
20 civières pliables
100 petites tentes pour 8 personnes
100 petites tentes pour 4 personnes
15 pompes à pied pour produire de l'eau potable
1800 boites de conserve de haricots blancs
2000 boites de conserve de raviolis
1008 boites de conserve de haricots verts
2200 kgs de semoule et farine

35 tonnes de ce matériel furent remises à la Commission Nicaraguayenne des Droits de l'homme qui se chargea d'effectuer les transports jusqu'au Nicaragua pendant la guerre civile.
Deux chargements moins importants furent envoyés par avion au Honduras. C'était essentiellement des aliments pour enfants (lait en poudre et farines de céréales) qui faisaient réellement défaut dans les camps de réfugiés du sud du pays. La distribution en fut assurée par Caritas-Honduras au travers des paroisses et églises locales.
Enfin le matériel restant - surtout des tentes, couvertures et matériel de campement - servit à équiper les camps de réfugiés nicaraguayens au Costa Rica. C'est ainsi que les deux camps de Liberia, intégralement, et le camp de La Cruz, en partie, furent montés avec les tentes et matériels qui étaient venus de Suisse par notre intermédiaire. Toute cette aide fut canalisée à travers le Comité National pro-réfugiés nicaraguayens et en particulier le Ministère de la Santé et la Croix-Rouge costaricains (Annexe 5).

Nous avons nous-mêmes eu maintes fois l'occasion de visiter les principaux camps de réfugiés et pu constater que ces installations de toile qui étaient conçues pour une durée limitée purent être utilisées pendant plusieurs mois (pratiquement de septembre 78, date de la première grande insurrection populaire au Nicaragua et du premier exode massif de réfugiés, à juillet 79, époque de la victoire sandiniste et de la chute de Somoza).



Le Comité costaricain d'aide aux réfugiés se réunissait une fois par semaine. Il rassemblait à peu près toutes les organisations d'aide nationales et internationales: parmi les institutions de caractère national, la Croix-Rouge, Caravanas de Buena Voluntad, le Ministère de la Santé. Les organisations internationales représentées étaient: "El Ejército de salvacion" (Armée du Salut), le Comité Oecuménique (rassemblant les organisations chrétiennes A.C.J. - Association des Jeunes Chrétiens Y.M.C.A. -, Caritas, Catholic Relief Services...), la Ligue Internationale de la Croix-Rouge et le Haut-Commissariat de l'ONU.

Outre les organismes nationaux qui furent très actifs tout au long de la guerre nicaraguayenne, l'Armée du salut et nous-mêmes avons été sans aucun doute les deux missions à travailler avec la plus grande efficacité pour équiper les camps de réfugiés.

Le Haut-Commissariat de l'ONU, représenté par le Dr. Idoyaga, apporta, selon sa tradition, une contribution financière importante qui fut utilisée par le gouvernement pour l'alimentation des réfugiés. Nous avons du mener avec le Haut-Commissariat de l'ONU une vive polémique concernant le nombre de réfugiés qui avaient fui le Nicaragua. En effet, au mois d'octobre 78 (un mois seulement après les évènements insurrectionnels de septembre) le Haut-Commissariat informait dans la presse européenne que seuls 300 Nicaraguayens s'étaient réfugiés au Costa Rica. Or, nous-mêmes, sur place, pouvions constater (grâce aux chiffres produits par les services costaricains) que 16.000 Nicaraguayens étaient déjà arrivés en territoire costaricain. Finalement, le 7 novembre, le Haut-Commissariat rectifiait ses affirmations dans une conférence de presse donnée à Genève et citait le chiffre de 16.000 réfugiés. A cette occasion, "il se félicitait de toute action parallèlle en faveur des réfugiés quelle que soit son origine, même si les méthodes de Longo mai étaient un peu abruptes" (Annexe 6). Par ailleurs, dans son rapport daté de fin novembre, le Comité Oecuménique faisait état de 52.000 Nicaraguayens réfugiés, dont 30.000 au Costa Rica.

Enfin le Comité International de la Croix-Rouge a été présent au Costa Rica de façon ponctuelle dans les temps les plus durs du conflit nicaraguayen et notamment peu avant la chute de Somoza au moment des affrontements violents entre combattants sandinistes et Garde Nationale. Le Dr. Cosendey, jeune médecin délégué du C.I.C.R. au Costa Rica, réussit à cette époque à établir un pont aérien entre San José et Managua qui apportait deux fois par jour vivres et

médicaments alors que très peu d'avions civils se risquaient à atterir à l'aéroport "Las Mercedes" de Managua (aujourd'hui, aéroport "Cesar Augusto Sandino").
On sait également que même la Croix-Rouge ne pouvait opérer avec sécurité dans les villes pendant la guerre; un convoi de la Croix-Rouge nicaraguayen fut attaqué par la Garde Nationale et ses occupants tués, l'histoire est connue. Somoza expliqua que l'information lui était parvenue que des combattants sandinistes utilisaient des véhicules de la Croix-Rouge pour se déplacer. Le Dr. Chevalley qui était alors délégué de la Croix-Rouge Internationale au Nicaragua nous confia peu après l'évènement, alors que nous le rencontrions à San José, qu'il s'agissait bien d'une "regrettable erreur"...

2. Accueil de réfugiés en Europe

Offrir des places d'accueil et de formation pour des jeunes Nicaraguayens dans nos coopératives en Europe, c'était une de nos premières intentions au moment de nous engager dans cette action de solidarité spontanée. Nous avions déjà eu l'expérience de réfugiés chiliens qui, au moment du Putsch de Pinochet, n'avaient eu que l'exil pour sauver leur vie. Un assez grand nombre d'entre eux trouvèrent refuge en Suisse grâce à notre action "Places Gratuites" qui rencontra un large soutien populaire et ce malgré les mesures de contingentement qu'avait pris le gouvernement suisse.

Mais proposer l'exil - dans une acceptation temporaire - en Europe à des jeunes réfugiés et leur permettre d'acquérir des connaissances pratiques et un apprentissage global de l'organisation coopérative dans des structures déjà existantes (nos coopératives), c'était pour nous une approche nouvelle mais concrète et humainement réaliste du problème des réfugiés.

Sur place, nous avons soumis ce programme aux autorités costaricaines ainsi qu'aux représentants de l'opposition nicaraguayenne rassemblés dans la Commission des Droits de l'Homme à San José.
Ces derniers donnaient leur accord à condition que les jeunes qui bénéficieraient de cette initiative ne soient pas membres du Front Sandiniste, c'est-à-dire qu'ils ne soient pas engagés dans la lutte armée au Nicaragua.
Nous ne nous serions bien entendu pas autorisés à prétendre démobiliser des jeunes engagés dans un combat où nous n'avions pas, en tant qu'organisation européenne d'aide aux réfugiés, à nous immiscer.

Le gouvernement costaricain, quant à lui, acceptait notre proposition avec grand intérêt et la première réunion de jeunes Nicaraguayens volontaires avait lieu le 12 octobre dans les locaux du Ministère de la Santé.
40 jeunes étaient présents. Tous voulaient partir en Europe. Par la suite, de réunion en réunion, le nombre de jeunes désireux de participer à notre programme augmentait de façon impressionnante. En tout, nous nous sommes réunis à San José avec plusieurs centaines de ces jeunes. Comment leur parler ? Que dire du projet ? Comment sélectionner ? (il ne pouvait être question de tous les accepter).

Ne rien dire qui puisse ressembler à une promesse; présenter le programme avec le plus de rigueur, d'exactitude possible; insister sur les aspects "inconfortables" du travail dans une coopérative... Cela permettait dans un premier temps d'écarter ceux dont les motivations étaient purement "carriéristes", ceux qui n'aspiraient qu'à entrer dans une Université européenne prestigieuse...

Déceler derrière les discours ceux qui semblaient présenter un intérêt honnête, sincère pour une formation dans nos coopératives; le travail n'était pas facile.

Ces jeunes étaient lycéens, apprentis ou jeunes ouvriers; ils venaient en général des villes du sud du Nicaragua (Managua, Masaya). Ils avaient fui devant la répression s'abattant brutalement et avec systématisme sur les jeunes dont Somoza savait qu'ils étaient ceux qui sympathisaient massivement avec les Sandinistes et que beaucoup rejoignaient leurs rangs. A partir de 14 ans, et parfois même en dessous il y avait danger de mort. Les parents eux-mêmes incitaient leurs enfants à se cacher et à fuir.

C'est ainsi qu'ils arrivaient à San José en grand nombre, des jeunes garçons mineurs, parfois des groupes de la même famille ou du même quartier. Ils ne se dirigeaient pas volontiers vers les camps de réfugiés qui accueillaient plutôt des familles entières réellement démunis ou des femmes avec des enfants. Les jeunes Nicaraguayens préféraient la capitale de San José où ils pouvaient plus facilement se fondre dans les quartiers populaires. Ils se débrouillaient tant bien que mal pour trouver un logement à plusieurs, s'échangeaient les adresses et se retrouvaient - surtout le soir - au Parque Central (parc public au centre de la ville). Souvent ils dormaient sur place quand ils n'avaient pas d'autre possibilité.

De cette première réunion, une dizaine de jeunes étaient prêts à partir pour l'Europe.
Deux semaines plus tard, le 24 octobre, un groupe de 31 jeunes Nicaraguayens quitta San José pour la Suisse (Annexe 7).

Les visas de sortie du Costa Rica pour tout le groupe furent facilement obtenus au Ministère de l'Intérieur, même pour les jeunes qui ne possèdaient pas de passeport.
Côté Suisse, le gouvernement accepta le principe de notre action et des visas furent délivrés aux jeunes Nicaraguayens afin qu'ils puissent suivre des stages de formation dans les coopératives. En Autriche également, le Chancelier Kreisky contacté personnellement autorisa la venue des Jeunes dans son pays.

Par contre, il en fut tout autrement pour la France. Notre projet était d'amener les Jeunes dans la coopérative de Limans (Alpes de Haute Provence) qui fonctionne depuis sept ans comme la coopérative-école de base pour l'ensemble des coopératives européennes de Longo mai. De plus le climat de Haute Provence était celui qui, par rapport à toutes les régions où nous sommes implantés, se présentait comme relativement le plus propice et le moins dépaysant pour l'insertion de jeunes venant de régions tropicales.
Une demande de visas fut faite d'abord par l'intermédiaire des Consulats et Ambassades concernés; elle n'aboutit pas. Alors les Ministères du Travail et de l'Intérieur furent sollicités ainsi qu'en dernier recours la Présidence de la République. Nous n'avons obtenu que des refus diversement notifiés: "contingentement rigoureux du nombre des travailleurs immigrés...", et cette réponse signée du Ministre Bonnet: "Il ne saurait être question d'accepter le séjour en France de Jeunes dont certains sont mineurs et ont quitté le Nicaragua sans l'autorisation écrite de leurs parents...". S'agissant de Réfugiés, ayant quitté leur pays sous les bombes pour échapper à une répression atroce, l'argument parait pour le moins absurde!

Ce refus est en grande partie responsable de l'échec que nous avons rencontré dans la réalisation de ce second point de notre programme. Il y a d'autres raisons: les Jeunes se sont en fait très mal adaptés à notre réalité européenne et n'ont au fond pas réellement compris l'intérêt qu'il y avait pour eux et pour leur pays à profiter sérieusement de cette expérience.

Un exilé colombien Roberto Gonzalez, à qui nous avions demandé en Suisse de donner aux jeunes Nicaraguayens des cours de français en parlera lui-même avec beaucoup d'honnêteté et de lucidité dans un rapport qu'il a rédigé en décembre 1979 (nous en donnons ci-dessous quelques extraits traduits):

> "Quelques amis d'Amérique Latine auxquels Longo mai avait demandé de chercher un professeur de français originaire aussi de cette partie du monde, m'ont proposé de me

charger de ce travail vers la fin d'octobre 1978. Je ne connaissais pas jusque là la Coopérative Européenne sinon pour avoir lu son nom dans les journaux ou avoir connu ses interventions pour les réfugiés chiliens, ou encore son action en faveur des Ligues Agraires au Paraguay. J'ai accepté et il fut convenu avec les jeunes Nicaraguayens de deux heures de cours quotidiennes, y compris les samedi et dimanche, étant donné qu'ils étaient alors en attente d'un visa du gouvernement français qui leur permettrait de se rendre en Provence et qu'il fallait donc leur donner des bases de français le plus vite possible.

Un fait absolument évident et confirmé pleinement au cours de conversations ultérieures, c'est qu'aucun de ceux que j'ai connus n'était militant dans le Front Sandiniste, de même que la formation politique du groupe (à l'exception peut-être d'un ou de deux) était pratiquement nulle. Leur comportement en Europe a été décevant, même s'il est facilement possible d'expliquer que des jeunes gens dont la majorité est pauvre (et la misère est terrible dans nos pays) ressentent un choc violent lorsqu'ils se trouvent brutalement introduits dans l'abondance, lorsqu'ils voient de tous côtés des choses jamais vues auparavant (et en quantités incroyables), des magasins offrant dans leurs rayons des articles communs et courants ici, mais dont personne n'ose même rêver là-bas. Dans ces magasins eut lieu ce qui s'appelle "vol" ici. Personnellement je suis d'avis qu'en réalité le vol est plutôt effectué par les Européens qui s'emparent, par exemple en Amérique Latine, d'or, d'argent, de cuivre, de la vie d'enfants de 12 ans qui ne résistent pas plus longtemps au travail d'esclave effectué dans les mines. Cette forme de comportement des "Nicas" (comme nous appelons les gens du Nicaragua là-bas) ne me scandalise pas.

Ce qui m'a déçu (même si je parviens à me l'expliquer et à l'expliquer aux lecteurs) a été l'inconséquence par rapport à leur patrie de leur comportement et des opinions qu'ils firent connaitre en d'autres milieux et à d'autres niveaux, leur individualisme et leur égoisme, leur manque de responsabilité. Et je peux expliquer ce que j'avance: ils adoptèrent une vie facile et désordonnée, consistant à se saouler fréquemment, se lever tard, se disputer sans trêve, ne pas tenir compte des cours de français (les absences étaient fréquentes, le rendement insuffisant, les devoirs comme les phrases qui devaient être traduites chaque jour n'étaient pas faits. A plusieurs reprises j'ai du leur parler avec sévérité, leur reprocher leur comportement, et même aller

jusqu'à les menacer de cesser de leur donner ce cours). Le travail ne les intéressait pas du tout.

La réticence du gouvernement français à octroyer les visas produisit les difficultés que l'on peut supposer dans la formation ou l'apprentissage prévus, et même si quelques-uns se rendirent dans d'autres coopératives, ils ne fournirent aucun effort... Beaucoup commençaient déjà à parler sans se cacher de leur envie d'aller aux Etats-Unis, de leur peu d'enthousiasme pour le projet de la ferme, du fait qu'ils n'avaient pas terminé leur éducation secondaire...

Je crois, et il me semble que Longo mai est du même avis, que lors de la sélection au Costa Rica des erreurs ont été commises. Tout d'abord le côté humanitaire qui faisait accepter tous ceux qui semblaient vraiment vouloir coopérer à ce projet, sans tenir suffisamment compte des capacités leur permettant justement de prendre part à ce projet; le manque d'expérience avec les gens et la situation sur le terrain aboutit à croire en quiconque alors que, vraisemblablement, un grand nombre de personnes là-bas ne désirent qu'échapper au malheur qui les entoure et imaginent l'Europe comme un paradis où tout est possible.

Je ne peux m'empêcher de me rendre compte, et de l'affirmer ici, que les jeunes qui sont venus ne sont au fond pas coupables, en tant que produits d'un système empêchant à l'humain de se réaliser, d'une situation dont le capitalisme européen a une bonne part de responsabilité.

J'ai dit plus haut que le projet était formidable et j'ai fait part de mon indignation à voir l'occasion que ces jeunes ne saisissaient pas. Ce critère a été partagé par un Chilien qui a été ensuite à Costa Rica, lorsque nous avons eu l'occasion de nous retrouver quelques jours à la coopérative de Longo mai en Provence là, nous avons vu ce que ces gens font, littéralement, uniquement avec leurs mains. Des choses qui peuvent se faire n'importe où car aucune technologie, aucune moyen technique n'est utilisé dont ne puissent pas se servir des personnes ayant des bras et de la bonne volonté. Un travail magnifique qui peut être réalisé à Costa Rica, par exemple, et pour lequel ces jeunes auraient dû s'exercer. Toute une économie d'autosubsistance, un système de production qui s'adapte parfaitement à une économie différente et socialiste".

Tous ces jeunes sont progressivement repartis vers le Costa Rica dans les mois de janvier et février 1979. Quelques-uns, une minorité, ont été parmi les premiers Nicaraguayens à s'établir à la Finca Sonador pour y mettre en place les premières infrastructures d'une coopérative d'accueil pour les réfugiés.

3. Création d'une coopérative d'accueil au Costa Rica

A partir de la mi-octobre, nous avons commencé à chercher cher un terrain au Costa Rica. Le gouvernement costaricain nous envoya un responsable du Ministère de l'Economie, Mr. Dominguez, pour faciliter nos recherches. Au début il était question de mettre à notre disposition des terres de l'état pour un prix symbolique. Le gouvernement revint sur sa promesse en s' excusant : les projets de développement agricoles qu'il avait à sa charge devaient être réalisés en priorité en faveur des nombreux paysans costaricains qui n'avaient pas encore bénéficié de la Réforme Agraire.

Nous devions donc nous procurer nous-mêmes le financement nécessaire à l'achat d'une "finca". Les recherches s'orientaient dès le début vers des terres à caractère diversifié (forêts, pâturages, terres cultivables) devant permettre des productions complémentaires en vue d'obtenir une auto-subsistance rapide pour les réfugiés.

Nous avons visité à fond toute la zone nord du pays: les Provinces de Puntarenas (exceptée la partie nord-ouest qui donne sur le Pacifique et qui est formée de larges plaines déjà fortement exploitées par une agriculture très mécanisée et un grand élevage extensif), de Nicoya, d'Alajuela et de Limon. Au centre, nous avons parcouru les régions immédiatement au sud de San José jusqu'à San Isidro del General où nous avons découvert enfin la "Finca Sonador".

Parallèlement à nos recherches, nous avons visité des coopératives agricoles du Costa Rica. Le 20 octobre, nous étions invités à visiter celle de "Tierra Blanca" (région de Cartago); nous étions accompagnés de Jean-Pierre Clerc du Monde et Jeanne-Lise Schneeberger de l'Agence de presse suisse ATS. A cette occasion, nous avons pris contact pour la première fois avec les institutions costaricaines chargées de la promotion des coopératives, dont l'INFOCOOP ("Instituto Nacional de Fomento Cooperativo"), qui nous ont par la suite aidés dans la création de la coopérative de réfugiés. Puis, invités par les services coopératifs du B.I.T.

et l'ITCO ("Instituto de Tierras y Colonizacion", Institut de la Réforme Agraire) nous avons vu plusieurs coopératives agricoles de la région de Nicoya (nord-ouest du Costa Rica).

Enfin nous avons pris contact avec la coopérative COOPESILENCIO (Province de Puntarenas, sur la côte Pacifique) et l'un de ses principaux fondateurs Pablo Bejarano. COOPESILENCIO est une des conquêtes sociales les plus importantes du Costa Rica: d'anciens ouvriers de la compagnie bananière ("United Fruit Company") mis au chômage par l'arrêt d'une des unités de production, décidèrent d'occuper des terrains appartenant à la Compagnie. Ils furent tour à tour chassés, revinrent à nouveau, leurs leaders emprisonnés, mais continuèrent à lutter jusqu'à obtenir la légalisation de leur occupation. Alors le gouvernement assisté par l'ITCO leur procura les crédits nécessaires à l'achat des terres. C'était en 1972.
Sept ans après, 80 familles vivent à COOPESILENCIO; Ils ont remboursé la plupart de leurs crédits, établi sur ces 400 hectares de bonnes terres une coopérative de type communautaire, produisent principalement riz, sorgho et papayas, créé un village, une école, une épicerie, leur propre système de transports et sont sur le point de mettre en place une petite unité de transformation de la papaya.

Ils sont restés farouchement indépendants et ont résisté depuis le début à toutes tentatives internes de tirer la coopérative vers un système de parcellisation des terres. Pablo Bejarano et ses camarades nous ont longuement raconté l'histoire de leur coopérative. Plus tard, ils sont venus nous voir à la Finca Sonador et nous sommes allés pendant trois semaines,avec la petite pelle mécanique "Menzi muck" venue de Suisse, les aider à creuser des canaux d'irrigation pour une nouvelle plantation de papayas, en recevant en échange du riz.

La Finca Sonador est située à une trentaine de kilomètres de la ville de San Isidro del General, au pied du mont Ena de la cordillière de Talamanca; elle s'étend de la route interaméricaine (à 600 mètres) aux sources des rios San Juan, Convento et Sonador à plus de 2000 mètres d'altitude. Elle comprend 1600 hectares. Elle avait été en partie défrichée mais depuis longtemps elle a été abandonnée. Les précédents propriétaires y laissaient pâturer un troupeau de 500 bovins sous la garde de deux ou trois "peones". Le climat est tropical et humide; entre 4 et 5000 millimètres de précipitations par an selon l'altitude pour des températures variant de 17 à 30 degrés C.



Facile d'accès, par son entrée située sur la route interaméricaine, ce terrain répondait assez exactement aux conditions que nous avions recherchées: forêt à exploiter rationnellement, aménagements possibles de pâturages et de surfaces à cultiver pour une production diversifiée.

La campagne en Europe

Il faut souligner d'abord qu'au moment de lancer notre large campagne d'information en Europe, l'on assistait dans une certaine presse européenne, notamment en Allemagne Fédérale, à une "criminalisation" de l'opposition Sandiniste; le FSLN était décrit comme une organisation "terroriste". Ce n'est que fin 1978 que tous ces "bruits" lancés par la propagande somoziste ont cessé d'être reproduits dans la grande presse européenne.

Le but de notre campagne a été de sensibiliser l'opinion publique aux problèmes des réfugiés ainsi que de trouver les moyens financiers nécessaires pour la réalisation du programme en trois points.

En automne 78, des délégations ont été envoyées dans différents pays d'Europe. Avec la participation des jeunes Nicaraguayens, plusieurs conférences de presse ont eu lieu en octobre et novembre, notamment en Belgique, aux Pays-Bas, en Allemagne Fédérale, et dans les Pays Scandinaves. Nous demandions aux organisations humanitaires, aux églises, aux syndicats et aux partis politiques de soutenir cette campagne.

Aux Pays-Bas, une collecte lancée par l'émission de radio "Les Oies Sauvages" ("Wilde Ganzen") rapporta 70.000 Gulden. Un Comité de soutien fut créé avec la participation du Cardinal Alfrink.

En Belgique, la Ligue des Droits de l'Homme appuyait notre campagne.

En Norvège et au Dannemark, les organisations de coopératives se sont également solidarisées et ont apporté une contribution financière.

Aux Etats-Unis, plusieurs organisations d'Eglise ainsi que des personnalités du milieu scientifique nous ont soutenus.

En Autriche, le Chancelier Kreisky appuie personnellement la campagne (envoi d'une délégation de médecins - voir rapport Honduras).

En Suisse, des réunions populaires d'information ont été organisées dans la plupart des villes, le but étant, par des contacts plus réguliers,de parvenir à la création de comités. De tels comités se sont formés à: Lausanne, Yverdon, la Chaux-de-Fonds, Neuchâtel, Fribourg, Berne, Bienne, Grenchen, Solothurn, Olten, Liestal, Aarau, Baden, Langenthal, Burgdorf, Langnau, Thun, Lucerne, Zürich, St. Gall, Winterthur... Une des actions principales organisée simultanément dans toutes les villes suisses a été la vente de cartes postales au profit de l'action.

Le film réalisé à notre demande par Florence Jammot, "Patria libre o morir" (Annexe 7) fut présenté dans les paroisses, écoles, associations diverses. Les comités et des membres de Longo mai venaient présenter le film et engageaient une discussion d'information à chaque représentation.

Pour le financement des terrains de la coopérative au Costa Rica, nous lancions une vaste souscription avec le programme "achat d'un hectare de terre de la Finca Sonador" (Annexe 8). Au cours de cette campagne, 750 hectares ont été

payés sous cette forme par des souscripteurs suisses et allemands (voir chapitre financier).



Enfin, un groupe de musiciens paraguayens, les Guaranis, réalisèrent une tournée en Suisse au profit de la coopérative de réfugiés au Costa Rica (Zurich, Bâle, Berne, Lugano, Genève, Lausanne, Lucerne, du 11 au 25 mars 1979).

ACTION EN FAVEUR DE L'ORPHELINAT DE MASAYA (NICARAGUA)



Le 3 octobre 1978, le Dr. Altmann fait part à toutes les organisations présentes à la réunion du Comité National d'aide aux réfugiés nicaraguayens d'une lettre adressée au Président Carazo, par le Pasteur Reyes, Directeur de l'Orphelinat de Masaya (Nicaragua). Celui-ci fait appel au gouvernement costaricain en lui demandant instamment son aide ainsi que l'autorisation de venir se réfugier au Costa Rica.

Le Dr. Altmann nous déclare que son gouvernement ne peut assumer seul cette responsabilité et demande aux organisations présentes si elles acceptent d'intervenir. Seuls le Haut-Commissariat aux Réfugiés et Longo mai répondent et acceptent. Le gouvernement répond donc par l'affirmative à la demande pressante du Pasteur Reyes.

Le 13 octobre, Jacques Vigneron, représentant "Enfance et Partage" et Jeanine Meyer-Monin partent pour le Nicaragua et parviennent, avec l'aide de l'Ambassade suisse à Managua, à se rendre à Masaya. Sur place, visitant et s'entretenant

avec le Pasteur Reyes et sa femme, ils prennent conscience du caractère dramatique de la situation des orphelins (92 enfants) et de la nécessité d'intervenir immédiatement.
Ils mettent au point une méthode d'évacuation des enfants qui est gardée secrète, vues les conditions extrêmement dangereuses de la circulation des convois sur le territoire nicaraguayen en pleine guerre civile.

Le lendemain de leur retour à San José , nous envoyons une somme d'argent (3500 dollars) au Pasteur Reyes grâce à un ami suisse à Managua qui se charge personnellement de remettre cet argent en mains propres. L'argent servira à couvrir les frais d'avocat (la plupart des orphelins n'ont pas de passeport - ni même pour certains de nom -) et de voyage (il servira également à payer les fonctionnaires peu scrupuleux qui promettent d'accélérer les démarches).

Pourtant les formalités juridiques enfin réglées, l'information nous parvient à San José que le Général Somoza refuse au groupe d'orphelins de sortir du Nicaragua. Il apparait soudainement que dans ce cas précis son autorisation personnelle est requise.
Nous décidons alors de mobiliser immédiatement en Europe des personnalités et autorités gouvernementales qui fassent pression sur Somoza. Mme. Pia Buschor, de l'Amabassade suisse au Nicaragua, a personnellement fourni une aide considérable dans ce sens.

Enfin, grâce à ces interventions diplomatiques de haut niveau, l'autorisation est enfin accordée à l'orphelinat de quitter le Nicaragua.

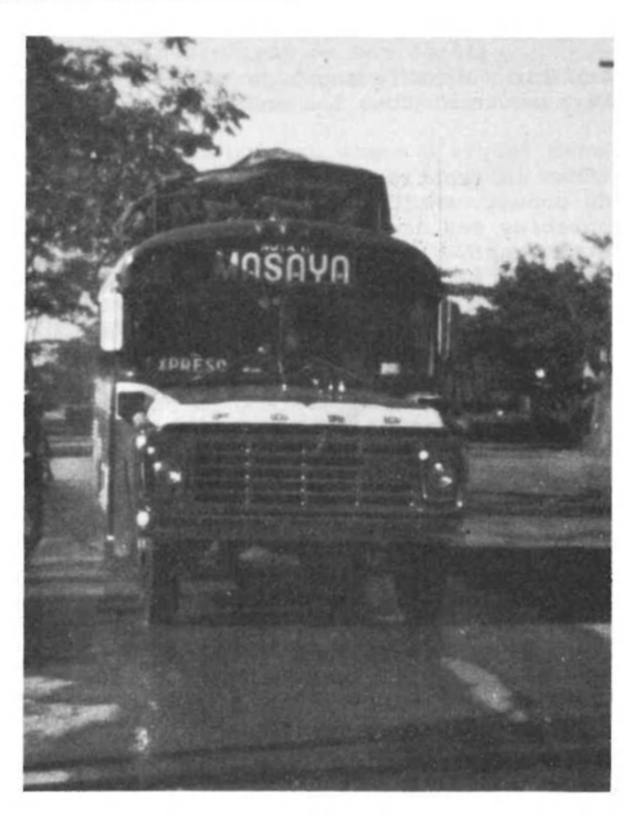
Le 21 Décembre, le Pasteur Reyes avertit le gouvernement costaricain par téléphone que les enfants passeront la frontière le lendemain. Longo mai reçoit la nouvelle au même titre que l'ensemble des organisations qui font partie du Comité National d'aide aux réfugiés.

Le Comité décide de déléguer huit personnes à la frontière pour accueillir les enfants; parmi celles-ci, Mr. Fernandez, assistant du Ministère de la Santé, Mr. Idoyaga, représentant du Haut-Commissariat de l'ONU, Mr. Jerry Prado, Directeur de l'ACJ, Mr. Sanchez, délégué du Ministère de la Santé auprès des camps de réfugiés.

" Un jeune Nicaraguayen, Danilo, et moi-même partons également ce jour-là pour la frontière nord du pays.
Après avoir passé plusieurs barrages de la garde costaricaine grâce à un sauf-conduit délivré par le Ministère

de la Santé, nous parvenons au poste douanier de Penas-Blancas (300 kms de San José). L'attente commence... Au bout de deux heures, étonnée de ne pas avoir rencontré la délégation officielle, j'apprends en téléphonant à San José que les huit personnes ont renoncé à perdre leur temps à la frontière et sont reparties vers la capitale, estimant que le convoi avait sans doute été intercepté par la Garde Nationale nicaraguayenne et empêché de parvenir à la fontière. Je reste donc seule pour attendre les enfants, avec le jeune Danilo.

A moins de cent mètres, c'est le Nicaragua; on aperçoit camions militaires et gardes nationaux lourdement armés chargés de garder le poste douanier. Des impacts de balles un peu partout sur les murs et les pancartes témoignent des combats qui ont eu lieu récemment sur la frontière même. Le traffic est très réduit; côté Costa Rica, seuls les journalistes, le personnel sanitaire et les "officiels" ou personnes munies de sauf-conduits sont autorisés à être présents. Les réfugiés qui arrivent - la plupart à pied - sont peu nombreux et parlent des bombardements avec terreur.



Trois heures encore d'attente... Enfin, un vieux car bleu bringuebalant et portant une pancarte "MASAYA" passe la frontière. Juste derrière une voiture accompagnatrice dans laquelle se trouvent le Pasteur Reyes et sa femme et deux moniteurs de l'Orphelinat. Sur le toit du car, des sacs de toile et quelques valises attachées tant bien que mal avec des cordes; ils ont emporté tout ce qu'ils pouvaient - très peu: quelques vêtements, de la vaisselle -.

Les enfants silencieux, regardent, un peu ébahis (fatigue, étonnement de ne plus entendre les bombes...). Les visages sont sévères, plus vieux que leur âge. Ils sont très peu vêtus, vêtements trop grands, pieds nus... Beaucoup portent les signes de la malnutrition, les yeux sont malades. Ils n'ont pas mangé depuis 16 heures (qu'ils ont quitté Masaya).

Au poste de douane de Penas-Blancas, nous téléphonons au Ministère de la Santé pour avertir que les orphelins sont arrivés. Puiqu'il n'y a pas de représentant du gouvernement sur place, nous intervenons auprès du directeur des services douaniers afin qu'il facilite et accélère les formalités pour tout le groupe.

Un peu plus loin, dans le local de la Croix-Rouge, des infirmières vaccinent tous les enfants; pas un seul ne pleure...

Nous quittons la frontière et prenons avec notre voiture la tête du convoi. A Liberia (50 kms de la frontière), les responsables des camps de réfugiés ont été prévenus et nous attendent.
Les enfants sont fatigués, ont faim; nous décidons ensemble qu'ils passeront la nuit dans l'un des camps; le repas et les tentes sont prêtes".
(rapport d'Isabelle Bourboulon).

Le lendemain, le vieux bus arrivera à la capitale vers 4 heures de l'après-midi. Cette fois, le comité d'accueil est là au grand complet. Ils continueront vers Cartago (30 kms au sud de San José) à la "Ciudad de los ninos" où ils seront logés et accueillis provisoirement (3 mois) en attendant de trouver une solution plus durable. La "Ciudad de los ninos est un ensemble de pavillons entourés de grands espaces verts, de terrains de jeux, mi-orphelinat, mi-école. L'un des pavillons a été mis à la disposition des orphelins de Masaya.

Le Haut-Commissariat aux Réfugiés accepte de prendre en charge les frais de nourriture du groupe d'enfants. Quant

à nous, nous fournissons tout le matériel nécessaire à leur installation (lits, couvertures, équipement de la cuisine, etc...).

Nous leur rendons plusieurs fois visite à la "Ciudad de los ninos"; au bout de quelques semaines, l'état de santé des enfants s'est nettement amélioré. Une petite fille aveugle de 11 ans qui est atteinte d'une tumeur au cerveau, est opérée à l'hôpital de San José: malgré l'intervention, elle restera aveugle car le nerf optique est déjà gravement touché, mais elle cesse de souffrir de convulsions corporelles. D'autres enfants qui avaient subi des brûlures dues aux gaz (dont un bébé de 18 mois) guérissent peu à peu.

Pourtant, le problème se pose à nouveau de trouver une maison, une installation plus durable qui permette d'envisager avec le temps la construction d'une infrastructure définitive.
"Caravanas de Buena Voluntad" propose alors au Pasteur Reyes une de leurs installations qui est inoccupée pour une durée d'un an. Il s'agit d'un ensemble composé d'une maison principale et de quatre petits pavillons préfabriqués dans un hectare ou deux de jardin. Ce "campement" est situé à Alajuela (ville de la banlieue de San José).
Des travaux d'aménagement minimum sont nécessaires (électricité, maçonnerie, plomberie...) auxquels nous participons matériellement.
Il faut également prévoir une somme d'argent mensuelle qui servira à couvrir tous les frais de l'orphelinat: alimentation, scolarité, frais médicaux, vêtements...

En Suisse, Jeanine Meyer-Monin, une des premières à avoir participé à cette action, met en oeuvre une campagne pour assurer le financement de l'Orphelinat, sous la forme d'un "parrainage": chaque famille suisse qui accepte de s'engager parrainera un enfant en versant une contribution mensuelle régulière (Annexe 10). Un compte spécial est ouvert à cet effet à Bâle. Et c'est ainsi qu'à partir d'avril 79, une somme régulière de 6000 dollars a été envoyée chaque mois à l'Orphelinat, et continue actuellement à lui parvenir.

La moitié environ de cet argent est employé au fonctionnement de l'Orphelinat. Le reste est soigneusement épargné par le Pasteur Reyes en vue de financer la construction d'une nouvelle installation.

Nous recevons d'eux régulièrement des nouvelles (Annexe 11); ils souhaitent maintenant retourner au Nicaragua et construire un nouvel orphelinat à Masaya (l'ancien a été complètement détruit par les bombardements).

RELATIONS AVEC L'OPPOSITION NICARAGUAYENNE - COMMISSION NICARAGUAYENNE DES DROITS DE L'HOMME A SAN JOSE

Le 1er octobre, nous avions donc rencontré pour la première fois Antonio Jarquin.
Cet entretien fut suivi de plusieurs autres au cours desquels nous faisons connaissance. Antonio nous présenta plusieurs de ses camarades, Evaristo, Carmen, Carlos, Sergio... Toutes ces rencontres étaient, au début, organisées discrètement. Les noms de tous ceux avec qui nous nous réunissions ne furent jamais prononcés.

Nous avons déjà expliqué que les Sandinistes respectaient, même dans l'exil, certaines règles de discrétion et il ne nous appartenait pas de les enfreindre. C'est la raison pour laquelle, nous avons d'emblée accepté qu'Antonio Jarquin nous présente, qu'après en avoir référé à la Direction Nationale de FSLN, il avait été officiellement mandaté pour être notre interlocuteur principal dans toutes les relations que pourrait avoir Longo mai avec le FSLN.

C'était environ une semaine après notre première rencontre. Nous n'avons donc pas cherché à rencontrer d'autres Sandinistes, qui pouvaient se trouver occasionnellement au Costa Rica et auraient pu représenter d'autres tendances du FSLN.

Il est un fait connu que le Front Sandiniste est composé de trois tendances:

> "La tendance "Guerre Populaire Prolongée" (GPP) est celle qui est la plus authentiquement sandiniste. C'est celle des fondateurs du Front Sandiniste, dont Carlos Fonseca Amador, un des leaders sandinistes les plus populaires, qui fut tué en 1976. Les militants de la GPP ont suivi les enseignements du Général Sandino et sont favorables à une résistance armée "prolongée" en milieu rural, pour préparer des bastions paysans.
> La seconde, "tendance prolétarienne", nait en 1975 d'une scission avec la première. Considérant la violence de la répression contre les paysans et divers échecs militaires, elle est favorable à la conscientisation et l'organisation d'un bastion ouvrier en milieu urbain.

Enfin la tendance "terceriste", nait en 1977 du renforcement de l'opposition au somozisme. Elle est ainsi appelée car elle représente la "troisième" tendance du Front Sandiniste. Les terceristes parlent de "démocratie", de "socialisme", mais peu de "révolution". On pourrait les identifier comme sociaux-démocrates, mais d'un genre un peu particulier, puisqu'ils sont pour l'insurrection populaire immédiate. Pour cette raison, ils préfèrent se nommer eux-mêmes "insurrectionnels". Il leur faut donc provoquer l'insurrection par des actions spectaculaires qui encourageront la population. Ce sont eux qui ont conduit l'attaque du Palais National du 22 août 78, et ils constituent la tendance la plus forte du Front Sandiniste, au moins politiquement.
Militairement, ils dominent au sud du pays, sous le commandement en particulier d'Eden Pastora, le fameux "Commandant zéro" qui se rendit célèbre dans la prise du Palais National de Managua."
(Annexe 12. Journal "Le Monde").

La Direction Nationale du Front Sandiniste était formée de neuf membres, c'est-à-dire de trois représentants pour chacune des tendances.

Au moment où nous reconnaissons dans ces lignes n'avoir volontairement pas cherché à établir des contacts avec des représentants des autres tendances, par respect des décisions dont nous avait informé Jarquin, nous souhaitons également reconnaitre que ce fut peut-être une erreur, car nous avons appris depuis que l'ensemble de notre action pour les réfugiés est restée pratiquement inconnue d'une grande partie des dirigeants sandinistes, quand elle n'a pas été "déformée".
Par ailleurs, si nous respections une discrétion absolue et une attitude de non-ingérence politique vis-à-vis des Sandinistes, eux-mêmes - du moins ceux que nous connaissions - lançaient au même moment diverses "enquêtes" en Europe auprès des Comités de solidarité-Nicaragua pour obtenir des informations sur Longo mai. Lesquelles se sont révêlées plutôt fantaisistes et parfois même malveillantes, venant "d'informateurs" qui, ou bien ne nous connaissaient pas du tout (et n'ont pas cherché à nous rencontrer directement), ou bien appréhendaient notre propre action de solidarité comme une "concurrence"...

A cette époque du début de notre intervention, nous ne nous sommes pas arrêtés à ces divergences de méthodes. Il nous apparaissait que la gravité de la situation nicaraguayenne et le problème des réfugiés devaient, seuls, mobiliser notre engagement concret.

Jusqu'à fin décembre où une rencontre fut organisée à Bâle avec trois délégués sandinistes, dont Antonio Jarquin, nous avons maintenu des contacts réguliers qui devinrent "ouverts" à partir du jour où nous avons rencontré Ernesto Cardenal.

Nous nous sommes engagés, car nous y attachions nous-mêmes une grande importance, à assurer le fonctionnement d'un bureau de la Commission Nicaraguayenne des Droits de l'Homme: officialiser l'existence de cette Commission au Costa Rica, c'était permettre pour nous-mêmes, et très probablement pour d'autres organisations, d'acheminer légalement une aide matérielle ou financière. Ce bureau fut établi dans une maison située le long du Parque Vargas Arraya à San José.

Par ces contacts fréquents, nous avons également facilité aux journalistes européens avec qui nous étions en relation directe des rencontres avec des personnalités de l'opposition sandiniste à San José (notamment Ernesto Cardenal et Carlos Tunermann).

Outre l'énorme travail d'information et de sensibilisation réalisé en Europe, dont un des principaux "succès" fut le vote par le Parlement Européen d'une résolution condamnant le régime somoziste et appelant les gouvernements à une aide aux réfugiés nicaraguayens, des sommes d'argent furent directement remises à Antonio Jarquin:

Le 9.10.78	7400	dollars
le 13.10.78	9000	"
le 8.11.78	10000	"
le 23.11.78	8000	"
le 24.11.78	3000	"
le 13.12.78	35000	" (cette somme fut remise à Bâle au moment du voyage de la délégation sandiniste en Suisse)
le 20. 1.79	7500	dollars
le 30. 1.79	7500	"
Total	87400	dollars

Ces versements correspondaient à ce qu'Antonio nous présentait comme des "urgences" matérielles immédiates. Ils faisaient naturellement partie de notre programme d'aide, bien que nous ayons toujours préféré apporter une assistance sous la forme de matériel médical, alimentaire, ou d'équipement (tentes, vêtements...). Cette aide matérielle destinée à la Commission des Droits de l'Homme fut en grande partie acheminée après le voyage en Europe de la délégation sandiniste.

Les deux autres points de notre programme firent l'objet de nombreuses discussions, surtout quant à la création au Costa Rica d'une coopérative d'accueil pour les réfugiés.

Nous décidions alors ensemble qu'une délégation pourrait se rendre en Europe afin de visiter nos coopératives et prendre contact sur place avec les coopérateurs de Longo mai.

Une délégation Sandiniste à Bâle et dans nos coopératives

Rémi, qui a participé à tous les entretiens qui eurent lieu à cette époque, en rend compte lui-même:

> "Le 10 décembre 78, ils sont venus à trois, deux nicaraguayens et un salvadorien. Ils étaient partis de San José depuis une semaine, et nous commencions à nous inquiéter de leur sort.
>
> Nous étions une huitaine de Longo mai pour discuter avec eux. D'abord, j'insistai pour qu'ils rencontrent à Paris Maitre Jacoby, Président de la Ligue des Droits de l'Homme pour les pays d'Amérique Latine. J'avais déjà rencontré Maitre Jacoby pour lui proposer la candidature du Docteur Antonio Jarquin à la présidence d'une Commission de la Ligue des Droits de l'Homme en exil au Costa Rica. Puis, vint la discussion de fond sur l'aide que nous pouvions apporter aux réfugiés. Avec l'assentiment des camarades de Longo mai, je proposai de nouveau notre programme en trois points:
>
> 1. Une aide immédiate en vivres, médicaments et matériel.
> 2. L'aide à la formation coopérativiste de quelques jeunes réfugiés en Europe, sur nos coopératives ou chez des artisans et paysans amis (plusieurs s'étaient déclarés prêts dans ce sens).
> 3. La création d'une grande ferme au Costa Rica, où une telle formation se ferait évidemment beaucoup mieux, puisqu'on éviterait ainsi le déracinement européen. De plus, il était facile de trouver là-bas des fermes de grandes superficies, assez idéales pour que des jeunes s'initient à la gestion de leurs futurs villages agricoles, dans l'après-somozisme.
>
> A notre grande surprise, les Sandinistes acceptèrent le seul premier point. Sur le second, ils prétendaient ne pas pouvoir distraire un seul "muchacho" de la future grande offensive. Quant au troisième point, création de

la ferme coopérative, ils n'en voulaient d'abord pas du tout, puis ils en préféraient une située au nord du pays - proche de la frontière du Nicaragua, à ce moment-là menacée d'invasion par Somoza, et où toutes les institutions charitables nous auraient en tout cas accusés d'avoir créé un "sanctuaire" avec l'argent du bon peuple suisse, etc... -. Enfin, à ma question: "N'entrevoyez-vous vraiment aucune forme de participation à ce projet ?", j'ai eu la surprise de m'entendre répondre: "Oui, 51%".
Il y avait malentendu.
Plusieurs heures de discussion, interrompues de demi-heures de retrait de la délégation pour "discussions internes" ne changèrent rien à ces malentendus. Nous en sommes donc restés à l'accord sur le seul premier point.
Le Dr. Jarquin est parti après une courte visite aux jeunes Nicaraguayens et à leur professeur colombien. Le Salvadorien, Evaristo, est resté près d'une semaine parmi nous, visitant plusieurs coopératives. Partout, son honnêteté et sa gentillesse l'ont fait entrer en sympathie avec nos copains, voisins et amis."

Quelques jours après leur retour au Costa Rica, le matériel demandé arrivait (la liste en avait été faite à Bâle). En tout, 35 tonnes de matériel, principalement des médicaments (voir liste chapitre précédent).

Le Commission des Droits de l'Homme mit aussitôt sur pied une équipe chargée d'effectuer les différents stockages provisoires et les transports jusqu'au Nicaragua. Ils s'étaient pour cela procuré plusieurs véhicules, dont un camion.

En Europe, Longo mai prenait en même temps contact avec des groupes de réfugiés latino-américains afin de leur soumettre le programme de création d'une coopérative au Costa Rica. Parmi eux, deux amis chiliens en exil depuis quelques années en Suisse, Arturo et Daniel, se déclarent prêts à se rendre au Costa Rica afin de participer pleinement à ce projet et de prendre contact avec les Sandinistes.

Pour nous, cette solution nous apparaissait être la plus appropriée, car s'il y avait des difficultés évidentes pour nous, européens, à nous entendre avec les Sandinistes, nous souhaitions avant toutes choses que ce projet soit pris en mains par des latino-américains qui sont, au fond, les premiers concernés par la réalisation d'un projet de ce type.

En outre, des latino-américains connaissant mieux les mentalités sont plus à même de parler avec les réfugiés et d'assurer, avec notre appui matériel et technique, l'organisation de la vie coopérative.

Arturo et Daniel arrivent à San José le 27 janvier. Nous les présentons, sans attendre, à Jarquin et ses camarades de la Commission des Droits de l'Homme.
Eux s'étonnent: "Nous avons jusqu'à maintenant accepté Longo mai comme notre interlocuteur. Pourquoi devrions-nous avoir affaire à des Chiliens ?". Nous expliquons qu'ils sont des amis, qu'ils jouissent de notre pleine confiance et ont tous pouvoirs de représenter également Longo mai.
La discussion devient pénible, blessante même pour les deux Chiliens. Il est clair que les Sandinistes réitèrent par là leurs exigences hégémoniques sur la future coopérative. Le projet sera nicaraguayen totalement, sous leur contrôle absolu, ou ne sera pas.

Leur refus d'accepter une entente avec les deux Chiliens signifiera pour nous l'arrêt des discussions portant sur la coopérative, avec les Sandinistes.
Le projet se fera sans participation directe de leur part.
Nous avons mesuré les difficultés de l'entreprise, totalement originale quand on considère les programmes traditionnels d'aide aux réfugiés.
Ces difficultés ne nous arrêteront pas, car l'enjeu et les perspectives d'une telle création sont trop importants.

LA FINCA SONADOR : CREATION D'UNE COOPERATIVE

Nous étions sept jeunes de Longo mai à arriver à la Finca Sonador le 9 janvier 79. Les négociations nombreuses concernant les conditions et le prix d'achat du terrain venaient enfin d'aboutir. Les vendeurs, propriétaires par ailleurs de quelques autres très grands domaines, se disaient fort intéressés par notre projet et étaient prêts à nous faire des "conditions avantageuses". La réalité était toute autre, nous n'avions certes pas affaire à des philantropes...

Le terrain fut acheté au prix de 4000 colones l'hectare, ce qui représente pour cette région peu développée de la vallée de San Isidro une valeur moyenne.

La Finca avait quelques quinze ou vingt ans auparavant appartenu à un riche américain du nord qui y avait réalisé quelques bonnes plantations de café, maintenant à l'abandon et non productives, et d'arbres fruitiers. Ceux-ci, bien que n'ayant été pratiquement pas entretenus, continuent à produire des citrons, oranges et mandarines en abondance (ce sera la première "production" vendue au profit de la coopérative de réfugiés au marché local de San Isidro).

Le riche américain disparu, les terres ont été reprises par des Costaricains réunis en société d'exploitation de plusieurs latifundias. La gestion de quelques grands troupeaux de bovins pour la production de viande constitue l'essentiel de leurs activités. Avant notre arrivée, 500 bêtes environ pâturaient toute l'année sur les terres de la Finca Sonador sous la garde de deux "peones". Seules deux familles donc habitaient sur place, les hommes partant le matin de bonne heure et devant assurer à cheval la vigilance et les soins du troupeau.



C'est dire que la Finca était lorsque nous l'avions trouvée, pratiquement abandonnée, hormis les prairies qui avaient été autrefois semées et entretenues naturellement par le passage des bovins.

Une grande partie des terrains est occupée par des forêts secondaires tropicales d'espèces extrêmement diversifiées. Il faudra d'ailleurs plusieurs semaines à Ernst Goetsch, l'Ingénieur Agronome suisse et Martin, un des jeunes de Longo mai spécialement intéressé par l'agriculture tropicale, pour se familiariser un peu, grâce à Carlos, un ancien peon de la Finca Sonador, avec les principales variétés d'arbres. Carlos qui a toujours vécu dans cette région les reconnait très bien: à la forme des feuilles, à l'odeur du bois qu'il entaille avec sa machette, il ne lui faut pas longtemps pour citer le nom local de l'arbre. Reste alors à retrouver la correspondance avec le nom scientifique, ce qui n'est pas toujours simple (les noms donnés par les habitants aux espèces peuvent extrêmement varier d'une région à l'autre).

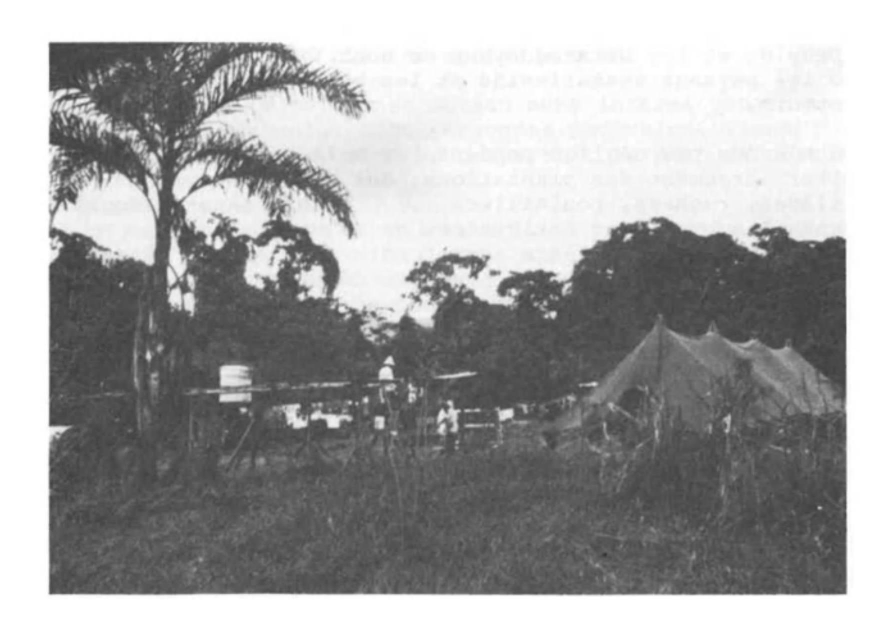


Un chemin principal devenant de plus en plus mauvais au fur et à mesure qu'on avance, traverse la Finca, de l'entrée sur la route interaméricaine au pied de la montagne. Plus loin, les terres ne sont plus que recouvertes de forêts denses. Il existe à cette époque de notre arrivée trois maisons (ou "ranchos", constructions simples de bois couvertes d'un

toit de tôle), chacune située à un "étage" différent de la Finca. Ces trois maisons sont accessibles directement par la piste principale. Outre ce chemin, des petits sentiers qu'il faut entretenir à la machette, traversent les prairies, les étendues de terres envahies d'arbustes et d'herbes hautes, puis les forêts de part et d'autre des grandes rivières Convento et Sonador.

C'est en utilisant ces sentiers que nous avons fait les premières reconnaissances de la Finca. Nous n'avions à ce moment qu'une carte vide de contenu et indiquant seulement les limites qui avaient été autrefois tracées par un sentier

Durant les premiers quinze jours, nous avons parcouru le terrain en tous sens pour repérer les emplacements possibles d'un campement provisoire, des villages à construire, des chutes d'eau à aménager pour le captage de l'eau et l'installation future d'une turbine.



Les chevaux indispensables au transport à l'intérieur de la Finca furent notre premier achat.

Ensuite, nous programmons les listes du matériel nécessaire à l'installation du premier campement de réfugiés. Le choix de l'emplacement est décidé sur une terre située proche du chemin principal et non loin du rio Convento. Sur un grand champ, pourront être montées les grandes tentes qui serviront de cuisine et réfectoire-lieu de réunion. Dans le sous-bois contigu qui mène au rio seront disposées les tentes familiales. Il faut évidemment défricher largement afin de disposer les tentes mais la couverture des grands arbres assurera de l'ombrage au campement.

Enfin, quelques contacts régionaux sont pris : Mario Saenz, directeur régional du Ministère de l'Agriculture, nous envoie une équipe pour faire des analyses de sol. Des voisins à qui nous rendons visite nous procureront plus tard des semences de mais, de haricots ("frijoles") et des plants de fruitiers adaptés à la région. Nous allons voir les coopérateurs de la COOPE-LIBERACION voisine de la Finca Sonador: c'est une coopérative de campesinos parcellaires qui vivent de l'élevage et de la production laitière.

D'une manière générale, nous avons été bien accueillis par la population locale satisfaite de voir la Finca Sonador se peupler et les Nicaraguayens se sont facilement liés avec les paysans costaricains et les habitants des villages alentours.

Nous n'avons pas négligé pendant les mois qui ont suivi de visiter largement des plantations, des élevages (vaches laitières, ruchers, poulaillers...), des artisanats (fours à canne à sucre), des habitations de la région, etc...
Ce travail de connaissance approfondie du "terrain" était très utile pour nos propres plans de développement de la Finca Sonador. Nous avons pu remarquer par exemple, qu'en pratique certaines semences fournies par un campesino voisin pouvaient être bien mieux adaptées et d'un rendement supérieur aux semences dûment sélectionnées et expérimentées par le Ministère de l'Agriculture ou un Institut de recherche agronomique.

Enfin, pour une production agricole telle que nous la concevions dès le départ, c'est-à-dire la plus diversifiée possible pour satisfaire en premier lieu aux besoins en alimentation d'une coopérative, le modèle de la petite paysannerie locale dirigée traditionnellement vers l'autosubsistance était pour nous riche en enseignements.

Fin janvier, les deux Chiliens, Arturo et Daniel, et Ernst Götsch venaient nous rejoindre. Celui-ci, Ingénieur Agronome avait déjà travaillé dans des pays tropicaux. Il avait répondu à une annonce que nous avions fait paraitre dans "Die Grune", revue suisse d'agronomie. Ernst Götsch était intéressé par notre projet qui sortait du cadre habituel de la coopération technique avec des pays du Tiers-Monde. Il pressentait pour lui-même l'intérêt d'effectuer ses recherches avec une grande liberté et également celui d'exercer une liaison concrète entre son propre travail d'expérimentation et le large champ d'application pratique que devait représenter la coopérative de réfugiés. Nous-mêmes n'étant pas des spécialistes, lui avons confié toutes les responsabilités pour les cultures à entreprendre sur la Finca.

Avec lui, nous avons sillonné le terrain et analysé les différences de sol en semant des petites parcelles "test" avec du mais et des haricots. En comparant les vitesses de croissance, les caractéristiques des plantes obtenues, la couleur des feuilles..., Ernst pouvait déterminer sans hésitation les composantes du sol, ses carences éventuelles, etc... Nous avons aussi étudié avec lui les associations naturelles entre les plantes et les arbres.

Après quelques temps, Ernst Götsch nous informa que selon lui, et dans l'absolu, 2000 personnes pourraient vivre sur la Finca Sonador, si l'on respectait le plan de cultures qu'il envisageait.
Nous avons accepté son défi...
(Voir Annexe 13 "Plan de cultures").

Arrivée des premiers réfugiés

Nubia, jeune femme nicaraguayenne réfugiée avec ses cinq enfants à San José, était devenue une amie dès le début. Nous l'avions connue à la première réunion des jeunes Nicas au Ministère de la Santé, et par la suite elle nous accompagna dans les camps de réfugiés et partout où nous devions nous adresser aux Nicaraguayens pour leur parler de la coopérative.

Son mari, sandiniste, était dans la clandestinité "quelque part au Nicaragua". Il parvenait cependant à lui donner quelques nouvelles de temps en temps. Nubia, d'une volonté exceptionnelle, subvenait aux besoins de ses cinq enfants en travaillant comme aide-coiffeuse.
Elle est, sans aucun doute, celle qui a dès le début le mieux compris notre spécificité et l'aide que nous pouvions apporter au problème des réfugiés.

Avec ses enfants, équilibrés et turbulents, elle vint s'établir dans la maison-bureau que nous avions louée à San José, puis à la Finca Sonador, et prit part avec détermination à tous nos travaux, qu'ils soient de relation avec les institutions ou autorités costaricaines, ou bien d'organisation de la vie coopérative à la Finca. Nous sommes aujourd'hui encore en relation avec elle (elle est retournée vivre dans son pays et participer aux efforts de reconstruction).

Nous avons informé le Comité National d'aide aux réfugiés et toutes les organisations qui en faisaient partie du démarrage du projet Finca Sonador. Hormis le Comité Oecuménique, qui plus tard dut se distancer de nous à cause de quelques mésententes entre l'organisation suisse HEKS ("Entraide protestante") et Longo mai (nous avions pourtant noué localement quelques contacts amicaux avec des représentants costaricains de ce Comité), toutes ces organisations voyaient notre initiative avec intérêt. Tous savaient que nous ne prétendions pas apporter une solution totale au problème des réfugiés, cependant la question de l'emploi des Nicaraguayens commençait déjà à cette époque à se poser au Costa Rica avec une telle acuité que notre projet devenait de plus en plus exemplaire.

Nous sommes allés dans tous les camps de réfugiés tenir des réunions d'information. Les Nicaraguayens n'ont jamais connu d'expérience coopérative - et pour cause -, il fallait donc expliquer longuement, simplement, ce qui leur était proposé. Qu'il n'y aurait pas de "patron exploiteur", qu'ils devaient travailler pour eux-mêmes, pour leur famille, et dans une organisation commune avec les autres Nicaraguayens, et que tout était à faire: le village à construire, les parcelles à défricher et à semer.
Cela n'allait pas être facile, ils devaient en prendre conscience concrètement: au début, ils n'auraient qu'un campement de toile, le temps de construire des "ranchos". Ils ne recevraient pas de salaire comme dans une entreprise normale, mais seulement une aide en nature: nourriture, vêtements, outils de travail, semences, services sociaux (santé, école pour les enfants); tout cela serait gratuit et apporté par nous-mêmes jusqu'à ce que la coopérative accède à une autonomie relative qu'il fallait atteindre le plus vite possible par le travail.

Enfin, les Nicaraguayens devaient accepter de s'entraider, de préparer l'accueil à la Finca de nouvelles familles qui seraient aussi démunies qu'eux-mêmes.

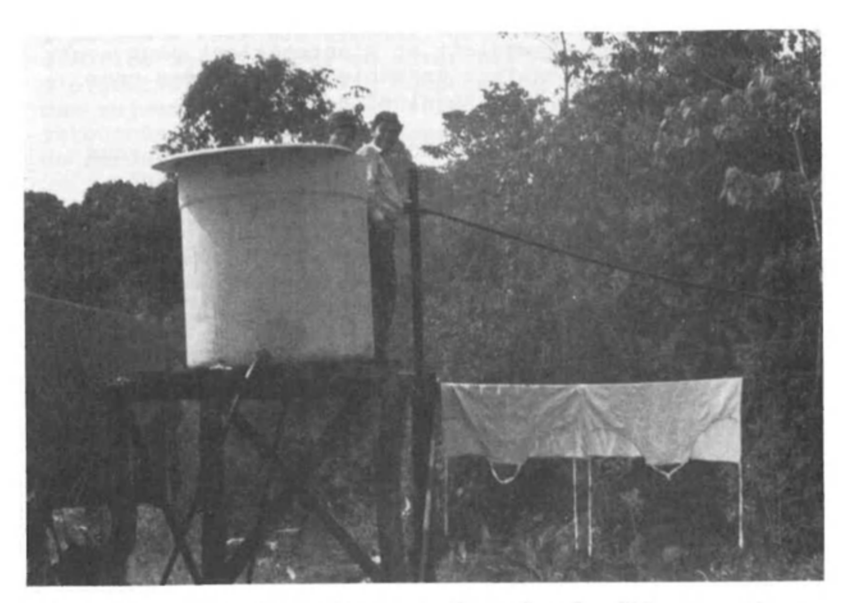
Ce fut une chance pour le commencement, que les premiers réfugiés décidés à venir à la Finca Sonador forment déjà plus ou moins un groupe de familles relativement jeunes : ils se connaissaient et s'entendaient pour avoir vécu déjà plusieurs semaines ensemble dans le même camp de réfugiés, celui de "Los Angeles" à Liberia.

Les hommes seuls vinrent au début pour monter avec nous le campement et préparer l'arrivée des femmes et des enfants; ils étaient une dizaine.

En une semaine, un travail énorme fut réalisé dans l'enthousiasme spontané de mettre en place les premières infrastructures de logement nécessaires à la vie quotidienne.



Le sous-bois réservé aux tentes familiales est défriché et devient une sorte de clairière ombragée. Trois grandes militaires sont dressées, la cuisine collective installée. Des étagères, des bancs, des tables de bois sont fabriqués rationnellement par Ramon, menuisier-maçon, à partir de simples planches. Enfin, l'eau est amenée du rio dans une sorte de réservoir surélevé qui alimentera deux grands éviers rudimentaires dans la tente aménagée en cuisine.



Alors nous organisons le transfert des familles restées dans les camps; nous nous apercevons qu'entretemps on a commencé à beaucoup parler dans le camp de la coopérative, et d'autres familles sont devenues volontaires. C'est ainsi qu'il y a maintenant à la Finca 40 Nicaraguayens, dont 22 adultes. Deux jeunes femmes sont enceintes.
Parmi eux:

"Jesus, 21 ans, ancien séminariste et étudiant en philosophie - C'est un des "meneurs" du groupe.
Ibeth, la femme de Jesus, 19 ans, lycéenne. Elle accouchera au mois de mai de son premier enfant.
Edi, 21 ans, et sa femme Juana, 18 ans. Juana est analphabète et très bonne organisatrice.
Ramon, 30 ans, menuisier, maçon et paysan. Analphabète également.
Carlos et Oscar, 19 et 25 ans, célibataires.
Don Juan et sa femme Dona Emerita, 48 et 30 ans. Ils ont six enfants entre 2 et 16 ans.
Yadira, 31 ans, et son mari de 6 ans plus jeune. Ils ont quatre enfants, trois d'âge scolaire; le dernier a deux mois, et il est né dans le camp de réfugiés de Liberia...

Gertrudis, belle-mère de Ramon; elle est très active. Par contre sa fille, Socorro qui a une petite fille et attend un enfant pour le mois d'avril se retire sans cesse dans sa tente; elle ne participe pas aux activités du camp; on ne l'a vue qu'à deux réunions. Guadalupe, mère célibataire de trois enfants, de 1 à 4 ans. Tous ses enfants souffrent de carences. Nubia, 14 ans, est là avec ses deux petits frères, Marvin et José de 9 et 10 ans; elle a tenu à venir tout de suite, sa mère est restée dans le camp de Liberia et viendra plus tard..."



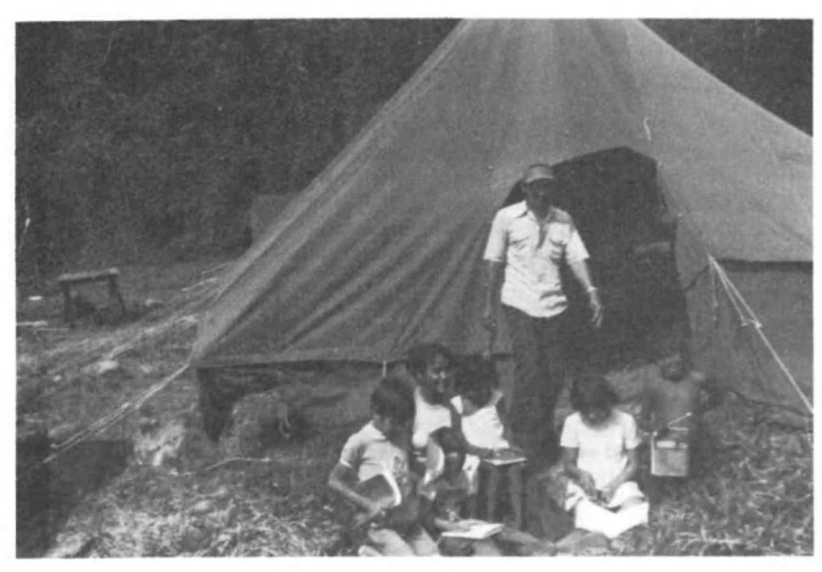
Par la suite, et jusqu'à la fin du mois de juin, les Nicaraguayens ont assuré eux-mêmes le recrutement en se rendant aux camps de réfugiés et en assurant une permanence (un jour par semaine) au bureau d'aide aux réfugiés situé à San José dans le local de la Croix-Rouge (Annexe 14).

Pour faire connaitre parmi les réfugiés nicaraguayens et officialiser notre projet au Costa Rica, nous avons invité le 17 mars à notre bureau de San José la presse à la présentation d'un petit film réalisé à la Finca par une équipe de la TV costaricaine. Ce film montrait les images des premières activités réalisées et comportait deux ou trois interviews de Nicaraguayens au travail à la Finca. La TV et la presse quotidienne se firent assez largement l'écho de notre projet (Annexe 15).

Plus tard, nous avons à plusieurs reprises fait des démarches pour aider des membres des familles de réfugiées de la Finca à sortir du Nicaragua. En particulier, au cours des deux mois qui ont précédé la chute de Somoza, au moment où la situation était la plus critique. Nous avons entretenu des liens avec des personnes ou membres d'organisations internationales pouvant se déplacer relativement facilement entre Costa Rica et Nicaragua, ce qui nous permit également d'envoyer des fonds pour aider des Nicaraguayens à rejoindre leur famille.

Première période: Organisation sociale et répartition du travail

> " En fait, la situation, c'est un camp de réfugiés avec le travail (énormément) et la perspective de la coopérative en plus.
> Un camp de réfugiés nettement amélioré avec au centre cuisine, salle à manger (le tout dans les grandes tentes militaires) et chambres (tentes familiales) aménagées directement dans les bois à deux pas du rio Convento.
> L'eau pour la cuisine et le lavage du linge est amenée par tuyau et pression naturelle jusqu'à une sorte de grand réservoir sur pilotis proche des éviers.
> L'organisation quotidienne est décidément collective: rotation des femmes à la cuisine, organisation du travail par équipes toujours programmées la veille.
> Les enfants, ils sont toute la journée dans le rio (avec surveillance d'un adulte obligatoire) et depuis hier à l'école. Quelques-uns ont des problèmes de santé, malnutrition dans la petite enfance, pas de résistance aux infections, mais tout ça pourra se résoudre rapidement". (10 février 1979).



Avant même l'installation sur la Finca, nous avions prévu qu'il faudrait trouver un système d'organisation assez souple.
Notre but n'était pas de reproduire en Amérique Latine des coopératives communautaires de type Longo mai, mais de trouver un modèle qui soit adapté aux mentalités et potentialités locales.

Les conditions de départ ont imposé une organisation collective. De plus, beaucoup de réfugiés venaient des villes, il était donc important dans cette première période de leur donner un apprentissage dans tous les secteurs de travail: agriculture, élevage, construction, maniement et entretien des machines.

Evidemment tout cela ne va pas sans problèmes, ce type d'organisation est tout-à-fait nouveau pour les réfugiés. Il y a de temps en temps des frictions, rivalités. Certains sont plus engagés et n'acceptent pas la nonchalence des autres.

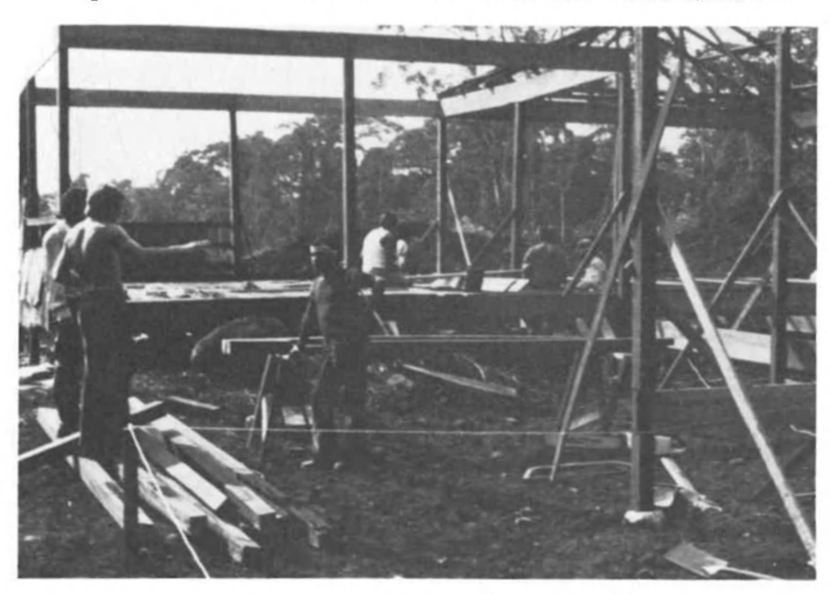
Les travaux réalisés en commun sont évidemment surtout l'agriculture et la construction. La première application pratique du plan d' Ernst se fait sur un grand champ ("champ de bananes"). Le travail de préparation du terrain est long



et pénible. Il faut défricher à la machette des broussailles qui ont parfois trois mètres de haut. Les troncs et le bois mort sont débités et laissés sur place. Leur pourrissement rapide formera du compost. Juste à côté du "champ de bananes", la première pépinière est mise en place. Elle permettra de produire les plants nécessaires à la reforestation et aux plantations d'arbres fruitiers.

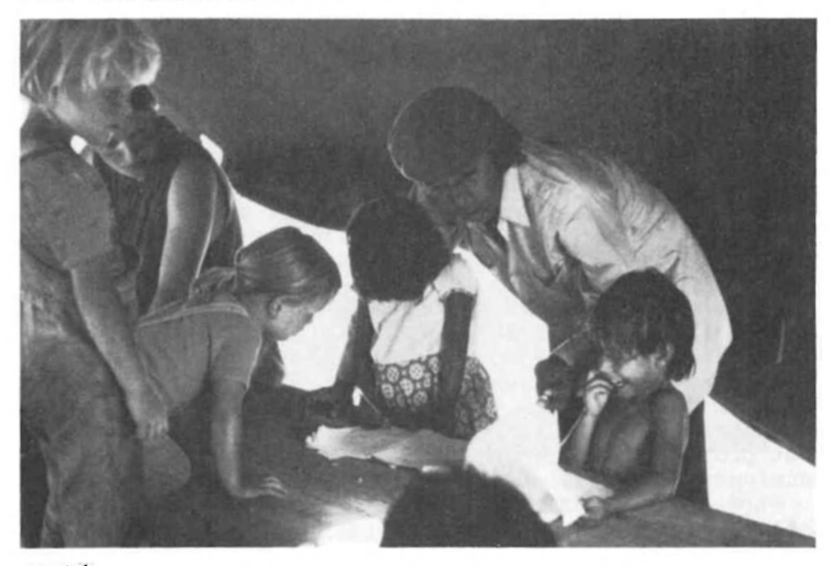
Parallèlement, Ernst Gotsch explique longuement au cours des réunions son plan d'agriculture à l'aide de dessins et de tableaux. La majorité des réfugiés acceptent ce plan qui se caractérise par une indépendance par rapport à la mécanisation et l'absence de traitements chimiques, facteurs déterminants pour parvenir à une autosubsistance rapide.

Quant à la construction du futur village, elle débute avec les conseils de Bill Cicione, un architecte américain ami du Professeur Vaneck, qui est venu pendant trois semaines à la Finca Sonador pour nous aider à élaborer un plan de construction adapté aux conditions climatiques et utilisant des matériaux simples, de provenance régionale. Les maisons doivent être construites rapidement, avec peu de moyens. Elles seront faites entièrement de bois. La construction d'une grande maison communale intégrée au "pueblo" est prévue; c'est celle qui sera mise en travaux la première et avec laquelle se fait l'apprentissage. Quand Bill Cicione repart, le chantier est déjà bien avancé et nous pouvons continuer sans lui, avec les Nicaraguayens.

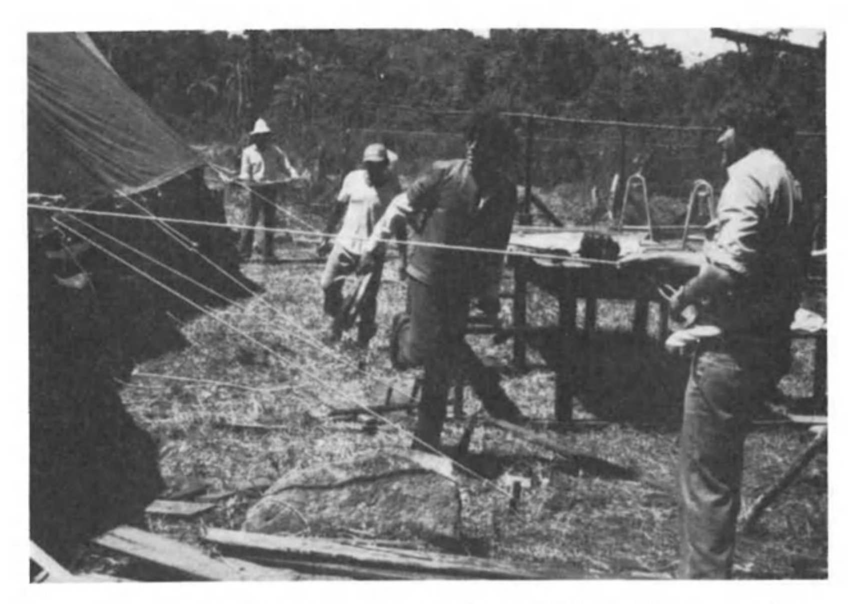


Des problèmes urgents étaient à résoudre: Education, santé, formalités auprès des services d'immigration (les trois services seront plus tard assurés par la coopérative):

- Ecole
  Des démarches sont faites auprès de l'inspecteur des écoles à San Isidro, qui facilite l'admission des jeunes Nicaraguayens d'âge scolaire.
  La plus âgée va à Buenos-Aires au collège agricole. Les plus petits vont à l'école de Convento à 300 mètres de l'entrée de la Finca. Nous fournissons aux écoliers les uniformes obligatoires.
  Le professeur, une femme énergique d'environ 40 ans, est décidée à donner des cours d'alphabétisation pour les adultes de la Finca, dont beaucoup n'ont jamais reçu l'instruction minimum.
  En perspective, avec plus d'écoliers, le Ministère de l'Education nommera un professeur et nous pourrons ouvrir une école sur la Finca même.



- santé
  Nous obtenons du Ministère de la Santé qu'une équipe de soins vienne régulièrement à la Finca pour des contrôles sanitaires, vaccinations et soins courants. L'équipe est formée d'un médecin généraliste, d'un dentiste et d'une infirmière.



Pour les soins courants aux enfants et les blessures de peu de gravité, nous possèdons à la Finca une infirmerie assez complète équipée grâce au matériel envoyé de Suisse. Un des Nicaraguayens, secouriste à la Croix-Rouge nicaguayenne, Isidro, est responsable de cette infirmerie.

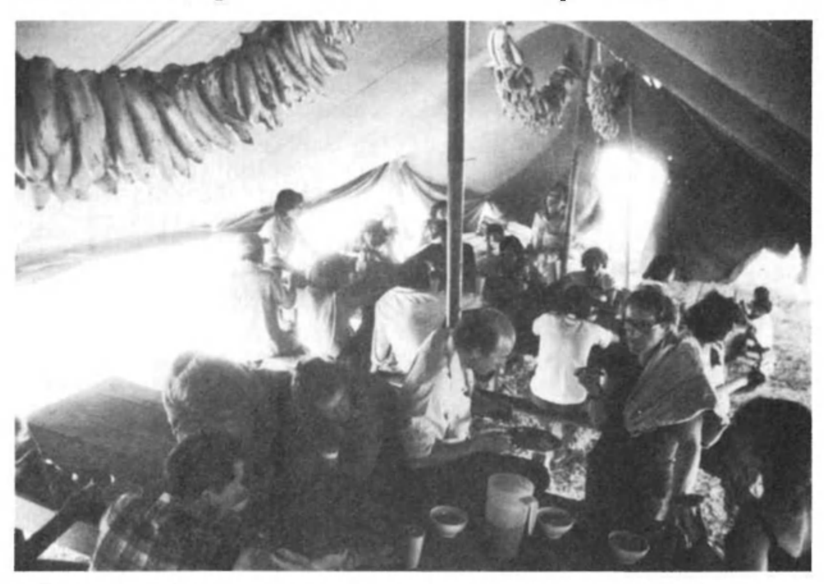
La plupart des réfugiés souffrent d'anémie et de carences alimentaires, surtout les enfants. L'équipe mobile du Ministère de la Santé nous procure ponctuellement des compléments alimentaires enrichis en vitamines et des conseils en hygiène et en diététique sont donnés aux femmes; de temps en temps, des films d'information préventive sont projetés dans la grande tente qui sert de lieu de réunion.

Enfin, le directeur de l'hôpital de San Isidro accepte sur notre demande de recevoir gratuitement les réfugiés en consultation et pour les urgences. Deux femmes de la coopérative y ont d'ailleurs accouché.

- <u>Formalités auprès des services d'immigration</u>
  La plupart des réfugiés n'avaient ni papiers d'identité ni visas. En tant que membres du Comité National d'aide aux réfugiés, nous n'avons eu aucune difficulté à obtenir les appuis nécessaires pour que les Nicaraguayens régularisent leur situation au Costa Rica. C'est ainsi

que chaque réfugié qui arrivait à la Finca recevait rapidement un visa de séjour de six mois, renouvelable.

Pendant toute cette phase d'organisation qui a duré environ deux mois, nous avons eu de nombreuses discussions en assemblées générales pour définir le modèle de coopérative qui devait répondre le mieux aux aspirations et aux possibilités réelles des Nicaraguayens. Dans le but qu'ils participent à ces discussions, nous avons invité à plusieurs reprises des fonctionnaires de l'ITCO spécialisés dans la formation et la promotion des coopératives. Ils se sont en particulier attachés à présenter et à expliquer aux Nicaraguayens la loi coopérative ("ley de cooperativas") costaricaine, qui est assez stricte et précise.



Sylvia Fletcher, une jeune chilienne économiste, élève du Professeur Vaneck théoricien de l'autogestion, est également venue nous rendre visite:

" Elle connait bien les modèles existants de coopératives et leurs insuffisances (surtout au Costa Rica). Nous avons longuement discuté avec elle.
Quelques-unes de ses observations:
- D'après l'expérience existante, quand dans la même entreprise agricole coexistent un système coopératif et un système parcellaire, c'est toujours à la longue le système parcellaire qui l'emporte sur la coopérative.

- Les femmes de campesinos sont souvent les pires ennemies d'une coopérative. La cuisine est quelquechose qu'il est impossible de communaliser, par contre des activités de petit artisanat, comme la couture, sont un moyen d'intégrer des femmes à la coopérative; des activités à temps partiel aussi, comme les petits élevages.
- elle est très pessimiste sur les questions de commercialisation, bien qu'elle insiste énormément sur la nécessité d'obtenir le plus vite possible une production rentable. Les possibilités du marché costaricain sont très maigres. Il nous faudrait calculer tout de suite avec l'exportation. Quant à la transformation des produits agricoles, la technologie est assez compliquée pour ce qui est des fruits tropicaux qui sont fragiles. (6 avril 1979)

Notre fonction à Finca Sonador

" Nous sommes présents partout: au campement avec les femmes (surtout Kathi), à la construction (Helmut, Heiner, René), à l'agriculture (Martin, Jürgen), aux machines agricoles (Martin, Heiner), aux visites régionales: écoles, hôpital...(Kathi, Jürgen) et enfin dans la maison là-haut qui reste notre quartier général la nuit et même le jour car une permanence est nécessaire à cause de la radio".



Nous avions en effet installé une liaison radio entre la Finca et notre bureau de San José pour toutes les communications (le téléphone le plus proche se trouve à 20 kms de l'entrée de la Finca Sonador). Nous logions nous-mêmes dans la maison de peon située en haut du chemin principal, et les trajets s'effectuaient à cheval ou en jeep.

La journée commençait à six heures du matin car il fallait utiliser pour travailler les heures fraîches; pendant la saison sèche (de décembre à mars environ) la chaleur entre midi et seize heures est telle qu'elle empêche presque totalement les activités aux champs ou à la construction.
Ce moment de la journée pouvait donc être utilisé au repos, à la baignade dans les rios ou à des réunions d'information.
Tous les repas étaient pris en commun au campement.

Nous nous répartissions nous-mêmes dans les différentes équipes de travail afin d'assurer un apprentissage continu "sur le tas" aux Nicaraguayens. Cette fonction très essentielle dans les deux premiers mois s'est réduite au fur et à mesure que les Nicas maitrisaient mieux les activités.
Au fond, notre principal rôle était naturellement de susciter et d'encourager au maximum les prises de responsabilité des Nicaraguayens pour les secteurs de travail, et cela non seulement en fonction des compétences de chacun,mais également de l'intérêt qu'ils pouvaient avoir à s'initier, puis à maitriser des activités nouvelles pour eux.
Rappelons à ce propos que si la presque totalité des réfugiés avaient des origines rurales proches, peu nombreux étaient ceux qui vivaient complètement de la terre, au moment de s'exiler. La plupart étaient artisans, maçons, charpentiers, employés.

Quant à notre comportement général? Nos relations avec les Nicaraguayens?
Ce n'était ni "charité chrétienne" envers le "pauvre nécessiteux", ni autoritarisme de contremaître, ni attitude distancée du "coopérant" européen venu mettre au service des populations sous-développées son savoir et ses compétences techniques...
A la Finca, la plupart des Nicaraguayens étaient jeunes, nous, européens de Longo mai, également. Ce qui évita d'emblée le "paternalisme" et autres faux comportements de ce type. Nous étions simplement avec eux le plus normalement et le plus spontanément possible. S'il devait y avoir des conflits, des "chocs de mentalité" - selon cette expression appropriée, dit-on -, et il y en eut évidemment, les explications avaient lieu sans complaisance.

Deuxième période: La coopérative

Le premier groupe de réfugiés s'est maintenant stabilisé et forme un "noyau" qui prend progressivement en charge la gestion et l'organisation du travail. Ce sont eux qui assurent l'intégration des nouvelles familles. Une centaine de personnes vivent à cette époque à la Finca. Jusqu'en juillet ce chiffre ne sera d'ailleurs pas dépassé. Quelques familles (relativement peu) se désisteront et seront remplacées par d'autres qui arriveront plus tard des camps de réfugiés.

Si la phase initiale de travail en commun a été bien acceptée car elle était dictée par l'urgence et l'importance des travaux à réaliser, nous nous orientons maintenant vers un système mixte d'organisation:

1. Distribution à chaque famille d'une parcelle d'environ cinq hectares suivant la qualité de la terre, pour une production agricole individuelle dirigée vers l'autosubsistance.
2. Hormis l'agriculture, tous les autres secteurs sont "coopératifs": la construction naturellement continuera à se faire en équipes de travail; même chose pour les travaux d'infrastructures générales: chemins, eau...



" Pour les chemins, devenus des torrents de boue à cause des pluies, on a paré au plus pressé: combler les passages les plus problématiques avec des pierres et creu-

ser des rigoles d'écoulement dans les creux. On y travaille avec tracteur-remorque et menzi-muck. Jorge conduit maintenant les deux machines".

Drainage, empierrage, ouverture de nouveaux chemins au bull-dozer (que nous avions loué pendant deux semaines). Ces activités d'amélioration des chemins étaient constantes et ont représenté un travail énorme. Le sable et les pierres nécessaires pour renforcer et égaliser la piste, nous les sortions principalement du rio Convento.

L'élevage est également commun. Il se compose à partir du mois de mai de sept vaches laitières, d'autant de veaux et d'un taureau. Nous avons conçu un système de parcelles clôturées: chaque jour le troupeau passe d'une parcelle à l'autre pour permettre la repousse de l'herbe, dans un cycle de trois semaines (24 petits champs). Ce système possède également l'avantage de diminuer considérablement les problèmes de parasites, très aigus en pays tropical.
Pour les clôtures, les piquets sont faits avec du bois vert de certaines espèces d'arbres ("madera negra"); une fois mis en terre, ils repoussent et finissent par constituer une sorte de barrière naturelle et ombragée.



" La ganaderia (élevage) marche bien grâce à Guillermo qui s'y intéresse sérieusement et a appris à soigner le bétail avec Jürgen et Juan, un Costaricain du voisinage qui vient de temps en temps à la Finca pour

aider à traiter les vaches et conseiller des améliorations. Il ne manque que la construction de l'étable-laiterie." (mai 1979)

La production de lait est suffisante pour la coopérative et permet même la fabrication de fromage.

Le moment arrive où le campement provisoire cesse d'exister (la saison des pluies qui a commencé l'a rendu de plus en plus incommode) et où les familles peuvent s'installer dans les premières maisons. La cuisine cesse d'être organisée collectivement et chaque famille possède enfin sa propre cuisine.



" L'eau sera amenée ces jours-ci du rio Convento jusqu'à une 'fontaine' communale au centre du village. En attendant, on récupère l'eau de pluie grâce à un système de gouttières dites 'chontas' (sorte d'arbre creux fendu par le milieu) posées autour du toit de la maison communale." (mai 1979)

Nous mettons alors en fonctionnement une épicerie coopérative:

" Chaque femme peut s'approvisionner à un prix coopératif (puisque les achats sont faits en gros) pour l'ali-

mentation et quelques articles de quincaillerie indispensables (batterie de cuisine, lampes à pétrole...). L'épicière (trois femmes se relaient) tient un cahier où sont notés les achats que chaque famille réalise. Le crédit (don) est de 1000 colones mensuels par famille pendant trois mois (plus précisément de 800 à 1200 selon le nombre d'enfants). Cette somme sera diminuée de moitié dans trois mois et disparaitra dans six mois (c'est-à-dire au fur et à mesure que les récoltes commenceront). Si le crédit mensuel n'est pas utilisé intégralement, l'argent restant peut être distribué; s'il est dépassé, le parcelliste devra"rembourser" la coopérative en nature au moment de la récolte."

La gestion, les achats, la distribution, sont sous la responsabilité des réfugiés eux-mêmes. Il en est de même pour la vente des premières récoltes: une fois par semaine, les fruits (oranges, mandarines, citrons, pejivalles) sont portés au marché de San Isidro. Le produit de ces ventes est versé au budget de la coopérative.

L'organisation du travail a maintenant pris sa tournure définitive: les Nicaraguayens travaillent trois jours par semaine sur leur parcelle et trois jours dans les secteurs coopératifs. Le travail "dit" coopératif est défini comme étant d'intérêt commun (ce qui est évident pour tous les travaux d'infrastructures), il comprend aussi l'aide aux nouveaux réfugiés qui arrivent.

" Les trois jours de travail coopératif comprennent la participation au secteur infrastructures, à l'élevage (rotation pour la traite des vaches), au travail des pépinières pour la production de plants, et une intégration progressive vers la prise en charge des services coopératifs (épicerie, santé, administration...). Pour le moment sont laissés de côté activité forestière et autres activités de transformation possibles."

Les services rendus par la coopérative sont:
- santé gratuite
- école
- épicerie pour l'approvisionnement des familles
- distribution du produit des activités d'élevage
- semences nécessaires à l'agriculture gratuites
- assistance technique, conseils agricoles, rôle assumé essentiellement par Ernst Götsch.

un parc de machines et véhicules agricoles est mis à la disposition de la coopérative. Il comprend un tracteur et remorque, une pelle mécanique, deux jeeps, deux tronçonneuses, et... une paire de boeufs.





Programme pour un petit paysan ou plan d'autosubsistance

Parallèllement, Ernst fait des expériences pratiques sur les parcelles réservées à l'Institut d'Agrosylviculture tropicale.

> " ... Trois ou quatre fois par semaine, une nouvelle parcelle est défrichée. Nous la plantons le plus vite possible, en deux ou trois jours. Nous semons ce qui est disponible, en tenant compte des combinaisons possibles en vue d'une alimentation équilibrée. La première plantation associe des "cerezas del gobernador" comme fruitiers, des cocos comme noyers et des "guabos" comme arbres d'ombrage à plus long terme, qui poussent vite et assimilent l'azote. Avant de défricher la parcelle, nous semons à la volée des haricots rouges. Les bananiers sont choisis comme plantes à moyen terme. Nous ajoutons quelques lignes de nampis: c'est une plante à larges feuilles qui atteint un mètre de haut, et dont on récolte les tubercules au bout de neuf mois. Nous semons en plus quelques concombres, courges, piments, radis, tomates, maïs, épinards et un peu de canne-à-sucre à consommer fraiche.
> Par la suite, j'ai réalisé des plantations similaires avec des agrumes (pamplemousses), des pitangas, des caimitos et des jack-fruits."

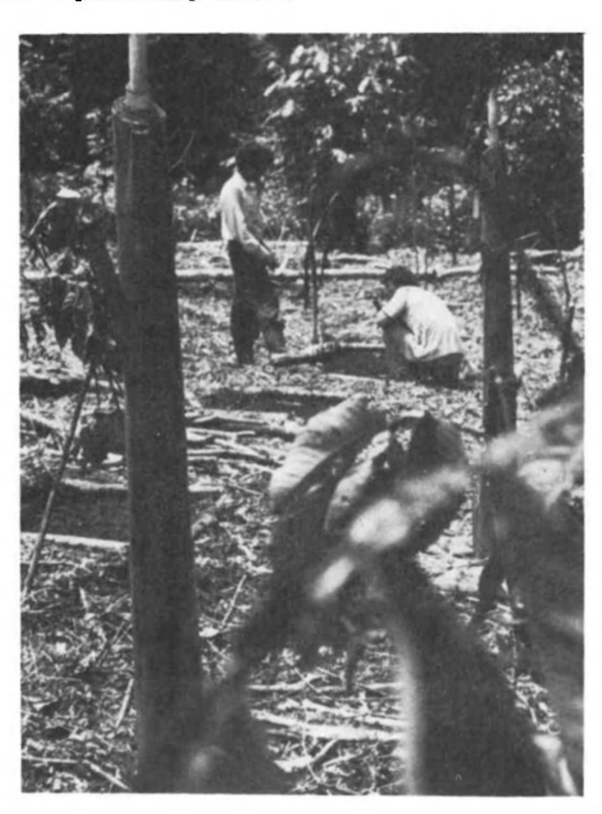
Ce plan consiste à planter simultanément les plantes à court terme (maïs, haricots, légumes...), celles à moyen terme (bananes, manioc, plantes à tubercules, ananas...) et celles à long terme (fruitiers, noyers, arbres pour le bois...), le tout combiné pour que le terrain ne soit travaillé qu'une seule fois, mais complètement.



Au bout de trois mois, la production sera ininterrompue: d'abord les haricots, le mais, puis les légumes, les plantes à tubercules, au bout de six à neuf mois; les bananes, le "yuca", les ananas, après la première année; puis les autres fruits, les noix de différentes espèces, et le bois.

Mais la plupart des réfugiés, alors, ne pensent pas à long terme. Ils sont partagés entre deux tendances: construire cette coopérative qui doit continuer pour eux et pour d'autres, ou produire le strict minimum, parce qu'ils ne pensent pas rester longtemps.
Mais quelques-uns ont compris l'intérêt qu'il y a à apprendre cette technique différente de tout ce qu'ils ont connu jusque là.
Finalement, la plupart des parcelles sont plantées plus ou moins selon le plan de Ernst.

Fin avril, au moment de l'implantation de l'Institut d'Agronomie tropicale, Ernst Götsch commence à assurer une supervision technique régulière dans le domaine de l'agriculture. Chaque dimanche, nous faisons le tour du terrain. Ernst conseille chacun et élabore pour chaque parcelle un plan agricole combinant cultures basses à court terme et arbres fruitiers à plus long terme.



Il est assez difficile de se procurer en quantité suffisante les semences nécessaires et les premiers plants d'arbres. Nous multiplions les démarches auprès de nombreux pépiniéristes et nous rendons visite à plusieurs Instituts d'agronomie.

Jean Combe, Agronome suisse, en mission auprès du CATIE (Centre International de recherches en Agronomie Tropicale) de Turrialba, nous introduit auprès de Jorge Leon, Botaniste costaricain, G.A. Enriquez et divers autres spécialistes qui nous font bénéficier de leurs conseils et nous fournissent les adresses où trouver les plantes dont nous avons besoin.

L'Université de Costa Rica nous fournit des semences et des plants expérimentaux.
Beaucoup de gens rencontrés sont intéressés par nos projets, entre autres Mr. Holdridge, auteur de plusieurs livres sur les arbres et la forêt tropicale. Il nous fait visiter ses propres plantations.

C'est au cours de ces tournées de prospection, que nous rencontrons "Chepe" Chavarria, ancien gestionnaire du Centre de recherches Fabio Baudrit, de l'Université de Costa Rica. A la retraite depuis quelques années, il s'occupe maintenant à plein temps de sa pépinière. Nous sympathisons avec lui; il nous conseille, nous fournit des plants adaptés aux conditions climatiques de la Finca, et nous apprend différentes techniques de greffe. Les Nicaraguayens profitent de ses enseignements bénévoles.
"Chepe" devient un des premiers membres fondateurs de l'Institut de Ernst.

Actuellement, Ernst Götsch s'est consacré complètement aux terres de son Institut, et y travaille avec quelques ouvriers agricoles. Il y développe son programme de cultures associées.

Des recherches restent à faire dans ce domaine de l'Agrosylviculture tropicale.
Par exemple, des problèmes se posent pour la conservation et la transformation des produits alimentaires. Pendant un mois, un Ingénieur du Génie Rural suisse, Peter Huser, a étudié sur la Finca l'élaboration d'un séchoir, d'une laiterie... et la possibilité d'assurer une autonomie en énergie (Annexe 16).

Dans un pays où l'on ne trouve dans les épiceries que du jus de fruit en boite et du coca-cola, alors qu'il y a pléthore d'arbres fruitiers, ces unités de transformation locales seraient un pas vers une plus grande indépendance.

Collaboration avec les institutions costaricaines



La visite à la Finca Sonador, le 17 juin, du Dr. Altmann accompagné de Mr. Hugo Idoyaga, Délégué du Haut- Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies, a marqué le début d'une collaboration renforcée avec toutes les institutions concernées: Ministère de l'Agriculture, INFOCOOP, ITCO, et INA ("Institut National pour l'Apprentissage").

Rolando Elizondo, Ingénieur Agronome et Président de l'ITCO, suggère de mettre en oeuvre une équipe pluri-institutionnelle chargée d'accélérer les formalités de légalisation de la coopérative. Parallèlement, des personnels de l'ITCO et de l'INFOCOOP viennent chaque semaine donner des cours de formation "coopérativiste" aux Nicaraguayens à la Finca: des textes d'information sont distribués, des films réalisés sur des coopératives existantes au Costa Rica sont

présentés.

Une rencontre organisée le 26 juin à San José réunit des membres de toutes ces organisations, et il est décidé à cette occasion que:

- L'ITCO assurera le recrutement de 10 familles de campesinos costaricains parmi ceux qui attendent de recevoir des terres et de bénéficier de la réforme agraire. Cette décision, que nous avions préparée déjà auparavant, s'accorde avec l'idée que seule la présence stable d'un groupe de Costaricains peut assurer la continuité à long terme de la coopérative.



  l'ITCO s'engage également à mettre à la disposition de la coopérative des techniciens pour les domaines de l'apiculture, la transformation des fruits et l'exploitation forestière.

- L'INFOCOOP se chargera de la formation des coopérateurs en ce qui concerne la loi sur les coopératives et l'élaboration des statuts.
- Le Ministère de l'Agriculture apportera sa contribution dans les domaines des soins vétérinaires, de l'exploita-

tion forestière et de la fourniture des semences et plants.

L'INA organisera des stages pratiques à la Finca même de formation à la mécanique agricole et à divers artisanats.

BILAN FINANCIER AU 31 DECEMBRE 1979

ACTIF :	Solde Banco Nacional/Caisse	10.871,24	
	Investissements immobiliers Finca Sonador	1.498.895,92	
	Investissements (installation machines etc..) Finca Sonador	240.721,57	
PASSIF :	Compte courant Longo maï		1.994.911,75
		1.750.488,73	1.994.911,75
SOLDE PASSIF :		244.423,02	
		1.994.911,75	1.994.911,75

* Tous les chiffres du BILAN FINANCIER sont en Francs Suisses.

PERTES ET PROFITS (31 déc. 79)

Charges (Suisse/Costa Rica)

Délégations,voyages d'information	131.645,49
Délégation permanente,frais roulement/voyages	176.784,20
Frais de l'action en Suisse	
Appel pour une aide rapide (octobre 1978)	27.140,20
Action cartes postales (nov./déc.78)	8.801,20
Lettre de noël (décembre 78)	254.317,25
Vente des hectares Suisse/Allemagne(fév/mars 79)	35.610,90
S.O.S Nicaragua(collecte pour la finca,juil.79)	153.126,95
Frais de réunions d'information	30.774,89
Frais divers	6.992,85
Frais de l'action à l'étranger	11.481,00
Organismes européens/organisations internationales	3.981,30
Voyages d'information Scandinavie	23.621,40
Voyages d'information Benelux/Allemagne	10.807,00
Voyages d'information France	20.494,00
Voyages d'information Etats Unis	39.945,50
Divers	3.312,60
Film "Patria libre o morir"	183.807,09
Présentation "Les Guaranis"	36.360,65
Voyage jeunes Nicaraguayens en Suisse	109.463,30
Orphelinat Masaya	59.388,35
Dons en matériel d'aide	209.839,30
Achats de matériel d'aide	494.871,35
Frais transport-assurance charters	221.868,11
Aide financière à la Commission des Droits de l'Homme nicaraguayenne	150.884,70
Aide financière organismes divers	15.428,41
Frais action au Honduras (3 délégations)	40.036,82
Action d'aide Costa Rica (visite des camps et aide aux réfugiés)	59.071,95
Frais de roulement Finca Sonador	
Salaires, indemnités (Institut)	39.814,45
Frais divers (matériel, alimentation etc...)	92.389,85
Amortissement matériel	41.599,35
	2.693.660,41

Produits	(31 déc. 79)
Dons aux différents comptes Longo mai	788.673,56
Dons pour la vente d'hectares	690.252,86
Dons S.O.S Nicaragua (Finca Sonador)	664.105,27
Vente de cartes postales	37.296,90
Action orphelinat Masaya	5.640,95
Dons compte spécial Masaya (Jeanine Meyer)	46.251,80
Dons en matériel	209.839,30
Divers	7.176,75
	2.449.237,39
Supplément de dépenses	244.423,02
	2.693.660,41

CONCLUSION

Depuis la chute de Somoza, tous les réfugiés nicaraguayens sont retournés au pays.

Les quelques dizaines d'entre eux qui ont passé plusieurs mois sur la Finca Sonador auront du moins fait chez nous de précieuses expériences. Pour la reconstruction de leur pays, quelques uns ont déjà créé des coopératives (cf. Annexe 17) et entretiennent avec nous une correspondance suivie.

Mais que va devenir la Finca ? nous demande-t-on de toutes parts. Et bien, elle va continuer à remplir sa fonction de terre d'asile pour toutes sortes de réfugiés probables politiques ou économiques. Car les paysans sans terre, que nous allons installer là par l'entremise de l'I.T.C.O., doivent être considérés comme d'authentiques réfugiés intérieurs. Puis, tout le monde a entendu parler de ce qui se passe actuellement au Salvador, ou au Guatemala.

Malheureusement pour ces peuples, la Finca Sonador risque de ne pas désemplir.

Depuis plus de trois mois, une campagne de presse d'une violence et d'une bassesse rarement vues s'acharne à nier ou à diffamer l'ensemble de nos activités. Le but est de détruire Longo mai.

Mais, au plus fort de cette tempête de papier, de très nombreux amis se sont indignés et ont réagi : sept d'entre eux vont assurer la continuité de notre projet "Finca Sonador, Terre d'Asile".

LETTRE DE LA COOPERATIVE EUROPEENNE LONGO MAI du 23 janvier 1980

Nous nous permettons de soumettre à votre lecture cette résolution du IVème Congrès de la Coopérative Européenne Longo Mai.

Constatant qu'il existe en certains points du monde des situations de conflits potentiels ou déjà existants, la Coopérative Européenne propose aux organismes internationaux concernés l'établissement de structures d'accueil préventives pour de probables arrivées massives de réfugiés.

De telles structures d'accueil pourront être installées avec l'accord du gouvernement local dans un pays proche ou voisin de la zone déstabilisée, pays connu pour son régime traditionnellement plus démocratique et libéral, par exemple le Costa Rica en Amérique Centrale.

Elles prendront, selon les possibilités locales, la forme de grandes fermes ou entreprises coopératives où les réfugiés pourront acquérir:
1. assez rapidement, une autonomie alimentaire complète
2. une préformation aux techniques agricoles, artisanales ou de petite industrie les mieux adaptées aux conditions et aux besoins de leur pays d'origine.

Ces terres d'asile seraient placées sous la tutelle directe et la protection des Nations Unies. La responsabilité de leur administration pourrait être prise en charge par une commission mixte composée des Nations Unies et de délégués des pays neutres: Suède, Suisse, Autriche et Finlande.

L'exécution de chaque projet pourrait être confiée, soit à des spécialistes du pays d'accueil, soit à des spécialistes des conditions locales, avec l'assistance technique d'experts européens compétents.

Une commission d'étude devrait être préalablement convoquée sous l'autorité tutélaire du Haut Commissariat pour les Réfugiés des Nations Unies, commission réunissant les personnes désignées à cet effet par le Haut Commissariat et les gouvernements des pays neutres.

La Coopérative Européenne tient à la disposition d'une telle commission le dossier d'études réalisé sur la "Finca Sonador" (Costa Rica). La Coopérative Européenne a décidé de remettre cette première réalisation entre les mains d'une telle Haute Commission, si l'accord est conclu sur l'ensemble de la résolution.

Veuillez agréer, l'expression de nos sentiments les meilleurs.
Coopérative Européenne Longo Mai
Le président:

François Bouchardeau.

Se joignent à cette résolution les premiers co-signataires suivants:

François Carrard, Ingénieur, Pully
Mr. l'Abbé Clovis Lugon, Sion
Prof. Jacques Vigneron, Directeur du Département de l'Environnement de l'Université Paris 7
Albert Widmer, Président du "Fonds de crise pour la montagne européenne", Bâle
Dr. Paul Zeller, Vice-Directeur, Hoffmann-la-Roche, Bâle

Cette lettre a été adressée au:

Secrétaire Général Dr. Kurt Waldheim, Nations Unies, New-York.
Haut-Commissaire Paul Hartling, Haut -Commissariat pour les réfugiés, Genève.
Président de la Confédération, George-André Chevallaz, Berne.
Chancellier Fédéral Dr. Bruno Kreisky, Vienne.
Premier Ministre, Mr. Koivisto, Helsinki.
Premier Ministre, Mr. Thorbjörn Fälldin, Stockholm.
Directeur Général Edouard Saouma, F.A.O, Rome.
Directeur Général Francis Blanchard, B.I.T, Genève.
Directeur Général Amadou Mahtar m'Bow. U.E.S.C.O, Paris.

Les députés du Parlement suédois. Brigitta Hambreus (Parti du Centre) et Lennart Pettersson (Parti social-démocrate) ont déposé une motion le 25 janvier 1980, dans laquelle le gouvernement est prié de s'adresser à ses représentants permanents à L'ONU pour qu'ils soutiennent cette proposition.

Le/La soussigné(e) soutient les démarches entreprises pour remettre la Finca Sonador à une Haute Commission Internationale.

Nom en majuscules: Signature:

NATIONS UNIES
HAUT COMMISSARIAT
POUR LES RÉFUGIÉS



UNITED NATIONS
HIGH COMMISSIONER
FOR REFUGEES

Télégrammes : HICOMREF
Telex : 27492 UNHCR CH
Téléphone : 31.02.61

Palais des Nations
CH-1211 GENÈVE 10

le 8 février 1980

Monsieur le Président,

Au nom du Haut Commissaire j'ai l'honneur de vous remercier de votre lettre du 22 janvier 1980 ainsi que de ses annexes donnant entre autres le texte de la résolution votée lors du 4ème Congrès de la Coopérative Européenne Longo Mai.

Nous ne pouvons que nous féliciter de l'intérêt que continue à porter Longo Mai aux problèmes des réfugiés et plus spécialement à ceux qui se trouvent en Amérique centrale.

Le projet d'intégration sous forme de grande ferme ou d'entreprise coopérative semble particulièrement intéréssant. Il devra cependant être l'objet dans chaque cas d'études approfondies en collaboration avec le Délégué régional du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés qui, en toute connaissance de cause, pourra juger s'il s'agit de la solution d'intégration la plus appropriée pour le groupe de réfugiés qui en sera bénéficiaire. Il convient également dès à présent de mentionner que le Haut Commissariat, qui statutairement n'est pas opérationnel, ne pourra en aucun cas partager la responsabilité de l'administration de ces projets.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Robert Muller
Robert Muller
Chef de la Section Amériques,
Péninsule ibérique et Océanie

Monsieur François Bouchardeau
Président de la Coopérative
Européenne Longo Mai
Case Postale 417
4002 Bâle

ANNEXES

Annexe 0 : Carte d'Amérique Centrale

Annexe 1 : Lettre DrAltmann aux gouvernements européens (Octobre 78)

Annexe 2 : Résolution du Parlement européen

Annexe 3 : Appel en trois points

Annexe 4 : Telex Hoffmann Laroche (Octobre 78)

Annexe 5 : Lettre de la Croix Rouge (Janvier 80)

Annexe 6 : Articles de presse-polémique Haut Commissariat aux Réfugiés

Annexe 7 : Photo et article groupe de jeunes Nicaraguayens en Suisse

Annexe 8 : Prospectus vente d'hectares

Annexe 9 : Prospectus film Florence Jammot

Annexe 10 : Prospectus orphelins de Masaya

Annexe 11 : Lettre de Mme Reyes, orphelinat de Masaya (Décembre 79)

Annexe 12 : Journal "Le Monde" : articles de Jean Pierre Clerc

Annexe 13 : Plan de cultures (Ernst Goetsch)

Annexe 14 : Texte en espagnol du tract distribué aux réfugiés

Annexe 15 : Article de "La Nacion" (Mars 79)

Annexe 16 : Plan de Peter Huser

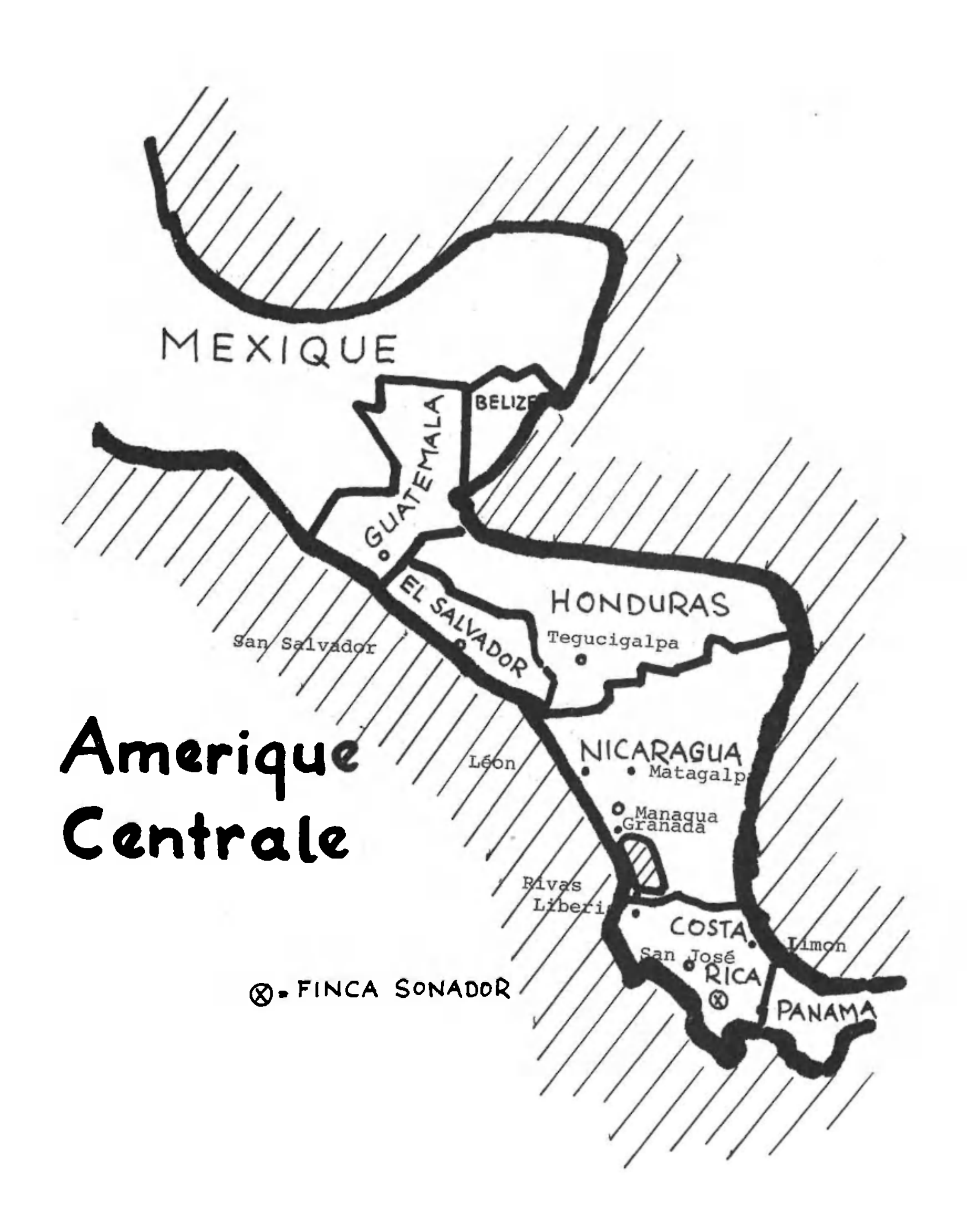
Annexe 17 : Lettre de Sandino (Février 80)

Annexe 18 : Lettre Ejercito de salvacion (Février 80)

Annexe 19 : Lettre de l'I.T.C.O. (Janvier 80)

Annexe 20 : Lettre du Ministère de l'agriculture (Janvier 80)

Annexe 21 : Lettre du Dr Altmann (Août 79)


Amerique
Centrale
MEXIQUE
BELIZ
GUATEMALA
EL SALVADOR
San Salvador
HONDURAS
Tegucigalpa
NICARAGUA
Matagalp
Léon
Managua
Granada
Rivas
Liberi
COSTA
RICA
San José
Limon
PANAMA
⊗ - FINCA SONADOR

Annexe 1



PRIMER VICEPRESIDENTE DE LA REPUBLICA
COSTA RICA

San José, 4 de octubre 1978.

Cooperative Européenne
Longo Mai
Mission Strasse 35
4053 Basilia, Suiza

Dilectos señores:

El dirigirnos a ustedes respectuosamente, nos mueve la profunda preocupación por los hechos violentos ocurridos en la República de Nicaragua.

Los Combates acaecidos en ese pais, han provocado un éxodo grande de sus ciudadanos hacia Costa Rica.

Actualmente han cruzado nuestra frontero mas. 8.000 personas de las cuales 1000 se encuentran en campos especialmente establecidos para refugiados, el resto de la gente se ha dispersado por el país, ya que a su ingreso contaban con algunos medios para subsistir sin embargo, acorto plazo, muchos de ellos se verán en la obligación de acogerse al sistema de refugiados.

El Gobierno de Costa Rica ha movilizodo el personal y los materiales necesarios a la región fronteriza con Nicaragua para cumplir con la atención social y las necesidades Médico-Sanitarias de los Refugiados.

Por el momento, casi exclusivamente hemos trabajado con nuestros recursos no obstante, se ha recibido ayuda material de algunos gobiernos amigos y de algunas Instituciones Internacionales deBeneficiencia.

Dado que la situacion en la República de Nicaragua es imprevisible v que estamos afrontando un movimiento lento, progresivo y constante de nicaragüenses nacia Costa Rico- consideramos que en cualquier momento esta migracion podria convertirse en un gran éxodo.



PRIMER VICEPRESIDENTE DE LA REPUBLICA

COSTA RICA

Hemos creado un Comité Central para delinear la Política y aplicar Sistemas adecuados en la atención a los refugiados. Este Comité está constituído por representantes de Ministerios, ONU., Instituciones de Beneficiencia Nacionales e Internacionales y Comisión Suiza de la Cooperativa Europea para ayuda de los refugiados.

Por estas razones, les solicitamos muy amablemente que promuevan y faciliten en su Continente, una campaña de ayuda para los refugiados que se encuentran en nuestro pais y a la vez simplificar las formalidades en caso de que fuese necesario el traslado de refugiados nicaragüenses a Europa.

Apelando a la solidaridad de los pueblos democráticos y amantes de la Paz, en la seguridad de que nuestra peticion será acogida positivamente nos despedimos con muestras de nuestra más distinguida consideración y aprecio.

Atentamente,

DR. RODRIGO ALTMANN ORTIZ
PRIMER VICEPRESIDENTE DE LA REPUBLICA
COSTA RICA

PRIMER VICE-PRESIDENTE · REPUBLICA DE COSTA RICA ·

RAO/jrr

C.C. Lic. Rodrigo Carazo Odio
Representación Suiza
Dr. Juan José Fernández Marson
Archivo.

appel du premier vice-president de la republique de costa rica, dr. rodrigo altman, aux gouvernements et institutions europeennes

san jose, le 4 octobre 1978

''l'appel que nous vous adressons est motive par les preoccupations intenses que nous donnent les evenements violents qui se sont produits dans la republique de nicaragua.
les combats acharnes qui ont eu lieu dans ce pays ont provoque un exode important des citoyens nicaraguayens vers le costa rica.
a l'heure actuelle, plus de 8000 personnes ont traverse notre frontiere, dont 1000 se trouvent dans des camps specialement constitues pour les refugies, le reste s'est disperse dans le pays, disposant encore de quelques moyens de subsister.
neanmoins , a court terme, un grand nombre d'entre eux se verront dans l'obligation de rejoindre le groupe de refugies.
le gouvernement de costa rica a mobilise sur la frontiere du nicaragua le personnel et l'equipement necessaire pour faire face aux besoins sociaux, medicaux et sanitaires des refugies.
jusqu'a present nous avons travaille presqu'exclusivement avec nos moyens propres mais nous avons egalement recu une aide materielle de quelques gouvernements amis ainsi que de quelques institutions humanitaires internationales.
etant donne que la situation dans la republique du nicaragua est imprevisible et que nous sommes confrontes a un mouvement lent, progressif et ininterrompu des nicaraguayens vers le costa rica, nous estimons que cette migration peut se convertir a tout moment en un exode massif. nous avons cree un comite central pour tracer une politique et mettre en place un systeme adequat d'aide aux refugies. ce comite est constitue de representant ministeriels, de membres de l'o.n.u. , d'organismes humanitaires nationaux et internationaux et de la delegation de la cooperative europeenne longo mai pour les refugies du nicaragua.
pour toutes ces raisons, nous vous prions de bien vouloir promouvoir et faciliter sur votre continent une campagne d'aide aux refugies qui se trouvent dans notre pays et en meme temps de simplifier les formalites d'accueil au cas ou un transfert de refugies du nicaragua vers l'europe serait necessaire.
faisant appel a la solidarite des peuples democratiques et des amis de la paix et dans la conviction que notre petition sera accueilliqmpositivement, nous vous prions d'agreer l'expression de notre consideration et de notre appreciation.''

Communautés européennes

PARLEMENT EUROPÉEN

Documents de séance

1978 - 1979

6 OCTOBRE 1978 DOCUMENT 361/78/rev.

Le Parlement européen;

- dénonçant avec force l'oppression permanente du dictateur Somoza dont le peuple nicaraguayen continue d'être victime et qui s'est manifestée récemment de façon particulièrement horrible par le massacre de citoyens luttant pour la reconnaissance de leurs droits légitimes,

- informé que des réfugiés, principalement des femmes et des enfants, arrivent chaque jour par milliers au Costa Rica,

- réaffirmant les conclusions de la 3e Assemblée interparlementaires Amérique Latine - Parlement européen à Mexico en juillet 1977 en matière de droits de l'homme,

1. invite la Commission et les gouvernements des Etats membres

   - à apporter immédiatement toute l'aide possible aux réfugiés sous forme de vivres, de médicaments, etc.;

   - à prêter, dans toute la mesure du possible, leur concours au gouvernement du Costa Rica pour lui permettre de venir en aide aux milliers de réfugiés nicaraguayens;

2. apporte son soutien aux gouvernements latino-américains démocratiques dans leurs efforts conjugués en vue de mettre fin à une répression prenant la tournure d'un génocide ;

3. réclame la libération des prisonniers politiques sans distinction;

4. exhorte le gouvernement et le Congrès des Etats-Unis d'Amérique à user de toute leur influence pour mettre un terme à l'oppression au Nicaragua et, de façon générale, promouvoir le respect des droits de l'homme dans toute l'Amérique latine ;

5. demande aux Ministres des Affaires étrangères des Neuf, réunis dans le cadre de la coopération politique, d'entreprendre conjointement les démarches diplomatiques nécessaires tant au niveau du gouvernement du Nicaragua qu'à celui de l'ONU, afin de faciliter les interventions de la Croix Rouge et toutes initiatives humanitaires et d'appuyer la médiation de certains pays de l'OEA en faveur du dialogue avec le front de l'opposition démocratique et du retour à une situation respectueuse des droits humains et des libertés fondamentales ;

6. charge son Président de transmettre la présente résolution à la Commission, au Conseil ainsi qu'aux Ministres des Affaires étrangères réunis dans le cadre de la coopération politique.

Appel pour une aide rapide aux milliers de réfugiés du Nicaragua

Nous avons été informés, comme tout le monde, des massacres commis par Somoza. Des villes entières, et toute leur population civile, écrasées sous les bombes de sa «Garde Nationale».

Ce que nous savons un peu mieux, mieux que «tout le monde», c'est que la tuerie continue. Que maintenant, Somoza, devenu fou, s'acharne à faire tuer spécialement les jeunes - entre douze et vingt ans.

Nous avons alors immédiatement décidé de faire quelque chose contre ça. Comme, il y a cinq ans, pour les victimes de Pinochet. Comme, il y a deux ans, pour les Indiens Guaranis du Paraguay dépossédés, dispersés et «disparus» par Stroessner.

Le 30 Septembre, une délégation de notre Coopérative Européenne Longo Mai est donc partie pour l'Amérique Centrale. Parallèlement, nos copains des coopératives commençaient à intervenir partout à la fois: auprès des ambassades concernées, des gouvernements européens, des organisations humanitaires, de l'ONU, du Parlement Européen, etc.

Notre délégation a visité des camps de réfugiés

Le 1er Octobre, huit des nôtres arrivaient à San José de Costa Rica. Nous avons été accueillis par le Vice-président de la Répuplique, le docteur Rodrigo Altman, qui nous a informés aussitôt sur la situation des réfugiés nicaraguayens dans son pays.

Il y a au Costa Rica 1000 réfugiés «officiels» regroupés dans des camps. 7000 autres ont été enregistrés au service de l'immigration. Ceux-là vivent pour le moment chez des parents ou des amis, mais, dépourvus de moyens de subsistance, et ne trouvant pas de travail, ne tarderont pas à poser de sérieux problèmes au pays. Or, le nombre réel des Nicaraguayens ayant fui la répression de Somoza depuis deux mois dépasse largement les chiffres officiels. Avant les tueries de septembre et octobre, plus de 100.000 nicaraguayens s'étaient déjà réfugiés à Costa Rica - dont la population totale n'est que de deux millions d'habitants.

Les camps de réfugiés sont dans le nord du pays. Le Camp de La Cruz est à quelques kilomètres de la frontière et fonctionne comme camp de transit. Nous y avons vu environ trois cent personnes, essentiellement des jeunes, des femmes et des enfants. Ils vivent là, désarmés, sous la menace permanente des incursions de la Garde Nationale de Somoza. De telles attaques (Garde Nationale, hélicoptères) sur le territoire costaricain se sont déjà produites plusieurs fois. N'ayant pas d'armée, le gouvernement costaricain redoute la multiplication de ces raids sur La Cruz et d'autres camps frontaliers, prépare leur évacuation vers l'intérieur.

Pour le moment, les conditions des réfugiés sont satisfaisantes. Mais en cas d'afflux massif, il manquera du matériel de campement et de l'alimentation pour les enfants. Un tel afflux est prévu pour les semaines à venir.

Ce que les réfugiés nous ont dit

Presque toujours la même horreur : la Garde Nationale massacre systématiquement les enfants et les jeunes de douze à vingt ans, parce que Somoza accuse cette classe d'âge d'être «la base de l'insurrection populaire» qui aurait poussé à la révolte tout le reste du peuple.

Blindés et avions ont écrasé des milliers de civils, dans les villes insurgées, sans entamer la capacité de résistance des forces populaires. Depuis les dernières sanglantes lubies de Somoza, les Sandinistes ont officiellement ordonné aux femmes et aux enfants de fuir hors du pays. Malgré l'étroite surveillance des frontières par la Garde Nationale, l'exode continue.

Aucun réfugié ne souhaite rentrer au pays aussi longtemps que Somoza restera au pouvoir. Nous avons entendu de nombreux exemples de familles qui, d'abord réfugiées ici, puis retournées au Nicaragua, étaient revenues une semaine plus tard avec deux ou trois membres en moins.

Un garçon de dix-sept ans, de Esteli: «Les gardes nationaux sont rentrés dans toutes les maisons. Ils ont pris tous ceux qui avaient de douze à vingt ans et les ont fusillés dans la rue. J'ai vu quand ils ont arraché un bébé de trois mois à sa mère, ils l'ont jeté contre un mur et ii est mort sur le coup.»

Un autre jeune de seize ans: «Somoza veut tous nous tuer. Il hait les jeunes. Les pires sont les mercenaires venus des USA.»

Sur l'invitation du président de la Croix Rouge, nous avons visité aussi les camps du Honduras. Il y a là environ 8000 réfugiés. Et 20.000 autres ont été enregistrés par les services de l'immigration. Le chiffre réel des rentrés «illégaux» reste inconnu. Malgré les grands efforts de la Croix Rouge Hondurienne - à qui le gouvernement a confié l'organisation de l'aide aux réfugiés - la situation des camps de Choluteca et de El Triunfo, dans le sud du pays, reste préoccupante. La chaleur est insupportable dans les tentes, faute d'ombrage, et l'alimentation est insuffisante. Surtout, à Choluteca, 300 enfants en bas-âge auraient besoin d'une alimentation adaptée.

Le Honduras ne pourra pas assumer très longtemps le fardeau économique que représentent tous ces réfugiés. D'autant qu'un ouragan vient de ruiner la partie nord du pays. Il est urgent que d'autres états, plus riches, assument une grand part de l'accueil que supporte aujourd'hui le Honduras.

Notre programme

En accord étroit avec le Gouvernement de Costa Rica, nous avons rapidement élaboré un programme en trois points, qui pourra être adapté aussi à la situation du Honduras:

1 **Pour une aide immédiate:**

A Costa Rica comme au Honduras, une liste des besoins urgents est établie. (Nous avons d'ailleurs organisé déjà, avec l'aide de nos sympathisants et celle de l'armée suisse, une première livraison de matériel pour les camps: 200 tentes, six cuisines complètes, deux tentes infirmeries, des systèmes mobiles pour l'épuration de l'eau, etc. Ces matériels vont arriver par avion au Costa Rica dès cette semaine.)

D'autres envois au Honduras et à Costa Rica doivent être préparés et financés.
Interventions diplomatiques: sur la recommandation de Longo Mai, le Gouvernement costaricain a adressé une demande d'aide au Conseil de l'Europe, au Parlement Européen, à la CEE et à tous les gouvernements européens. Le Chancelier Kreisky a déjà envoyé une délégation officielle de médecins au Honduras et à Costa Rica.
- L'organisation française «Enfance et partage» a délégué un de ses dirigeants au Nicaragua pour préparer l'évacuation de 92 orphelins.
- Informé par Longo Mai sur la situation des réfugiés, le Parlement Européen a condamné la dictature de Somoza et demandé, dans une résolution votée à l'unanimité, l'intervention des gouvernements des Etats Unis et des pays européens en faveur des réfugiés nicaraguayens.

2 **Pour l'accueil de réfugiés en Europe:**

Tous sont actuellement en danger. Pour certains, un séjour prolongé trop près des frontières est un danger de mort, car ils sont poursuivis par les tueurs de Somoza jusque dans les pays voisins. Pour les très jeunes gens, l'exil n'est qu'une lonque attente sans possibilité aucune de formation à un métier pour plus tard. Pour les jeunes femmes, la même attente vide, avec en plus le souci des bébés. Pour les nombreux orphelins, plus rien pour après.

Beaucoup pourraient être accueillis en Europe. Quand notre Coopérative a annoncé, il y a quinze jours, que nous étions prêts à accueillir deux cent jeunes nicaraguayens, nous savions bien d'avance la vanité du chiffre. Et qu'il ne s'agissait pas non plus de charitablement «déraciner» quelques jeunes de là-bas dans le but de les bien européiser ici pour la bonne conscience.

C'est d'abord pour leur donner parmi nous une formation pour plus tard. Agriculture , artisanat, petite industrie. Une formation de coopérateurs, la seule capable d'en faire des hommes responsables. L'après-somozisme en aura besoin.

Le Gouvernement de Costa Rica soutient à fond notre initiative. Juste avant de partir, nous en avons parlé à un groupe de jeunes réfugiés: une dizaine se sont immédiatement déclarés volontaires - ils vont venir dans nos coopératives dès cette semaine.

3 **Notre projet à long terme:**

Créer des coopératives de réfugiés avec la participation de jeunes du pays d'accueil.

L'intégration économique et sociale des réfugiés reste le problème majeur pour les pays d'accueil. Malgré leur bonne volonté, les petits pays que sont Honduras et Costa Rica ne peuvent pas assurer à long terme des moyens de subsistance aux dizaines de milliers de Nicaraguayens venus chez eux.

Nous avons proposé aux gouvernements des deux pays la création de villages pionniers - ou coopératifs - dans lesquels les réfugiés assumeront eux-mêmes, le plus vite possible, leur subsistance par l'exploitation de grandes surfaces actuellement en friche.

Les investissements de départ devront être assurés par des collectes en Europe. Des coopérateurs de Longo Mai et des experts européens effectueront sur place l'aide technique nécessaire au début.

Cette proposition a obtenu le plein accord du gouvernement de Costa Rica. Le Président de la République, Mr. Carazo, s'est déclaré en faveur de cette forme d'aide aux réfugiés: «Dès la première fois que j'ai entendu parler de ce projet, je l'ai soutenu de toute

ma force. Il apporterait plusieurs avantages, surtout un développement économique et social pour les familles de réfugiés concernées, une intégration entre costaricains et nicaraguayens, ainsi qu'une orientation nouvelle des familles, leur assurant un meilleur avenir.»

Le prêtre-poète Ernesto Cardenal nous a déclaré, de son côté: «Il m'apparaît que c'est l'aide la plus efficace que nous puissions recevoir. C'est réellement la meilleure solution, qui résoudra de façon globale nos problèmes en donnant du travail aux gens et non une assistance à court terme, en aidant à ce que le peuple s'aide lui-même.»

Et maintenant?

C'est, avec le problème des réfugiés, tout le peuple du Nicaragua qui a besoin de notre aide. Et, encore au-delà, l'ensemble des peuples d'une Amérique Latine souffrant sous tant de dictatures.

Ces crimes génocides, sur tout un continent, ne sont rendus possibles que par les complaisances lâches ou la complicité des plus grandes puissances mondiales, et nous le savons bien.

Mais nous, Européens moyens, avons sans doute ici la chance d'être un peu utiles, de faire quelque chose, de dire notre mot. Puisque nous sommes en tous cas plus riches, et d'ailleurs presque civilisés... Aidons déjà ces réfugiés à ne pas rester des victimes passives. Essayons de leur donner des terres, quelques machines et quelques rudiments d'une formation professionelle sobre et efficace.

Aidons-les à s'aider eux-mêmes.

La délégation:

- Prêtre Hans Schaedelin
- Dr. méd. Harald Weisswange
- Nicholas Busch, Coopérative Européenne Longo Mai
- Willi Stelzhammer, Coopérative Européenne Longo Mai
- Dr. Jeanine Meyer-Monnin, infirmière
- Holger G. R. Weisswange, Coopérative Européenne Longo Mai
- Isabelle Bourboulon, Coopérative Européenne Longo Mai
- Geneviève Hess, Coopérative Européenne Longo Mai

Vous pouvez obtenir des informations complémentaires auprès de la

Coopérative Européenne Longo Mai
Missionsstrasse 35, 4055 Basel

Téléphone 061 / 44 66 19, Compte Chèque postal: 40 - 17 Bâle, Action Nicaragua

64310 ekolm ch

Annexe 4

2297 roche

san jose 18/10/78

have sent following telex to roche basle :

for ps/k

81 ryt 29/9 and 18/10.
have not given any quantities to longo mai, but they need following quantities for refugees and those affected by hurricane in honduras :

quantity	product
9'000 vials	penicillin benzetacinic 6-3-3
60'000 tablets	tetracycline 250 mg
900 vials	tetanic antitoxine 1,500 u.
15'000 tablets	valium 5 mg
900 ampoules	valium 10 mg
6'000 tablets	alupent
900 ampoules	alupent
1'500 ampoules	buscapine
300	oral termometers
300	rectal thermometers
60 lb.	furadantine ointment
180 vials	injectable antihistaminic
900 ampoules	dicinosse
6'000 tablets	oral anti-inflamatory

suggest you donate the items which you have and get in touch immediately with longo mai basle for the rest. donation may be given to longo mai basle, as they have responsible channel for the distribution in honduras. same telex has been sent to longo mai basle. thanks and regards

ruegsegger

2297 roche

64310 ekolm ch

Annexe 5



BENEMERITA

CRUZ ROJA COSTARRICENSE

Fundada bajo la Convención de Ginebra en 1885
TEL. 21-58-18 — APDO. 1025 — TELEX 2547

Dirección General

Nº 45-DG-80

San José ...18... de ..enero... de 19.80.

Senorita
Isabelle Bourboulon
Cooperative Europeenne Longo Mai
Case Postale 417
CCP Bale 40-17
SUIZA

Estimada senorita:

En atención a su nota del pasado 31 de diciembre de 1979 y en mi condición no solo de Director General de la Cruz Roja Costarricense, sino también como coordinador del Comité Nacional pro-refugiados nicaraguenses, deseo por este medio dejar constancia escrita de la excelente participación de la Cooperativa Europea Longo Mai, durante la emergencia producida por la guerra civil en Nicaragua.

La participación de ustedes con donaciones en equipo, para los campamentos de los refugiados, la organización de una granja agrícola como fuente de trabajo para los mismos, pero por sobre todo la participación entusiasta, decidida y permanente - tanto de usted como del senor Holger Weisswange, en representación de la Cooperativa Europea Longo Mai, fue sin duda de gran ayuda para la asistencia de los miles de nicaraguenses, que tuvimos que asistir por más de un ano.

Reciba usted el reconocimiento entonces no solo de nuestra Sociedad sino personalmente del suscrito, por su valiosa ayuda.

Atentamente,

Dr. Oscar Alfaro Rodríguez
DIRECTOR GENERAL

CRUZ ROJA COSTARRICENSE - Dirección General

cc: Subdirector General
Secretario del Comité Nacional
archivo

OAR/nmb

CARIDAD Y NEUTRALIDAD

Croix Rouge costaricaine

San José le 18 janvier 1980

Mademoiselle
Isabelle Bourboulon
Coopérative Longo Mai
Bâle (Suisse)

Chère mademoiselle,

En réponse à votre lettre du 31 décembre 1979, et non seulement en tant que directeur général de la Croix Rouge costaricaine mais aussi coordinateur du Comité National pour les réfugiés nicaraguayens, je confirme par écrit l'éminente participation de la Coopérative Européenne Longo Mai pendant la situation de crise créée par la guerre civile au Nicaragua.

Votre participation en ce qui concerne les envois de matériel pour les camps de réfugiés, l'organisation d'une exploitation agricole pour leur assurer une place de travail. mais surtout votre participation enthousiaste, décidée et permanente tant de votre part que de celle de Monsieur Holger Weisswange. représentant de la Coopérative Européenne Longo Mai, fut sans aucun doute une grande aide pour les milliers de Nicaraguayens que nous avons dû assister pendant plus d'un an.

Soyez assurés de la reconnaissance non seulement de notre société mais aussi de celle personnelle du signataire, pour votre aide précieuse.
Avec nos meilleures salutations.

Dr. Oscar Alfaro
Directeur général

La Tribune de Genève
(tirage 71'547)

30. Okt. 1978

Selon «Longo Mai»

16.000 Nicaraguayens réfugiés au Costa Rica

La délégation suisse de la coopérative Longo Mai nous communique:

Dans un communiqué paru dans divers journaux suisses, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés déclare que le nombre de réfugiés nicaraguayens à Costa Rica se limite actuellement à 300 personnes. Le gouvernement de Costa Rica vient de nous confirmer que depuis les événements du 12 septembre les autorités de ce pays ont enregistré l'entrée de 16.000 Nicaraguayens au Costa Rica. Au cours de la semaine dernière, environ cinq cents Nicaraguayens ont passé la frontière de Costa Rica chaque jour.

En effet, peu de Nicaraguayens demandent un statut de réfugié officiel à leur arrivée, préférant subsister aussi longtemps que possible par leur propres moyens et avec l'aide privée de parents et d'amis costaricains. C'est pourquoi les camps de réfugiés au Costa Rica sont uniquement des camps de transit pour un premier accueil. Cela explique le nombre très réduit de réfugiés – environ 300 – dans ces camps.

Le vrai problème cependant se passe au niveau des 16.000 Nicaraguayens – chiffre qui risque de monter encore – représentant une charge difficile à assumer pour un petit pays comme Costa Rica.

Si le Haut-Commissariat a une définition très particulière de qui est réfugié et de qui ne l'est pas, c'est de son droit. Mais il serait regrettable que les informations qu'il diffuse sur de tels bases donnent l'impression que le problème des réfugiés au Costa Rica est inexistant.

Tribune de Genève 7 nov. 78

7-11-78

Le Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés: 16.000 personnes ont fui le Nicaragua

Genève (Palais des Nations). – Quelque 16.000 Nicaraguayens ont du fuir leur pays à la suite de la récente guerre civile et des bombardements indiscriminés de ses principales villes perpétrés par la Garde nationale du président Somoza. Ce chiffre a été donné hier, au cours d'une conférence de presse, par un représentant du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), M. Philippe Sargisson, qui vient de rentrer du Honduras et du Costa Rica.

Environ 10.000 personnes se sont réfugiées dans le sud du Honduras et le reste au Costa Rica, à l'exception de 200 d'entre elles accueillies par le Panama, dont 83 combattants qui y ont été transférés par les autorités du Honduras après avoir été désarmés. 94 autres ont été internés dans ce dernier pays.

A l'abri de la Garde nationale de Somoza

Le sort des réfugiés au Honduras est particulièrement préoccupant compte tenu de la situation économique déjà précaire de ce pays en période normale. Dans un premier temps, la Croix-Rouge hondurienne a paré au plus pressé grâce à une somme de 50.000 dollars récoltée dans le pays. Ensuite, le HCR a donné 150.000 dollars pour faire face aux besoins les plus immédiats jusqu'à la fin de l'année. Il a également signé un accord avec le gouvernement de Tegucigalpa en vertu duquel il met à sa disposition 430.000 dollars afin de réinstaller provisoirement 3500 réfugiés à 50 km de la frontière, afin de les mettre à l'abri d'éventuelles infiltrations de la Garde nationale de Somoza.

Le HCR a également conclu deux accords avec le Costa Rica et le Panama portant sur des contributions de 45.000 et 50.000 dollars. Au Costa Rica, la situation des réfugiés est cependant moins sérieuse qu'au Honduras, car le niveau de vie y est plus élevé et en raison aussi de la chaleur de l'accueil de la population autochtone. En fait, le gouvernement de San Jose n'a sollicité le concours du HCR que pour aider 1100 des quelque 6000 Nicaraguayens qui ont cherché asile sur son sol.

Les méthodes «abruptes» de Longo Mai

Le HCR précise à cet égard qu'il n'intervient qu'à la demande expresse des gouvernements. Par cette mise au point, il entend aussi réagir à la polémique suscitée par les déclarations de l'organisation *Longo Mai* concernant le nombre exact des réfugiés nicaraguayens. Interrogé à ce sujet, le directeur adjoint de l'assistance du HCR (responsable de l'Amérique latine), M. Pierre Coat, a affirmé que le HCR se félicitait de toute action parallèle en faveur de réfugiés quelle que soit son origine, même si les méthodes de Longo Mai étaient «un peu abruptes».

A. N.



Nicaragua-Flüchtlinge für Longo Mai

Die erste Gruppe von Nicaragua-Flüchtlingen, die in Costa Rica Unterschlupf gefunden hatten, traf in Zürich-Kloten ein, von wo sie in die verschiedenen Kooperativen von Longo Mai weiterreisten, um dort eine Ausbildung in Landwirtschaft und Handwerk zu bekommen (unser Bild).

A L'INITIATIVE DE LA COOPERATIVE DE LONGO MAI
31 réfugiés nicaraguayens sont arrivés à Kloten

31 jeunes Nicaraguayens sont arrivés hier, en début d'après-midi sur l'aéroport de Kloten en provenance du Costa Rica, où ils séjournaient dans des camps aménagés pour eux. C'est à l'initiative de la Coopérative européenne de Longo Mai que ces jeunes, — dont 29 sont en possession d'un passeport valable, ne nécessitant pas de visa, et 2 munis d'un visa exceptionnel d'un mois — ont pu gagner notre pays. Dans un premier temps, ils demeureront en Suisse durant un mois au maximum, ainsi que l'a confirmé à l'ATS un responsable de la section des réfugiés du Département fédéral de justice et police. Ils seront ensuite dirigés vers l'Autriche, où ils ont reçu l'assurance d'être accueillis à plus long terme. Longo Mai envisage de leur donner une formation agricole et artisanale dans les différentes coopératives.

Un avion affrété par la Coopérative « Longo Mai » et chargé de matériel d'aide destiné aux camps de réfugiés nicaraguayens est arrivé lundi à San José du Costa Rica. Ce matériel, réuni par « Longo Mai », grâce à l'aide de nombreuses entreprises suisses et de l'armée suisse, représente quelque 320 000 francs. Il consiste en 200 tentes, 1 600 lits de secours, 3 500 couvertures de laine, 6 cuisines de campagne, deux tentes infirmerie et des installations sanitaires. La nourriture et les médicaments seront acheminés ces prochains jours vers les camps du Honduras.

PROGRAMME EN TROIS POINTS

Cet envoi d'aide représente la première phase d'un programme en trois points élaboré par « Longo Mai », en collaboration étroite avec le Gouvernement du Costa Rica, programme qui pourra aussi être adapté à la situation au Honduras. Le Gouvernement costaricain a déjà adressé des demandes d'aide au Conseil de l'Europe, au Parlement européen, à la CEE et à tous les Gouvernements européens. L'Autriche y a répondu en envoyant une délégation officielle de trois médecins au Costa Rica et au Honduras.

Le deuxième point du programme sera l'accueil de réfugiés en Europe. « Longo Mai » a annoncé qu'elle était prête à recevoir dans ses coopératives 200 jeunes Nicaraguayens, auxquels elle donnerait une bonne formation en agriculture, artisanat et petite industrie. Pour « Longo Mai », « une formation de coopérateurs est la seule capable d'en faire des hommes responsables. Et l'après-somozisme en aura besoin ». Les premiers réfugiés commencent à arriver en Europe.

Enfin, le projet à long terme de « Longo Mai » est de créer des coopératives de réfugiés en collaboration avec les pays d'accueil. Car les petits pays que sont le Honduras et le Costa Rica ne pourront pas assurer longtemps la subsistance de milliers de Nicaraguayens réfugiés chez eux. « Longo Mai » a déjà proposé aux deux Gouvernements la création de villages pionniers dans lesquels les réfugiés assumeront eux-mêmes, le plus vite possible, leur subsistance par l'exploitation de grandes surfaces actuellement en friche. Cette proposition, comme les autres points du programme, a reçu le plein accord du Gouvernement costaricain. (ATS))

1 HECTARE DE TERRE
pour la Coopérative Longo Maï de réfugiés au Costa Rica



HISTORIQUE DE L'ACTION NICARAGUA

- Septembre 1978: la garde nationale du dictateur SOMOZA écrase le soulèvement du peuple nicaraguayen. Des milliers de personnes, surtout les adolescents — les plus menacés par les massacres — les femmes et les enfants fuient vers le Costa-Rica et le Honduras. L'opinion publique n'est pas informée de la situation de ces réfugiés.

- Des réfugiés nicaraguayens en Europe demandent à Longo Maï de lancer une action de solidarité. Comme en 1973 — putsch au Chili — et en 1975 — écrasement des coopératives agricoles chrétiennes au Paraguay — nous décidons d'intervenir: nous envoyons en Amérique centrale une délégation de huit membres dont le pasteur Hans Schaedelin de Berne.

- Avant son départ, la délégation informe les gouvernements et les organisations humanitaires. Le Haut-Commissaire des Nations Unies, Mr. Hartling, ne parle que d'un très petit nombre de réfugiés qui ne posent aucun problème majeur.

- Le gouvernement costa-ricain et les représentants locaux des organisations humanitaires internationales sont d'un tout autre avis: ils ont besoin d'une aide urgente.

- Début octobre, 8.000 Nicaraguayens se réfugient au Costa Rica (16.000 en novembre, 65.000 d'après les déclarations gouvernementales de février 79). Dans les camps de réfugiés, on déplore le manque de médicaments et de nourriture.

- Au Honduras, la situation est pire: avec l'appui de la junte militaire, la Croix Rouge concentre les 30.000 réfugiés dans des camps immenses à proximité de la frontière Sud. La malnutrition se généralise et les premiers signes d'épidémies se manifestent.

- Sur le conseil de Longo Maï, le gouvernement costa-ricain lance aux gouvernements européens un appel à la solidarité. Début octobre, nous élaborons avec la commission gouvernementale un programme d'aide aux réfugiés.

- Peu de temps après, le premier avion de médicaments et de matériel de campement quitte Bâle pour le Costa-Rica. Une partie du chargement a été offerte par des entreprises suisses; grâce à un large soutien de la population suisse, d'octobre à décembre cinquante tonnes de matériel seront envoyées en Amérique centrale.

- Le Chancelier autrichien Kreisky réagit à l'appel du gouvernement costa-ricain par l'envoi d'une équipe de médecins dans les camps de réfugiés du Honduras.
  Le Parlement Européen que nous avons informé de la situation condamne à l'unanimité la dictature somoziste, et il demande que tous les états européens et les Etas-Unis prennent des mesures en faveur des réfugiés nicaraguayens; il leur demande aussi de soutenir le Costa-Rica.

- Mi-octobre, nous apprenons que 200 réfugiés ont été incarcérés comme prisonniers politiques par la junte militaire hondurienne. Dans les prisons de Choluteca et Tegucigalpa, leur existence est menacée. Le père D. O'Mahoney, membre de la Commission exécutive internationale de Pax Christi, part avec la délégation de Longo Mai au Honduras — plusieurs interventions diplomatiques de gouvernements européens amèneront le Honduras à relâcher ces prisonniers.

- La délégation de Longo Mai s'efforce d'évacuer 92 orphelins qui vivent à Massaya, au centre d'une zone de combat. Ce n'est qu'après plusieurs mois de négociations, et grâce à l'intervention diplomatique de la Suisse que nous parvenons à faire sortir ces enfants du Nicaragua.
  De nombreuses familles suisses et françaises vont subvenir aux besoins de ces enfants au Costa-Rica.

- Le "Comite Ecumenico" — organe de coordination du Conseil Mondial des Eglises au Costa-Rica — le Ministère de la santé, le YMCA (jeunesses catholiques), et d'autres organisations d'aide humanitaire reçoivent de Longo Maï le matériel qui leur manque — tentes, lits, couvertures, matériel radio, etc. . .

- Sur notre demande, plusieurs agences de presse et plusieurs journaux européens envoient leurs correspondants en Amérique centrale: de longs articles paraissent, notamment dans Le Monde, le Tages-Anzeiger, Le Soir, le Frankfurter Rundschau, Politiken, AZ. . .
  Nous commandons à une réalisatrice de la TV française un film documentaire sur la situation des réfugiés nicaraguayens.

- Le 24 Octobre, une trentaine de jeunes Nicaraguayens arrivent en Suisse pour recevoir une formation dans les coopératives de Longo Mai. La position obstinée du gouvernement français qui leur refuse l'accès à notre coopérative d'accueil en France fait qu'une partie du groupe repart rapidement au Costa-Rica.

- Elargissement de l'Action Nicaragua à d'autres pays: en Belgique, soutien de la Ligue des Droits de l'Homme; en Hollande création d'un comité avec le cardinal Alfrinks — 70.000 Florins sont collectés après l'émission de télévision "Wilde Ganse"; Danemark et Norvège: dons de solidarité de la Fédération des Coopératives; USA: soutien des milieux chrétiens et universitaires.

- Comme solution à long terme des problèmes de réfugiés, nous proposons la création d'une coopérative au Costa-Rica. Le président Carrazo approuve totalement cette initiative, ainsi que le prêtre et poète Ernesto Cardenal — président de la Commission des Droits de l'Homme nicaraguayenne. Début de la recherche de terres pour le projet.

- 27 Décembre 1978. Signature du compromis de vente pour l'achat de la Finca Sonador: 3.000 ha au Sud du Costa-Rica à proximité de San Isidro.

- Dix coopérateurs de Longo Mai — suisses, autrichiens, français et allemands — une partie des jeunes Nicaraguayens venus en Europe, deux Chiliens réfugiés en Suisse et un expert suisse en agronomie tropicale préparent les infrastructures d'accueil pour les premières familles nicaraguayennes.

- En collaboration avec différentes organisations d'aide humanitaire, premiers contacts avec les familles de réfugiés qui désirent participer au projet.

- En Europe: début de la campagne de financement du terrain — lancement du film documentaire "Patria Libre O Morir".

- Le 20 Février 1979 les 10 premières familles de réfugiés nicaraguayens arrivent à la Finca Sonador.

COOPERATIVE "FINCA SONADOR"

LA REALISATION DU PROJET A COMMENCE

Depuis longtemps la conception du projet est claire: sur des terres inutilisées d'une région sous-développée du Costa-Rica, créer des "villages-coopératives" avec la participation de familles nicaraguayennes qui peuvent, avec l'aide des costa-ricains et d'autres réfugiés latino-américains, assurer leur subsistance par l'agriculture, l'exploitation forestière, l'élevage et l'artisanat. Au lieu des camps de réfugiés sans avenir ni perspective, créer des villages où l'on peut apprendre et travailler ensemble dans une coopérative.

Essayer de trouver une troisième voie entre d'une part les dictatures sanglantes, et d'autre part les révoltes de "desesperados". Au Costa-Rica, l'une des dernières démocraties d'Amérique centrale, de tels projets, soutenus massivement d'Europe, ont encore une chance de se développer.

Après une période de recherche des terrains, menée avec le gouvernement costa-ricain, nous avons choisi la Finca Sonador – propriété d'un Américain – car l'état ne disposait pas de terres adaptées au projet.

La Finca Sonador est située au Sud du pays, région économiquement sous-développée. Ses 3.000 ha ont été en partie exploités. Mais, depuis des années, la plupart des surfaces ne sont plus cultivées; le reste a été mal utilisé, servant uniquement à un élevage bovin extensif. Pourtant, les terres qui s'élèvent de 600 à 2.000 m permettent une grande diversité, avec des cultures intensives, l'élevage, et la sylviculture.

LETTRE DE LA COOPERATIVE

Nous allons commencer par cultiver des plantes qui au bout de 4 à 7 mois donneront une première récolte. Les premiers temps, une trentaine de familles de cinq personnes en moyenne s'installeront sur la finca. Nous serons en tout 180 à 200.
La base de nourriture sera composée de céréales (maïs et riz) et de différentes sortes de fèves (soja et haricots). L'alimentation de tout le groupe sera assurée par les 2 ou 3 récoltes des 4 ha de culture prévus.

350 g de céréales et 100 g de fèves par personne et par jour donnent 23 t de céréales et 7 t de fèves pour les 180 personnes pour une année

Sur les trois hectares de céréales le maïs et les haricots pousseront dans le même champ en culture combinée: parmi les maïs disposés en quinconce sont semés les haricots grimpants. Ernst Goetsch, expert agronome suisse, entend ainsi utiliser une vieille méthode culturale des Indiens d'Amérique latine qui permet, sans additifs chimiques, d'obtenir des rendements moyens supérieurs à ceux de l'agriculture conventionnelle.

Un hectare de jardin avec des légumes de toutes sortes couvrira les besoins des 180 personnes: tomates, paprika, salades, carottes, juca, concombres, tubercules tropicales, etc. . . Pour avoir des légumes toute l'année, nous établirons une rotation; mais, jusqu'à la première récolte, nous devrons acheter la nourriture.

Au début l'élevage sera peu développé. Seules quelques vaches pour le lait et des volailles pour les oeufs seront achetées. Nous avons la possibilité de créer un élevage de poissons dans les retenues d'eau aménagées pour l'installation de petites turbines électriques. Avec la plantation d'arbres fruitiers viendra l'apiculture.

Bien sûr, tous ces plans ne sont pas définitifs. Dans les semaines qui viennent nous allons rencontrer plusieurs spécialistes du Ministère de l'agriculture costa-ricain, de l'Institut Agronomique de Turialba, etc. . . En Europe, quelques techniciens et scientifiques se sont spontanément mis à notre disposition pour guider les travaux. A ceux des lecteurs qui le désirent nous pouvons envoyer régulièrement des informations pour qu'ils puissent, sans être sur la finca, en suivre les réalisations.

LES POSSIBILITES D'UTILISATION DU TERRAIN

1ère catégorie de sol: Pour l'**agriculture**: les terres planes avec des sols profonds. Nous y avons déjà des parcelles expérimentales avec différentes sortes de maïs et de haricots. Là où nous obtiendrons les meilleurs résultats, nous sèmerons les premiers champs dans deux mois (époque des semailles).

2ème catégorie: le **verger**: Sur les autres terres planes faciles d'accès mais plus acides, nous planterons une grande variété d'arbres fruitiers tropicaux. Pour cela nous utiliserons des boutures et quelques greffes. Pour ombrager les plantations, nous ajouterons des arbres qui montent jusqu'à 50 m. Après deux ou trois ans, on goûtera la première récolte, encore peu abondante. Mais d'ici dix ans nous aurons une production de mangues, guayabanes, bananes, avocats, chirimoyas, pitangos, et beaucoup d'autres fruits intéressants – aussi sur le plan économique.

3ème catégorie: les **noix**: Sur une grande partie de la finca, dans les sols caillouteux et vallonnés, là où l'érosion est déjà avancée, nous avons prévu de semer différentes noix tropicales qui ont une grande valeur nutritive et physiologique. Facilement conservables, elles posent peu de problèmes d'écoulement sur le marché.

4ème catégorie: les **pentes**: Les terrains pentus, les endroits difficiles d'accès ou parsemés de grosses pierres seront reboisés avec un mélange équilibré d'arbres adaptés aux climats tropicaux, intéressants pour l'exploitation forestière.

5ème catégorie: les **érosions**: Sur les sols érodés, nous essaierons de recréer une végétation avec des plantes pionnières comme les légumineuses à croissance rapide, les lianes et les plants d'arbres à larges feuilles.

LE FINANCEMENT

Après le retour de la première délégation en octobre 1978, nous avons lancé un appel aux amis de Longo Maï. Environ 25.000 personnes ont répondu à cet appel et à notre lettre de Noël en versant 600.000 francs suisses. Avec cette somme nous avons pu financer en grande partie l'aide d'urgence – trois avions charters avec matériel, médicaments et alimentation.

Cette volonté massive d'aider les réfugiés du Nicaragua a été pour nous comme un plébicite qui nous a déterminé à l'achat immédiat de la Finca Sonador. Les 3.000 hectares coûtent 1,8 millions de francs suisses.

Imprudent, prématuré?

Des milliers de réfugiés sans travail, sans vivres ni habits, peuvent devenir très rapidement un facteur de crise et de déstabilisation pour le pays d'accueil: la démocratie costa-ricaine. On ne peut pas attendre.

Un gros morceau pour Longo Maï?

Certainement. Nos coopératives agricoles dans les régions de montagne sont largement autosubsistantes, mais elles ne suffisent pas pour la création de nouvelles coopératives. Nous ne disposons pas non plus de budget de catastrophe ni d'autres réserves.

Grâce à des prêts d'amis, nous avons pu financer la première échéance. Maintenant, comme nous l'avons toujours fait pour les cas d'urgences, nous nous en remettons directement à la population.

Pour que soit possible l'achat des terres nous lançons une vente d'hectares: naturellement c'est une vente symbolique car la terre doit appartenir à ceux qui la travaillent ensemble.

Chaque "bon pour un hectare" coûte 600 francs suisses. Chacun des trois mille bons peut être acheté soit individuellement, soit par une famille, soit par un cercle d'amis, une organisation, la commune. . . etc.

AIDEZ-NOUS A CONSTRUIRE LA COOPERATIVE DE REFUGIES, ACHETEZ UN HECTARE

– – ✂ –

☐ Je désire acheter. . . . . "bon(s) pour un hectare" pour la réalisation de la coopérative de réfugiés.

☐ Je désire participer davantage à la réalisation de la coopérative de réfugiés: . . . .

. . . .

. . . .

Nom: . . . . Ville: . . . .

. . . .

Rue: . . . . Signature: . . . .

Envoyez ce coupon à l'adresse suivante: Coopérative Européenne LONGO MAI, Missionsstrasse 35, CH-4055 BALE
Téléphone: 061 / 44 66 19, C.C.P. 40 - 17 Bâle – Action Nicaragua

. . . .

P.S. Au cas où vous recevriez ces informations en double, nous vous prions de les faire parvenir à l'un de vos amis.

Imprimé par LONGO MAI, Missionsstrasse 35, CH-4055 BALE, Téléphone 061 / 44 66 19

NICARAGUA

PATRIA LIBRE O MORIR

de Florence Jammot, Paris

Un film - document sur les événements au Nicaragua et les problèmes des réfugiés au Honduras. Automne 1978

Le film "Patria libre o morir" a été tourné immédiatement après les événements de septembre et octobre 1978 au Nicaragua et au Honduras par une équipe de la télévision française.
En introduction un bref rappel historique:

L'indépendance du Nicaragua en 1821 ne devait rien changer pour ce petit pays d'Amérique Centrale. Les Américains, qui depuis longtemps contrôlaient la politique et l'économie du pays retirent leurs troupes en 1934, après la guerre de libération menée par Augusto C. Sandino. Mais ils laissent à la tête de la garde nationale leur "homme de paille" Anastasio Somoza qui, un an plus tard, sera chargé d'assassiner Sandino.

Le prêtre et poète Ernesto Cardenal raconte comment le clan Somoza, par la mainmise sur tous les secteurs de l'industrie de base et 30 % des terres, établit son pouvoir sur le pays. Différentes interviews témoignent des conditions de vie de la population urbaine et rurale sous la dictature.

1978: L'assassinat du leader de l'opposition Joaquim Chamorro déclanche une vague d'indignation qui aboutit è une révolte populaire en septembre. Somoza réagit en massacrant la population, surtout les jeunes. La garde nationale détruit des villes entières. Des témoins parlent.

Des milliers de Nicaraguayens ont fui dans les pays voisins Costa-Rica et Honduras. Le vica-ministre des affaires étrangères du Honduras et le président de la Croix Rouge expliquent les plans du gouvernement: concentration de tous les réfugiés dans le sud du pays. L'accueil et l'intégration de 68 familles de réfugiés dans un petit village de pécheurs nous montrent une autre alternative. Dans les camps, des étudiants en médecine de Tegucigalpa parent au plus pressé; mais un manque de médicaments et de nourriture aggrave les problèmes.

Après un historique sur le mouvement sandiniste et une synthèse des événements de l'année 1978, les différents groupes d'opposition à Somoza prennent la parole: les églises, les syndicats et le FAO (Front élargi d'opposition). L'avenir des réfugiés reste une question sans réponse. . .

APPEL POUR UNE AIDE HUMANITAIRE "PAS COMME LES AUTRES" POUR LES [illegible]ARAGUA

Les massacres ordonnés par Somoza ont poussé hors des frontières du Nicaragua des milliers de réfugiés pourchassés par la garde nationale. Les pays voisins contiennent difficilement cet afflux massif qui menace leur équilibre économique et politique déjà fragile.

Le Honduras, plus touché, nécessite encore d'une aide d'urgence en matériel de campagne et alimentation de base pour un nombre de réfugiés sans cesse croissant. Le Costa Rica, plus riche, soutient artificiellement la situation d'un même nombre de Nicaraguayens. Mais les ressources de ce peuple accueillant d'épuisent vite. Les réfugiés ne trouvent pas d'emploi, car la jeune population costaricaine souffre déjà du chômage.

Nous voulons créer, sur des terres vierges, un maximum de coopératives pour que ces réfugiés puissent assurer eux-mêmes leur survie.

Nous avons développé des coopératives d'autosubsistance dans les régions défavorisées d'Europe. Notre expérience nous permet aujourd'hui de lancer ces projets agricoles.

Aidons ces réfugiés à ne pas rester des victimes passives. Donnons-leur des terres, quelques machines, des conseils; c'est une assistance sage, et à long terme, c'est la formation de personnes responsables dont l'après-somozisme aura besoin. Quoiqu'il arrive sur le plan politique, il faudra bien une génération pour relever les ruines.

Nous lançons cet appel à tous ceux qui, par leur aide, ont permis la réalisation des coopératives européennes Longo Mai, et à tous ceux qui, aujourd'hui, comprennent que l'implantation de telles coopératives peut être un facteur de paix en Amérique Centrale.
Nous vous demandons une aide humanitaire qui va plus loin que toutes les autres.

AIDONS CES RÉFUGIÉS À S'AIDER EUX-MÊMES

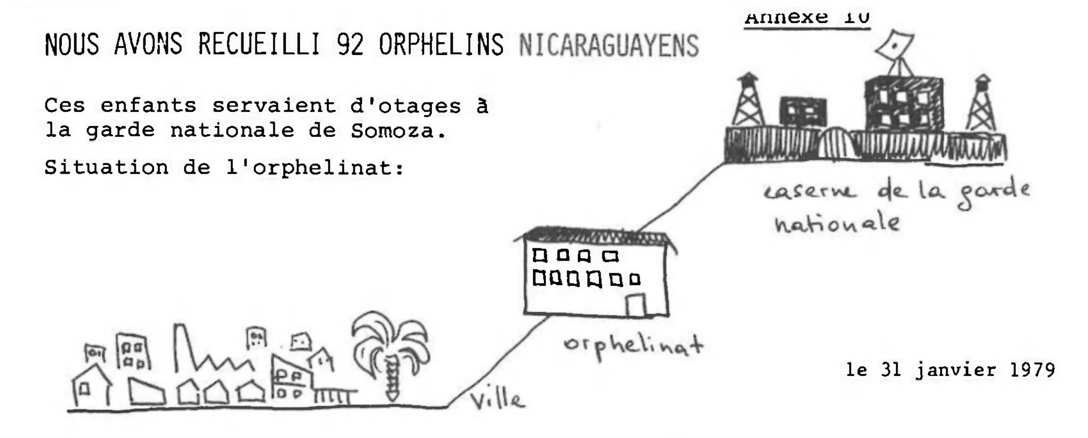
La Coopérative Européenne LONGO MAI a produit ce film dans le cadre d'une action de soutien pour la création d'une coopérative de réfugiés au Costa-Rica. Le bénéfice des projections revient entièrement à la première coopérative de réfugiés "Finca Sonador".

imprimé par la Coopérative Européenne Longo Mai, Missionsstrasse 35, CH-4055 Bâle, Téléphone (061) 44 66 19

NOUS AVONS RECUEILLI 92 ORPHELINS NICARAGUAYENS

Ces enfants servaient d'otages à
la garde nationale de Somoza.

Situation de l'orphelinat:



le 31 janvier 1979

Cet orphelinat est situé à mi-pente entre la forteresse "El Coyotepe", point stratégique pour la garde nationale, et la ville de Masaya. Alors que 95 % de la population avait fui le quartier, véritable zone de combat, Somoza refusait à ces 92 enfants l'autorisation de quitter le territoire nicaraguayen.

Sollicité par Monsieur Reyes, directeur de l'orphelinat, le gouvernement costa-ricain ne pouvant ni intervenir hors ses frontières, ni assumer la prise en charge totale de ces orphelins, fit appel à diverses organisations humanitaires ainsi qu'au Haut Commissariat pour les Réfugiés.

La délégation de Longo Mai présente au Costa-Rica a immédiatement envoyé deux de ses membres sur place, ainsi que la somme nécessaire au transfert de ces enfants. Après deux mois et demi de démarches pressantes auprès des autorités nicaraguayennes, 37 d'entre eux ont pu quitter Masaya pour le Costa-Rica avec l'appui du consulat suisse. Les 55 autres les ont rejoints début janvier. Actuellement ces 92 enfants sont à l'orphelinat de Cartago.

Et maintenant allons-nous laisser le Costa-Rica seul leur assurer un avenir moins précaire ?

Le Costa-Rica est une des dernières terres d'asile de l'Amérique Centrale. Limitrophe du Nicaragua, il est contraint quotidiennement à une aide humanitaire trop importante. Nous voulons aider ce petit pays qui dispose d'infiniment moins de moyens que nos états européens.

Nous cherchons 920 familles suisses prêtes, ensemble, à prendre en charge ces 92 orphelins. Le parrainage de chaque enfant sera assumé par un groupe de dix familles qui verseront chacune 20 Francs par mois. Voici la liste des 20 premiers signataires:

f. Dr. Jean Piaget, Université de Genève.
u Margarethe Amstutz, Schuldirektorin, Basel. Frau Dr. med. Hedwig Busch, Basel. Fam. Lisbeth u. Fridolin Goepfert. Basel.
eviève Hess, Longo Mai. Fam. K. u. W. Hinnen, Riehen. Fam. Dora u. Theo Hagen, Langnau i. E. Frau Vreni Luterbach, Kloten
. Jean-Claude et Léonie Mathey, Le Locle. Hans Marthaler u. Fam., Landwirt, Dänikon. Fam. Lucien und Trudi Marti, Riehen.
. Dr. Jean-Paul et Jeanine Meyer-Monnin, Basel. Mme Benoite Saussy, institutrice, La Joux. Pfarrer Hans Schädelin u. Fam.,
n. Gemeinderatspräsident Hans u. Ira Stamm, St. Gallen. Frau Verena Steck, Psychologin, Zürich. Fam. Willi et Cécile
eckeisen, St. Prex. Fam. René et Erika Sutter, Satigny. Fam. Dr. Harald u. Sabine Weisswange, Aesch. Fam. Albert u. Martina
mer, Longo Mai. Frau Edith Wirz, Corsier. Fam. R. Zimmermann, Rothrist.

Adresse: Jeanine Meyer- Monnin, c/o Longo Mai, Missionsstr. 35, 4o55 Bâle. o61/44 66 19

Compte chèque postal: J.P. et J. Meyer-Monnin, CP 40-32258 Bâle
notice: Enfants du Nicaragua

ORPHELINAT DOUGLAS
COSTA RICA

Annexe 11

Alajuela, le 3 Décembre 1979

Chère Mademoiselle Isabelle,

Ce soir je suis en train de me souvenir qu'il va bientôt y avoir un an que vous êtes venus nous recueillir à la frontière de Penas blancas, et je crois que vous aussi vous souviendrez de cet instant où nous étions en train de fuir les balles du Nicaragua.

Les enfants aussi s'en souviennent; et pas seulement de ce moment là, mais aussi de ce jour du 25 Décembre où vous êtes venus à Cartago leur apporter de la joie. De plus, nous n'oublierons jamais toute l'aide que nous avons reçu de vous; nous vous en remercions et prions Dieu qu'il continue à bénir votre travail, à vous et à tous les jeunes qui font partie de cette merveilleuse coopérative Longo maï.

Au soir de cette année qui s'achève, nous nous permettons de vous envoyer nos sincères voeux de joyeux noël pour vous, votre famille et tous vos camarades, de la part de tous les enfants de l'orphelinat, du personnel et de vos affectueux serviteurs.

Nous espérons que vous aurez la bonté de répondre à cette humble lettre que nous vous adressons avec toute notre affection.

Recevez, ainsi que tous vos camarades que nous avons connus ici au Costa Rica, les salutations de mon époux, mon fils et de,

Votre amie affectueuse

Madame Bertha de REYES

AMÉRIQUES

Nicaragua

Les affrontements de septembre ont provoqué un exode vers le Costa-Rica et le Honduras

De notre envoyé spécial

Les graves événements de septembre au Nicaragua ont provoqué un exode massif de citoyens de ce pays. Terrorisés par la violence des affrontements, les bombardements et les représailles opérées par les troupes somozistes, seize mille personnes au moins ont trouvé asile au Costa-Rica et au Honduras. D'autres, moins nombreuses, ont cherché refuge au Mexique et aux Etats-Unis. La situation des Nicaraguayens qui se trouvent au Honduras est particulièrement difficile.

San-José (Costa-Rica). — Soudain, le garde civil lance un juron. Son compagnon, qui somnolait sur sa chaise à l'ombre des grands arbres, le fusil posé en travers des cuisses, se redresse. Là-bas, à 1 kilomètre peut-être, deux formes blanches avancent parmi les herbes hautes. Alerte sans hâte excessive. L'officier donne ses ordres : la voiture de patrouille radio se met en route. Ses trois occupants iront paisiblement cueillir les deux Nicaraguayens au-delà de l'agglomération de Penas-Blancas. Cette scène, à laquelle nous avons assisté, n'est pas banale. Le franchissement illégal de la frontière costa-ricaine par des Nicaraguayens fuyant leur pays sans bagage ni papiers d'identité, et souvent sans un cordoba en poche, est certes chose fréquente depuis l'insurrection de septembre et la répression menée par la garde nationale d'Anastasio Somoza. Mais c'est de nuit que d'ordinaire les irréguliers tentent l'aventure.

Car c'est vraiment une aventure. Les autorités de Managua ont tendu, le long de la frontière la moins étanche, c'est-à-dire entre l'océan Pacifique et le sud du lac de Nicaragua, un réseau de fils barbelés destinés à gêner les incursions des guérilleros sandinistes venus du Costa-Rica. C'est aussi un obstacle pour les émigrants clandestins. Et une vingtaine de kilomètres de Penas-Blancas, parvient à La Cruz. Claquements de portières, va-et-vient de gardes civils, manœuvres des autobus : la bourgade bruisse d'une activité que sa taille ne justifie pas. Les autorités costa-ricaines ont installé là un poste sanitaire où doivent s'arrêter tous les immigrants. Une cinquantaine de personnes, des femmes et des enfants pour la plupart, sont alignées sous un auvent à l'entrée du bâtiment. Elles passent une à une devant un infirmier qui leur fait avaler une pastille. Un autre leur fait une prise de sang à l'index. Les garçonnets et les fillettes serrent les lèvres. Hurlements des bébés. Un troisième infirmier, qui, l'épreuve passée, délivre à chacun un certificat dûment tamponné, nous explique : « *Tous les immigrants reçoivent une dose de quinine contre la malaria. En outre, nous les vaccinons contre la polyomiélite, la diphtérie et le tétanos.* » Elémentaires précautions de la part des autorités d'un pays dont l'état sanitaire est incomparablement supérieur à celui de la population nicaraguayenne.

Ces temps-ci, de cinq à six cents « touristes », c'est-à-dire des immigrants dont les papiers sont en règle, passent chaque jour au centre sanitaire de La Cruz, nous indique l'infirmier. La plupart se dirigent vers San-José, la capitale, où ils seront accueillis par des parents ou des amis.

« Nous avons peur »

Cette femme à la mise soignée, avec qui nous discutons pendant que sa fille se fait vacciner, vient de Léon, la deuxième ville du Nicaragua. Pourquoi s'en va-t-elle ? « *Nous avons peur. Les combats vont reprendre. De toute façon, Léon est aujourd'hui une ville morte. La plupart des boutiques sont fermées. Les maîtres d'écoles enseignent devant des classes vides : tous les enfants sont partis...* » Et sans que nous ayons besoin de lui poser d'autres questions, elle nous dit qu'elle ne pense pas rentrer tant que Somoza est au pouvoir. Est-elle sandiniste ? Une seconde d'hésitation : « *Tout le monde est plus ou moins pour le front au Nicaragua.* » Approbation bruyante dans les rangs...

A 60 kilomètres plus au sud encore, Liberia est une localité importante du Costa-Rica. Un peu à l'écart de la grand-route, les autorités de San-José ont installé le plus grand camp de réfugiés du pays. Un garde civil veille à l'entrée : on nous explique que deux citoyens nicaraguayens ont tenté de déposer une bombe dans le camp quelques jours plus tôt... Un vaste terrain herbu à l'entrée sert de terrain de jeu aux enfants. Plus loin, une quarantaine de tentes sont impeccablement alignées. Un hangar ingénieusement aménagé sert tout à la fois de réfectoire, de cuisine, de cambuse, de lieu d'accueil pour les visiteurs, de salle de jeu pour les enfants et de bureau pour le comité créé par les réfugiés, afin de participer à la gestion du camp.

Mariano, quarante-trois ans, son président, est un tailleur qui a fui Masaya après les bombardements de la mi-septembre en compagnie de sa femme (il dit : *mi duenita, ma patronne*) et de ses deux enfants. Dix fois, peut-être, au cours de notre entretien, il chantera les louanges des pouvoirs publics du Costa-Rica, dont le comportement, dit-il, a été *« magnifique »*. Avec beaucoup de réticences, il admet qu'il manque un peu de lait pour les enfants. Il ajoute aussitôt : *« Comment pourrons-nous jamais remercier ce gouvernement ? En nous tenant tranquilles, en dominant notre propension nationale au désordre. »* Si la centaine d'enfants qui tourbillonnent autour de nous n'en font visiblement qu'à leur tête, nul doute, en revanche, que les vingt-huit hommes, les trente-deux femmes et les douze adolescents qui vivent aussi au camp écoutent Mariano : ses convictions sandinistes affichées font de lui un leader incontesté.

Liberia est actuellement l'un des deux camps de réfugiés situés au Costa-Rica. L'autre est à Alajuela, à 230 kilomètres au sud-est de Liberia, tout près de l'aéroport international de San-José. Il y a bien d'autres réfugiés hors de ces camps, où sont hébergés de trois cent cinquante à quatre cents personnes. M. Rodrigo Altmann, vice-président de la République et président de la commission d'aide aux réfugiés, nous a indiqué que les services d'immigration de San-José estiment à huit mille le nombre de citoyens du pays voisin qui ont cherché protection de ce côté-ci de la frontière à la suite des combats en septembre. Un millier d'entre eux, démunis de toutes ressources, ont été accueillis dans des camps de façon temporaire ou plus prolongée. Les sept mille autres se sont recasés par leurs propres moyens : certains avaient pu emporter de l'argent. D'autres, bénéficiant de la sympathie dont jouit dans la population de ce pays le peuple nicaraguayen, ont pu s'installer chez des Costa-Ricains. D'autres encore ont trouvé asile chez des concitoyens parents ou amis. Pour des raisons plus souvent économiques que politiques, d'ailleurs, des milliers de « Nicas » vivent de ce côté-ci de la frontière, certains depuis longtemps.

La solidarité internationale, en outre, a joué. La Croix-Rouge, les Eglises, se sont mobilisées. Un organisme original, Longo Mai, mouvement européen de jeunes coopérateurs, a déployé une telle activité en faveur des réfugiés (envoi de vingt-deux tonnes de matériel de premier secours, accueil de dizaines de jeunes en Suisse, lancement d'une coopérative agricole au Costa-Rica) que le gouvernement de San-José lui a demandé de faire partie de la Commission nationale d'aide aux réfugiés.



Néanmoins, M. Altmann nous confiait sa préoccupation de voir certains de ces Nicaraguayens, faute de trouver du travail, se retrouver rapidement à la charge du Costa-Rica. Il n'exclue pas en plus un nouvel afflux de réfugiés provoqué par une reprise des combats au Nicaragua. Un hôpital de campagne et un camp de première urgence demeurant prêts à La Cruz. A Upala et à Colorado, deux modestes antennes, peuvent recevoir les personnes qui arriveraient par la forêt ou par la mer.

La crainte de la contagion

Cette organisation, cette sollicitude officielles, contrastent avec ce qui se passe dans l'autre pays voisin du Nicaragua, le Honduras. Une équipe de médecins autrichiens envoyés personnellement par le chancelier Bruno Kreisky, composée des docteurs Blecha, Vogt et Weber, nous a fait une relation minutieuse de sa visite à Choluteca, à une trentaine de kilomètres de la frontière et à 130 kilomètres de Tegucigalpa, la capitale hondurienne. Un millier de personnes sont parquées dans des conditions plus que sommaires au camp de La Luna. Les tentes sont dressées dans un lieu légèrement en pente que les pluies fréquentes dans cette zone transforment en « piscine ». Dans cette région très chaude (un proverbe local dit : *« Lorsque le diable veut changer d'air, il prend ses vacances à Choluteca »*), les tentes sont de couleur sombre. Il est impossible de s'y tenir pendant la journée. La nourriture est insuffisante. En particulier, les enfants manquent de lait. L'état de santé des réfugiés, déjà médiocre lors de leur arrivée, s'est dégradé faute de prévention et de soins. Des cas de malaria, de bronchites, de diarrhées, de conjonctivites, sont apparus.

Huit mille réfugiés (autant qu'au Costa-Rica) ont été recensés par les autorités honduriennes. A Choluteca même, plusieurs centaines de personnes ont été recueillies dans des maisons particulières. Des familles honduriennes ont spontanément accepté de se serrer pour faire de la place à de plus misérables qu'elles. Dans un faubourg de la même ville, La Colmena, un centre de formation catholique a recueilli les cent à cent cinquante habitants du village nicaraguayen de Chicandea qui, curé en tête, avaient fuit les bombardements. A El Triunfo, une localité hondurienne de mille cinq cents habitants, il y avait mille six cent quatorze réfugiés au milieu d'octobre. D'autres camps sont installés à San-Marcos-de-Colon et Danli (environ sept cents personnes dans chaque), à Guapinol et près de Tegucigalpa (environ quatre cents personnes dans chaque camp). Beaucoup de Nicaraguayens ont enfin trouvé refuge chez des particuliers dans et près de Tegucigalpa.

Mention spéciale doit être faite d'un certain nombre de Nicaraguayens, tous des jeunes gens, qui avaient participé à l'insurrection et qui se sont rendus aux autorités militaires du Honduras. Ils étaient cent huit dont six femmes vers le 20 octobre. Les pouvoirs publics de Tegucigalpa ont confirmé aux trois médecins autrichiens qu'ils étaient disposés à permettre le départ vers Panama de quatre-vingt-seize d'entre eux. Cette discrimination suscite évidemment une certaine inquiétude.

Les autorités du Honduras (un des pays les plus pauvres de la planète) ont décidé, à l'inverse de leurs homologues costa-ricaines, de ne pas autoriser les réfugiés à travailler et de limiter à un trimestre, éventuellement renouvelable, leur permis de séjour. L'équipe militaire qui a récemment pris le pouvoir à Tegucigalpa, elle-même préoccupée par le grave mécontentement populaire dans son pays, ne peut évidemment que craindre la contagion du mouvement révolutionnaire du Nicaragua. Elle n'est donc pas tentée de faire quoi que ce soit pour faciliter un séjour indéfini au Honduras d'un grand nombre d'exilés du pays voisin.

JEAN-PIERRE CLERC.

Nicaragua en ruine

II. — Le drapeau de Cesar Sandino

Une grave crise politique paralyse depuis près d'un an le Nicaragua. Après plus de quarante ans de domination sur le pays, le clan Somoza est, désormais, honni par la majorité de la population. Cette situation aggrave les difficultés économiques chroniques d'un pays qui vit encore sous le coup de l'insurrection de septembre et de la terrible répression qui l'a suivie (« le Monde » du 23 novembre).

Managua. — Les événements sont allés si vite, cette dernière année, dans leur pays que les Nicaraguayens ont parfois de la peine à les reconstituer. En revanche, ils ne se sont jamais autant intéressés à l'histoire, lointaine et plus proche, du pays — comme il arrive à l'approche d'étapes décisives.

Toutes les chronologies concordent sur un point : c'est au 23 décembre 1972, jour du tremblement de terre de Managua qu'il faut remonter pour découvrir les prémices de la crise. Plus qu'ailleurs, peut-être, en Amérique latine, les séismes ne sont pas seulement des catastrophes naturelles. Ils sont aussi des accélérateurs de crise sociale, parce qu'ils permettent souvent aux plus riches de s'enrichir encore à l'occasion de la reconstruction.

Anastasio Somoza a profité de la catastrophe pour se faire nommer à la tête d'un comité national de reconstruction — marchepied vers un nouveau mandat présidentiel. En 1974, il avait également créé une banque, la Centro America, par laquelle devaient transiter tous les fonds de la reconstruction : la bagatelle de 1 milliard de francs ! Le chef de l'Etat a eu à ce sujet un très joli mot, bien dans son mode cynique : le tremblement de terre a représenté, disait-il, « *une révolution des possibilités* ». Des siennes en tout cas ! Les Somoza et leur clan allié, les Sacaza, étaient riches après des décennies de pouvoir ; ils allaient devenir fabuleusement riches. A eux les *haciendas* d'élevage, les *fincas* de café, les plantations de coton, de canne à sucre et de tabac ; à eux les usines, les cimenteries, les entreprises textiles ; à eux les banques, les compagnies d'assurances ; à eux la société nationale aérienne... Et aux autres, les restes. De beaux restes parfois ; des restes néanmoins. Cela les riches et orgueilleuses familles traditionnelles ne pouvaient l'admettre ; et, de fait — non plus que la jeune et dynamique bourgeoisie *émergente* — elles ne le lui ont pas pardonné...

Ceux qui auraient pu demeurer, ou devenir, les plus solides alliés du général Somoza ont commencé de se tourner contre lui. Est-ce un épisode de cette lutte — parfois considérée comme une des clés de l'évolution politique en Amérique latine et dans le tiers-monde — d'une « bourgeoisie nationale » contre une bourgeoisie liée aux intérêts multinationaux ? Les liens anciens du clan Somoza avec les Etats-Unis, les intérêts qu'ils y possèdent, pourraient plaider en ce sens. Mais lorsqu'on voit, par exemple, que l'un des adversaires décidés de l'actuel chef de l'Etat est M. Adolfo Calero, patron de la filiale Coca Cola au Nicaragua une certaine prudence est de mise...

Deuxième étape unanimement considérée comme importante : le 27 décembre 1974, un commando de guérilleros fait irruption, à Managua, dans la villa d'un haut dignitaire somoziste, et au beau milieu d'une brillante réception, prend en otages plusieurs dizaines de personnes du Tout-Managua. Le Front sandiniste de libération nationale, qui gagne ce jour-là une notoriété internationale, obtient la libération d'une douzaine de prisonniers politiques et un sauf-conduit pour eux et les auteurs du coup de main.

Le F.S.L.N. était né trois lustres auparavant, de la rencontre de plusieurs petits groupes de jeunes gens idéalistes, souvent de bonnes familles, qui, dans la foulée de la victoire castriste à Cuba, s'étaient — qui au Costa-Rica, qui au Honduras — retrouvés d'accord sur la nécessité de faire quelque chose pour libérer leur pays de l'oppression et de la dépendance. La plupart sont marxistes. Mais on ne peut sous-estimer l'influence, parmi eux, de jeunes chrétiens radicalisés, qui vont donner le meilleur d'eux-mêmes, un peu

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE CLERC

plus tard, dans les communautés de base nées après Vatican II.

Plusieurs années durant, le F.S.L.N., dont les dirigeants avaient reçu un entraînement à La Havane, mais dont la force militaire était quasi nulle, n'eut qu'une existence marginale. Cela lui évita, sans doute, de connaître le sort funeste des autres mouvements de guérilla en Amérique latine. Toujours est-il que c'est en 1967 — année de la mort de « Che » Guevara en Bolivie — que le Front commença à s'organiser sérieusement dans les montagnes du Nord, en vue de renverser, un jour, Anastasio Somoza, troisième du clan, devenu président pour la première fois quelques mois plus tôt. Ce redémarrage tardif du Front n'est pas sa seule originalité. Son véritable trait de génie fut d'avoir relevé l'ample drapeau de Cesar Augusto Sandino (voir notre encadré).

Trois tendances

La réaction de « Tachito » à la prise d'otages de Managua, le 27 décembre 1974, fut immédiate : imposition de l'état de siège et de la censure.

La violence de la répression contre les paysans, et divers revers militaires, amènent le Front à s'interroger sur ses méthodes. En 1975, une scission se produit : sans renier, bien entendu, la fabuleuse bannière sandiniste, une « Tendance prolétarienne », favorable à l'organisation d'un parti ouvrier, et hostile à la poursuite de la lutte armée, se détache du noyau initial du F.S.L.N. En 1976, Carlos Fonseca Amador, brillante personnalité, leader du Front, est tué dans un affrontement avec la garde. C'est un rude coup pour le noyau des fondateurs, toujours favorable à la « *guerre populaire prolongée* » (dénommée de ce fait, G.P.P.).

L'échec militaire des « foyers » ruraux face à la garde nationale, et le renforcement concomitant, dans le pays, d'une forte opposition bourgeoise au somozisme vont combiner leurs effets pour précipiter une nouvelle scission. Elle donnera naissance, en 1977, à un troisième *(tercero)* rameau sandiniste. Les *Terceristas* représentent certainement, aujourd'hui, le mouvement politique latino-américain le plus passionnément observé par toute la gauche d'un sous-continent éperdument en quête de « voies » nouvelles pour se « libérer » des

oligarchies nationales et du puissant voisin américain.

Les *Tercenstas* se veulent, avant tout, pragmatiques. Dans une région harassée d'idéologie, ils apportent un ton nouveau. Et efficace, si l'on en juge par leur « percée » foudroyante dans de larges couches de la population nicaraguayenne. Plus de références aux prophètes du mouvement communiste ! Au lieu de cela, des termes intelligibles pour tous. En substance : « *Somoza, qui opprime le pays depuis quarante ans avec l'appui d'intérêts nord-américains, peut être renversé par l'alliance de tous les citoyens épris de liberté et de justice.* » Premier point du programme, donc : former un ample front national contre la dictature. Et la suite ? Des élections libres en décideront. Le terme de « *révolution* » est banni du vocabulaire : celui de « *socialisme* » est utilisé avec prudence. On n'adjoint pas d'adjectif (« *bourgeoise* » par exemple) à l'expression « *démocratie* ».

En foi de quoi, on sent parfois, à gauche, percer une inquiétude : les *Tercenstas* ne seraient-ils pas le faux nez, à tout le moins les al[illegible] « objectifs » de l'entreprenante social-démocratie internationale et de ses alliés américains ? On allègue les appuis quasi officiels dont le mouvement dispose dans des pays comme le Venezuela ; la caution que leur a donnée le grand leader costaricain José Figueres ; les contacts avec certains secteurs progressistes modérés européens et des libéraux américains, et, en contrepartie, l'extrême prudence à leur encontre de Cuba.

Sous une phraséologie parfois v[illegible]mente, leur programme, pub[illegible] en 1978 sous la signature de leurs trois dirigeants nationaux, MM. Daniel et Humberto Ortega Saavedra et Victor Tirado Lopez, ne peut passer pour révolutionnaire que dans un pays aux structures aussi archaïques que le Nicaragua : réforme agraire ; amélioration des conditions de vie des travailleurs ruraux et urbains, des secteurs privé et public ; amélioration des transports, de la distribution d'eau et d'électricité, du logement, de la santé, de l'éducation ; défense des ressources naturelles nationales ; lutte contre le « crime organisé » (trafics, prostitution, jeux...) et la délinquance juvénile ; établissement des libertés syndicales et politiques ; abolition de la torture ; mesures en faveur de l'égalité de la femme, etc.

Alors, des sociaux-démocrates ? Mais d'une rare sorte ! Qui ont décidé d'empoigner les armes pour hâter la chute d'un régime honni, et qui ne tient plus lui-même que par la force des armes... Car c'est un autre point central de la « doctrine » des *Terceristas* : ils estiment que les dirigeants du Front sandiniste ont jusqu'alors sous-estimé les virtualités « insurrectionnelles » de la situation — virtualités qui tiennent à l'ampleur même de l'opposition au général Somoza, qui va des classes populaires (urbaines en tout cas) à la majeure partie de la bourgeoisie d'affaires. Les *Tercenstas*, qui préfèrent quant à eux se dénommer « insurrectionnels », entendent hâter le mûrissement de la situation par des actions spectaculaires qui enhardiront la population a se soulever en bloc contre le tyran.

Alors, se demandent à l'inverse les conservateurs, les *Terceristas* auraient-ils, par réalisme, décidé d'avancer masqués ? Leur discours, remarquent certains, ressemble étonnamment à celui de Fidel Castro des années 50. Et « *voyez la suite !* ».

Dessein génial ? Ou résurrection de l'« impatience gauchiste petite-bourgeoise » ? Opportunisme ? Ou clairvoyance géopolitique ? *(« Il est absurde de répéter « Cuba, Cuba », nous explique un porte-parole des Terceristas. Cuba ne peut pas aider le peuple nicaraguayen, compte tenu de notre situation stratégique, par rapport aux Etats-Unis, en Amérique centrale. Il n'y aura pas de gouvernement socialiste chez nous du jour au lendemain. Chaque processus a son contexte national. »)*

La scission *tercerista* intervient durant l'été 1977. Quelques semaines plus tard, des sympathisants de cette tendance attaquent deux casernes, à San-Carlos et Masaya. En même temps, le 18 octobre, douze personnalités diffusent, de San-José-de-Costa-Rica, une déclaration retentissante. Elles affirment en substance que les sandinistes ne sont pas des terroristes, mais des jeunes gens idéalistes qui ont pris les armes comme dernier recours pour changer un système qui opprime le peuple. Elles appellent les Nicaraguayens — et singulièrement ceux des militaires qui seraient lassés du somozisme — à les appuyer et à s'unir, si nécessaire dans le sacrifice, pour que leurs enfants ne connaissent pas, à leur tour, la tyrannie.

Les « Douze » se présentent eux-mêmes comme des « *hommes neufs en politique, n'ayant jamais collaboré avec le somozisme* ». Il y a parmi eux deux gros industriels (1), deux ecclésiastiques (dont le jésuite Fernando Cardenal, frère du poète Ernesto Cardenal, lui-même prêtre et sandiniste), trois avocats (dont le leader du groupe, M. Sergio Ramirez, auteur d'un livre sur la pensée de Sandino), un universitaire, un haut fonctionnaire international, trois *professionales* (architecte, ingénieur agronome, odontologue). Des personnalités respectables, donc, dont la prise de position solennelle a un impact considérable dans de larges secteurs d'opinion. Sont-ils eux-mêmes sandinistes ? Plus subtilement, on dit d'eux qu'ils « *expriment généralement l'opinion du Front* » — et plus précisément des *Tercenstas*...

Bien que ce genre d'affirmation soit bien difficile à vérifier, il est admis que les *Terceristas* constituent la tendance la plus forte du Front sandiniste, au moins politiquement. Militairement, ils dominent au sud, tandis que la G.P.P. l'emporte au nord du pays. Ce sont eux qui ont conduit l'attaque du palais national le 22 août. Mais la G.P.P. paraît avoir eu un rôle plus actif dans l'insurrection de septembre.

(1) L'un d'eux a, depuis lors, quitté le groupe.

Prochain article :

UN SIÈCLE ET DEMI DE RELATIONS INÉGALES

Le Nicaragua en ruine

III. — Un siècle et demi de relations inégales

L'opposition au « somozisme » est aujourd'hui largement incarnée, dans la conscience populaire, par le sandinisme, mouvement de guérilla qui a conduit l'insurrection de septembre, écrasée par les avions et par les tanks de la garde nationale (« le Monde » du 23 et du 24 novembre).

Managua. — Tout comme le Chilien Augusto Pinochet, le général Anastasio Somoza, qui dirige de fait le Nicaragua depuis vingt-deux ans, est un produit assez symbolique de la politique ordinaire de Washington envers l'Amérique latine. Son père avait été installé officiellement le 1er janvier 1934, comme commandant en chef d'un corps militaire créé à la suite du débarquement des « marines » de 1926 : cette garde nationale dont le premier patron avait été... le colonel américain Beadle.

Bien que l'histoire récente du pays ne soit pas complètement défrichée, on est presque assuré que ce ne sont pas des considérations subtiles qui ont présidé à la désignation de « Tacho ». De 1912 à 1933, avec une interruption de quelques mois seulement, en 1924-1925, des troupes américaines ont occupé le Nicaragua. Par-delà les habillages diplomatiques (humanitaires, économiques, stratégiques), l'objectif des interventions successives de Washington est le même : imposer à Managua un président « ami » des Etats-Unis. Tant en 1912 qu'en 1925, l'heureux... élu fut Adolfo Diaz. A n'en pas douter, son étiquette de « conservateur » n'était pas le principal titre qu'il eut à faire valoir : ancien expert-comptable d'une compagnie de navigation américaine filiale de la United Fruit ; homme de confiance du consul des Etats-Unis à Bluefields, principale ville de la côte atlantique, voilà qui comptait bien davantage.

Lorsque le libéral Juan Bautista Sacasa, qui avait donné des gages, finit par être accepté comme président par Washington, on chercha à qui confier la direction de la garde nationale. On songea au mari de la nièce du chef de l'Etat : Anastasio Somoza. Il n'était que sous-officier. Mais il avait fait quelques études aux Etats-Unis, et même obtenu un diplôme d'expert-comptable — lui aussi, — à Philadelphie. Il connaissait donc bien l'anglais, et même le *slang* (argot). Ainsi cet homme jovial pouvait-il aisément plaisanter avec les officiers des troupes étrangères. Et surtout il proclamait *« en public et en privé son amitié pour les Etats-Unis »*, comme l'a reconnu Eisenhower après la mort du dictateur, en 1956 (1).

Une sorte de proconsul

Le président Roosevelt, qui avait mis fin au protectorat direct sur le Nicaragua, devait reconnaître, en 1939, avec une dureté de langage qui ne lui était pas coutumière : *« Somoza est peut-être un fils de p..., mais c'est notre fils de p... ! »* « Tacho » exprima sa reconnaissance aux Etats-Unis de maintes façons. Symboliquement il déclara la guerre au Japon, dès le 9 décembre 1941, et à l'Allemagne et à l'Italie deux jours plus tard. En 1954, il appuya le renversement du président progressiste guatémaltèque Arbenz.

Son fils aîné, Luis (qu'un Parlement sur mesure désigna pour lui succéder après son assassinat), obtint la nomination, comme ambassadeur de Washington à Managua, d'un ami de la famille, Thomas B. Whelan. De ce négociant en grains du Nord-Dakota, il disait : *« C'est un père pour moi. »* De fait, Whelan fut, dix années durant, une sorte de proconsul au Nicaragua.

En 1967, Anastasio, fils puîné de « Tacho », accède, à son tour, à la présidence à la faveur d'un soulèvement manqué de l'opposition. « Tachito » (le petit Anastasio) est diplômé de l'académie militaire de West-Point. Il a noué durant ses années d'études de nombreuses amitiés américaines, notamment avec M. John Murphy qui, comme représentant démocrate de l'Etat de New-York, deviendra un des piliers du « lobby pro-Somoza » à Washington. Il est également lié au mystérieux Howard Hugues, qui résida à Managua jusqu'au séisme de 1972. Membre de nombreux clubs, notamment militaires, aux Etats-Unis, marié à une Américaine de Miami, « Tachito », commandant en chef de la garde nationale depuis 1956, a facilité la préparation de l'invasion de la baie des Cochons contre Cuba en 1961. En toutes circonstances il a dénoncé le péril *« castro-communiste »* sur le continent américain. Selon une personnalité conservatrice de l'opposition *« Somoza est le dernier « marine » laissé par les Américains »*.

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE CLERC

Il a envoyé son fils Anastasio dans les meilleurs collèges américains. Diplômé de Havard, le *chiguin* (sale môme), comme l'appellent tous les Nicaraguayens, est, à vingt-six ans, commandant dans la garde nationale. Il y est directement responsable d'un corps d'élite qui a conduit la répression de l'insurrection de septembre. En attendant de succéder à papa.

Une armée prétorienne

Alors, papa s'étonne ! Non pas que, après quarante-cinq ans de bons et loyaux services rendus par le clan, les Etats-Unis lui fassent des ennuis. L'homme est bien assez subtil, assez cynique aussi, pour comprendre que, en politique, quand on a cessé de servir on est lâché. Mais voilà ! « Tachito » demeure convaincu qu'il reste aujourd'hui encore le meilleur soutien de Washington en Amérique centrale. Les soixante-dix-huit parlementaires américains qui ont lancé un appel en sa faveur l'été dernier l'ont bien compris. Le président Carter qui, lui, ne le comprend pas, brade les intérêts américains !

Pis ! C'est la politique des droits de l'homme du chef de l'Etat démocrate qui a stimulé une opposition anesthésiée depuis des années. Certes, la crise cardiaque, durant l'été 1977, d'Anastasio Somoza a accéléré les choses, laissant entrevoir à tous les « *politiciens ambitieux* » du pays la perspective d'un vide du pouvoir. Mais ce Pedro Joaquim Chamorro aurait-il pris une telle importance, en 1977, s'il n'avait eu l'oreille des jeunes libéraux de la nouvelle administration démocrate ?

Que le directeur de *la Prensa* ait été assassiné — comme l'enquête l'a rapidement « prouvé » — à l'instigation d'un exilé cubain, voilà qui n'a pas surpris Anastasio Somoza : discuter avec des communistes, ou même des chrétiens de gauche, comme l'avait entrepris son principal adversaire politique, cela ne peut que vous attirer des ennuis ! Ce que le général Somoza n'avait pas prévu, en revanche, c'est l'ampleur de la réactions des Nicaraguayens au crime du 10 janvier 1978.

Une grève générale est aussitôt déclenchée avec le soutien actif de l'Institut de développement (INDE), sorte de conseil national du patronat. Le pays est paralysé plus de deux semaines.

Malgré son échec, l'opposition s'est organisée. Pedro Joaquim Chamorro — transfuge d'un mouvement conservateur déconsidéré par ses compromissions avec Somoza — avait créé, vers le milieu des années 70, l'Union démocratique de libération, en rassemblant une demi-douzaine de petites formations allant du centre droit à la gauche. Un avocat de cinquante-cinq ans, M. Raphael Cordoba Rivas, succède à la tête de l'UDEL à son fondateur assassiné. De son côté, M. Alfonso Robelo, qui, comme président du patronat, avait été l'un des principaux organisateurs de la grève, fonde un Mouvement démocratique nicaraguayen. Pour ce brillant technocrate âgé de trente-sept ans, bien en cour à Washington, le M.D.N., expression politique du secteur privé, n'en doit pas moins, nous dit-il, être considéré comme un « *parti social démocrate* ».

L'UDEL, le M.D.N., une dizaine de petites formations politiques, allant de l'extrême droite aux communistes, et les trois centrales syndicales du pays (2) se regroupent en un Front élargi d'opposition (*Frente amplio opositor*, ou FAO). Au début de l'été dernier, le général Somoza, qui, sous la pression populaire et celle des Etats-Unis, a dû lâcher beaucoup de lest (reconnaissance des partis, levée de l'état de siège et de la censure, libération de prisonniers politiques), doit laisser entrer au Nicaragua les représentants du groupe des Douze. Accueillis triomphalement à l'aéroport de Managua, le 5 juillet, reçus en héros dans les principales villes du pays, les Douze décident de rejoindre le Front d'opposition. L'anti-somozisme va, désormais, de l'extrême droite au porte-parole autorisé des sandinistes *terceristas* : à peu près tout le pays !

L'opposition annonce donc une deuxième grève générale. Quelques heures avant son déclenchement, le 22 août, un commando sandiniste, dirigé par M. Eden Pastora, le célèbre « commandant zéro », le plus important responsable militaire des *terceristas*, investit, en plein cœur de Managua, le Palais national, siège du Congrès et de plusieurs ministères. Pour libérer les centaines de personnes qu'il retient en otages, il demande l'élargissement de plusieurs dizaines de prisonniers politiques. Contre l'avis des éléments durs de sa garde nationale, le général Somoza, la mort dans l'âme, doit céder. Le commando et les anciens détenus sont accueillis en héros à Panama.

Quarante-huit heures plus tard, la grève générale éclate dans le pays. Le 9 septembre, c'est l'insurrection. A Leon, Masaya, Chinandega et Esteli, quatre des plus grandes villes du pays, les rebelles sont maîtres de la situation. Pendant soixante-douze heures, le destin du pays est en balance : deux cent cinquante guérilleros, selon les estimations le plus souvent retenues, vont-ils faire basculer le Nicaragua ? La population s'enflamme, les adolescents font le coup de feu aux côtés des sandinistes (3).

Deux « pôles »

Deux éléments permettent aux somozistes de redresser la situation. Tout d'abord, le chef de l'Etat ne s'affole pas. Cet autocrate des armes, d'une cruauté froide, dénué de tout sens moral », selon l'expression d'un confrère costaricain, confie à son fils le soin de rétablir l'ordre. Celui-ci, selon sa délicate expression, a « mis » aux insurgés « *une crédieu de putain de sauce !* »

En outre, les rebelles commettent des fautes. Matagalpa s'était soulevée avant les autres villes, le 29 août. A Managua, le 9 septembre, l'insurrection demeure très limitée. Un commando de guérilleros ne réussit pas à passer du Costa-Rica au Nicaragua.

La garde nationale reprend donc les villes les unes après les autres.

Au plus fort des combats, le Front d'opposition, soucieux d'arrêter le massacre des civils, lance un appel à une « médiation » internationale. Le président vénézuélien, Carlos Andres Perez, a déjà tenté d'en appeler à l'Organisation des Etats américains. Désespérant d'en obtenir quelque chose, il décide, à tout le moins, d'offrir un appui aérien au Costa-Rica, dont le territoire a été bombardé par l'aviation nicaraguayenne. Le Panama en fait autant. Washington reprend alors l'idée de la « médiation » que le général Somoza — qui a pratiquement achevé sa reconquête du pays — finit par accepter.

L'ampleur du soulèvement a montré que la population vomissait littéralement le dictateur. La violence de la répression a coupé les derniers ponts : l'idée même d'un dialogue est impossible. A défaut de tenter de s'interposer entre les combattants, les médiateurs devront au moins servir de « relais de communication » entre les deux « pôles » du pays : Somoza, retranché dans son bunker, entouré de sa seule garde nationale, ne commandant plus qu'au noyau de ses partisans, mais toujours décidé à aller jusqu'au terme de son mandat en 1981 ; et le Front d'opposition, où les tiraillements sont importants, mais au moins d'accord sur la nécessité d'une démission immédiate du dictateur.

Washington n'a montré aucun enthousiasme à mettre ostensiblement le doigt dans un engrenage aussi délicat. Mais que faire ? Laisser la situation en l'état, c'était risquer de voir croître vertigineusement l'influence du Front sandiniste — le seul adversaire armé de Somoza. On savait, à Washington, que le F.S.L.N. n'avait pratiquement pas eu de pertes en septembre ; qu'il avait vu, depuis lors, au moins tripler les effectifs de ses combattants ; que son armement s'est amélioré ; et que son audience internationale a nettement augmenté — jusqu'à lui valoir des ménagements de la part de gouvernements pour lesquels il est le diable.

Et d'ailleurs, au Nicaragua, les Etats-Unis étaient en terrain

PLAN DES CULTURES DE LA FINCA SONADOR

L'article qui suit est écrit par Ernst Götsch qui s'occupe de la formation technique des réfugiés de la finca en même temps qu'il met sur pied un Institut de Recherche d'Agronomie Tropicale. Pour ce faire, il dispose sur la finca d'un terrain expérimental.
Nous publions ici la présentation de son plan qui sera exposé dans le prochain numéro de notre journal.

Jusqu'à présent, dans les régions tropicales, l'agriculture a été pratiquée par l'homme de façon extensive et dilapidatrice.
Déjà, les indigènes de la forêt tropicale pluviale exploitaient la forêt par le feu : pour cultiver le manioc, le maïs et les haricots, ils abattaient une partie de la jungle et l'incendiaient. Ils cultivaient ces terrains, la plupart du temps plats, pendant deux ou trois ans, jusqu'à ce que les substances nutritives du sol soient épuisées ou que la jungle ait reconquis le terrain.
Ce sytème a fonctionné pendant des millénaires sans perturber l'équilibre naturel :
- il s'agissait de petites surfaces au milieu de la forêt vierge, et l'humus était emporté par le vent ou les ruissellements dans la forêt, et non pas transporté par les cours d'eau dans les lacs ou la mer, comme c'est aujourd'hui le cas, car la jungle a été détruite sur des milliers de km2,
- la densité de la population étant très faible, une terre n'était remise en culture que cinquante ou cent ans plus tard et l'humus était reconstitué,
- les agriculteurs travaillaient à la houe ; leurs méthodes de culture (cultures combinées) permettaient d'obtenir de très hauts rendements sur de petites surfaces.

A l'arrivée des européens, et surtout après l'introduction des techniques modernes au cours des cinquante dernières années (mécanisation, monoculture) la situation changea brusquement.
Les entreprises agricoles modernes ont réquisitionné toutes les terres planes, détruit la forêt vierge, cultivé sur les terrains les plus fertiles du soja, du riz, et du maïs. Elles ont utilisé comme pâturages pour l'élevage intensif les terrains vallonnés et rocailleux, et les régions aux sols soi-disant pauvres (notre Finca appartient à cette dernière catégorie). Ces procédés abusifs ont fortement érodé et appauvri ces terres.
En même temps, les petits paysans ont été repoussés vers des régions moins favorables, très pluvieuses, ou sur les fortes pentes des collines et des montagnes. Ils ont continué là l'exploitation de la forêt par le feu ; puis, la population augmentant, les terres ont été brûlées de plus en plus fréquemment et les rendements ont diminué : la terre ne pouvait plus renouveller ses réserves.

Aujourd'hui, le nombre des petits paysans est si élevé que, presque partout, ils ont été forcés de se sédentariser. Leur méthode de culture est mal adaptée aux données agraires et climatiques: fortes érosions, acidification et appauvrissement des sols en sont les conséquences.
Ainsi, pour des raisons différentes, les petits paysans, autant que les grandes entreprises agricoles, contribuent à la destruction de la partie du globe jadis la plus fertile : la forêt tropicale pluviale. Aujourd'hui, cela signifie aussi trop souvent malnutrition et famine. La seule alternative pour sortir de ce dilemme est une réorientation fondamentale des méthodes de culture tropicale.
Dans l'avenir, nous travaillerons essentiellement avec des plantes non-annuelles : arbres, arbustes, plantes à feuilles larges (par exemple les bananiers), combinés comme dans la forêt :
- en baldaquin, de grands arbres et des palmiers dont certains produisent des noix (40 à 60 mètres de haut),
- à moyenne hauteur, des arbres fruitiers et des noyers (10 à 30 mètres de haut),
- comme plantes basses, des arbres à feuilles larges, des arbustes et des herbes (0 à 10 mètres de haut).
Des lianes, en abondance, relieront le tout.
Les arbres trouvent dans les couches profondes de la terre les substances minérales nécessaires qui retombent au sol sous forme de feuilles et de branches. Là, par la décomposition naturelle de ces immenses quantités de substances organiques, sont produites en surabondance toutes les composantes nutritives des plantes, aussi bien les vitamines que les enzymes et les ferments, (ces derniers jouent pour les plantes un rôle aussi important que pour les animaux ou l'homme). Celles-ci sont absorbées par un réseau dense de racines nourricières liées à de nombreuses bactéries, certaines collectrices d'azote, et à des champignons. C'est là le secret de l'immense fertilité, de la luxuriance et de la santé de ces forêts vierges tropicales. Si nous en connaissons les lois et si nous les respectons pour le choix de nos méthodes de culture, pour celui des plantes et de leur disposition, nous aurons un jour la même luxuriance, la même productivité et la même santé dans nos plantations.
Nous n'aurons plus de problèmes de sol acide, d'azote, de phosphore, de potassium, de calcium, ni d'éléments de trace. Dans ces plantations, aucune maladie.
Il n'y aura ni érosion, ni sécheresse, ni inondation, ni temps trop froid ou trop chaud, tous ces phénomènes dont souffre en permanence notre agriculture. Jamais une telle luxuriance et une telle fertilité ne pourront être atteintes par les méthodes d'agriculture actuelle basée sur la monoculture de plantes pour la plupart annuelles, quelles que soient les quantités d'engrais minéraux dont on les nourrit de force et quelle que soit la quantité de produits phytosanitaires (produits chimiques fortement toxiques) qui servent à cacher les symptômes des maladies de ces cultures maltraitées.

Plan de cultures de la Finca Sonador

de Ernst Götsch

Nous publions ici la suite du plan de cultures le la Finca Sonador. Nous rappelons que ce plan a été fait par Ernst Goetsch dans le cadre le l'Institut de Recherche en Agronomie Tropicale qu'il a créé à la Finca Sonador. Quatre autres scientifiques costaricains et étrangers se sont proposés pour faire partie de l'Institut. En France, le Professeur Genevois l'un des spécialistes mondiaux de la Chimie les Sols et expert en Agronomie Tropicale, est également en liaison avec ce nouveau centre de Recherche Appliquée, et de Belgique, le Professeur Duvigneaud, biologiste, spécialiste en écologie à l'Université Libre de Bruxelles, s'emploie à en faire connaitre les travaux.

Plan de cultures de la Finca Sonador

D'un premier bilan de la méthode d'utilisation les sols en vigueur jusqu'à présent, il ressort que la productivité est restée faible et diminue constamment en raison de la très forte érosion. De plus, les animaux présentent des carences et sont parasités. Le rendement d'un tel élevage de type extensif ne suffit qu'à la subsistance de 3 à 5 familles.
Notre but maintenant est de créer sur ces terrains des moyens d'existence pour un maximum de familles.
Ce ne sera possible que si les méthodes d'exploitation sont mieux adaptées aux données des sols et du climat qu'elles ne l'étaient jusqu'à présent.
Il me semble que sur la finca, les arbres et les arbustes aux racines profondes sont mieux adaptés que l'herbe. Les parties non forestières de la finca seront donc plantées de toutes sortes d'arbres. Nous commencerons par les endroits les plus accessibles et les plus fertiles qui sont maintenant couverts d'herbe, de buissons et d'épines. Fin mars, début avril, au commencement de la saison des pluies, nous planterons beaucoup de fruitiers tropicaux: des anonacés, des manguiers, des myrtaceaen, des caimitos et des avocats mélangés à de grands arbres pour l'ombre – à croissance plus ou moins rapide, bananiers, palmiers et lianes. Les broussailles seront hachées et étalées au pied des jeunes arbres et arbustes. Entre les rangées d'arbres nouvellement plantés nous sèmerons des haricots associés au maïs, au manioc ou au nampi. Les haricots et le maïs seront récoltés dans trois ou quatre mois, le nampi et le manioc d'ici un an et demi. Ces plantations intercalées amortissent une partie des investissements, empêchent un développement trop grand des mauvaises herbes, recouvrent le sol et le protègent ainsi de l'érosion. De plus, les déchets des plantes récoltées servent également à la protection des jeunes arbres et arbustes. Plus tard, en grandissant, les arbres assureront eux-mêmes la couverture du sol. Dans une année, nous récolterons les fruits des bananiers, des grenadiers et d'autres fruitiers à production rapide. Dans trois ans, les fruitiers comme le pitango, les palmiers à croissance rapide comme le pejivalle donneront leur première récolte. D'ici 5 ou 6 ans, on peut espérer une récolte conséquente de la plus grande partie des fruitiers.
Le maïs, le manioc et le nampi pourront être remplacés par le name, plante grimpante dont la racine comestible a un peu le goût de la pomme de terre; c'est à l'ombre des grands arbres que le name pousse le mieux. Nous cultiverons les plantes sarclées, comme le maïs, les haricots, le nampi et le manioc pendant les périodes de reboisement et toujours au cours de la première année de plantation des jeunes arbres. Ensuite, nous pourrons les abandonner. Nous garderons seulement une variété de haricots qui grimpent sur les arbustes jusqu'à trois ou quatre mètres de hauteur.

Elevage

Nous ne garderons que la quantité d'animaux nécessaires à l'autosubsistance. L'élevage passera le plus rapidement possible du mode extensif en vigueur ici, à un mode intensif (clôtures). Comme fourrage, on leur donnera des arbrisseaux et des feuilles de bananes, des pichaguas, des platamillas ainsi que des feuilles et branchages d'arbres à croissance rapide. Ce système présente plusieurs avantages:
– Ces plantes ont un quotient d'assimilation plus élevé que l'herbe.
– grâce à leurs racines plus profondes, elles sont plus riches en substances minérales, ce qui se remarquera par la santé des bêtes.
– ces aliments n'étant pas en contact avec les excréments animaux, il y aura moins de problèmes avec les vers et parasites divers.
– la moitié du fumier pourra être utilisée pour la culture de concombres, de melons, de courges ainsi que de noyers tropicaux; l'autre moitié sera réservée à la fumure des arbres fourragers. De plus, l'élevage sera décentralisé; les animaux répartis dans les différents villages, les cultures fourragères à proximité des parcs. Ainsi les transports seront facilités et le danger de propagation de maladies animales réduit.

Elevage de poules

Il faudra également les parquer à l'air libre. Nous pourrons les nourrir de déchets de cuisine, de graines, de fruits et de cucurbitacées, de résidus de maïs et de haricots ainsi que de fruits et de noix de mauvaise qualité, et de déchets d'abattage.
Leur fumier sera utilisé comme engrais de première qualité.
Dans cette région, on laisse généralement les poules en liberté, ce qui fait que l'on perd beaucoup d'oeufs. Par contre, on voit de temps en temps une poule revenir de sa cachette avec quelques petits. De plus, elles mangent toute la verdure autour des maisons en picorant les semences, les graines en germination et les jeunes plantes.

Pisciculture

Nous allons développer la pisciculture. Elle sera complémentaire à la production d'énergie. Deux rivières à débit moyen ainsi que deux ruisseaux traversent la Finca. Nous construirons, à divers endroits, des barrages pour produire de l'énergie. Dans les bassins de retenue, on pourra élever des poissons. Nous ne connaissons pas encore les différentes espèces de poissons tropicaux. C'est pourquoi nous appelons ceux qui connaissent ce sujet à nous envoyer des informations.

FAMILIAS NICARAGUENSES REFUGIADAS EN COSTA RICA!

En San Isidro de el General exite desde hace dos meses una COOPERATIVA AGRO-PECUARIA FORMADA POR REFUGIADOS NICARAGUENSES e iniciada por la Cooperativa Europea Longo mai.

Cada familia produce para su propio autoabastecimiento y trabaja con las demas familias en las actividades de la cooperativa: construccion de las casas, ganaderia, trabajo forestal...

La cooperativa procura los servicios necesarios como: Atencion médica, escuela para ninos y toda la asistencia inicial tanto técnica como material.

Cada martes estara presente en esta oficina una persona de la cooperativa para darles amplia informacion al respecto.

INFORMACIONES: Cooperativa Europea
Longo mai

Tel: 25-21-23
San José, Costa Rica

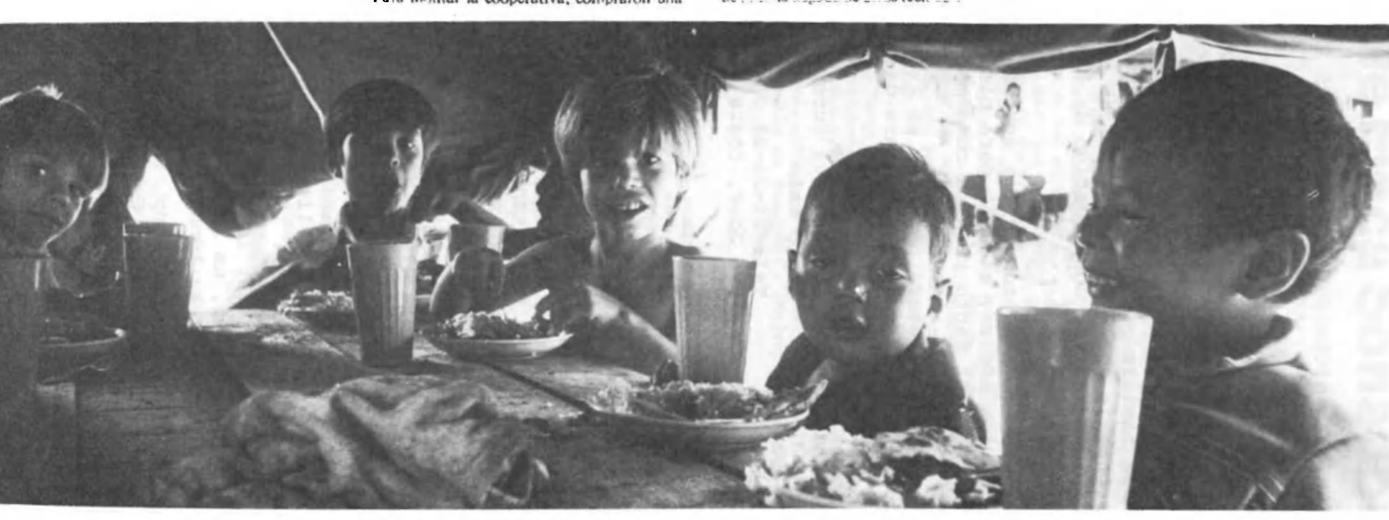
Refugiados nicaragüenses organizados en cooperativa

La constitución y funcionamiento de una cooperativa comunitaria, integrada principalmente por familias nicaragüenses que radican en Costa Rica, ha sido organizado por Longo Mai, un movimiento cooperativista de origen europeo.

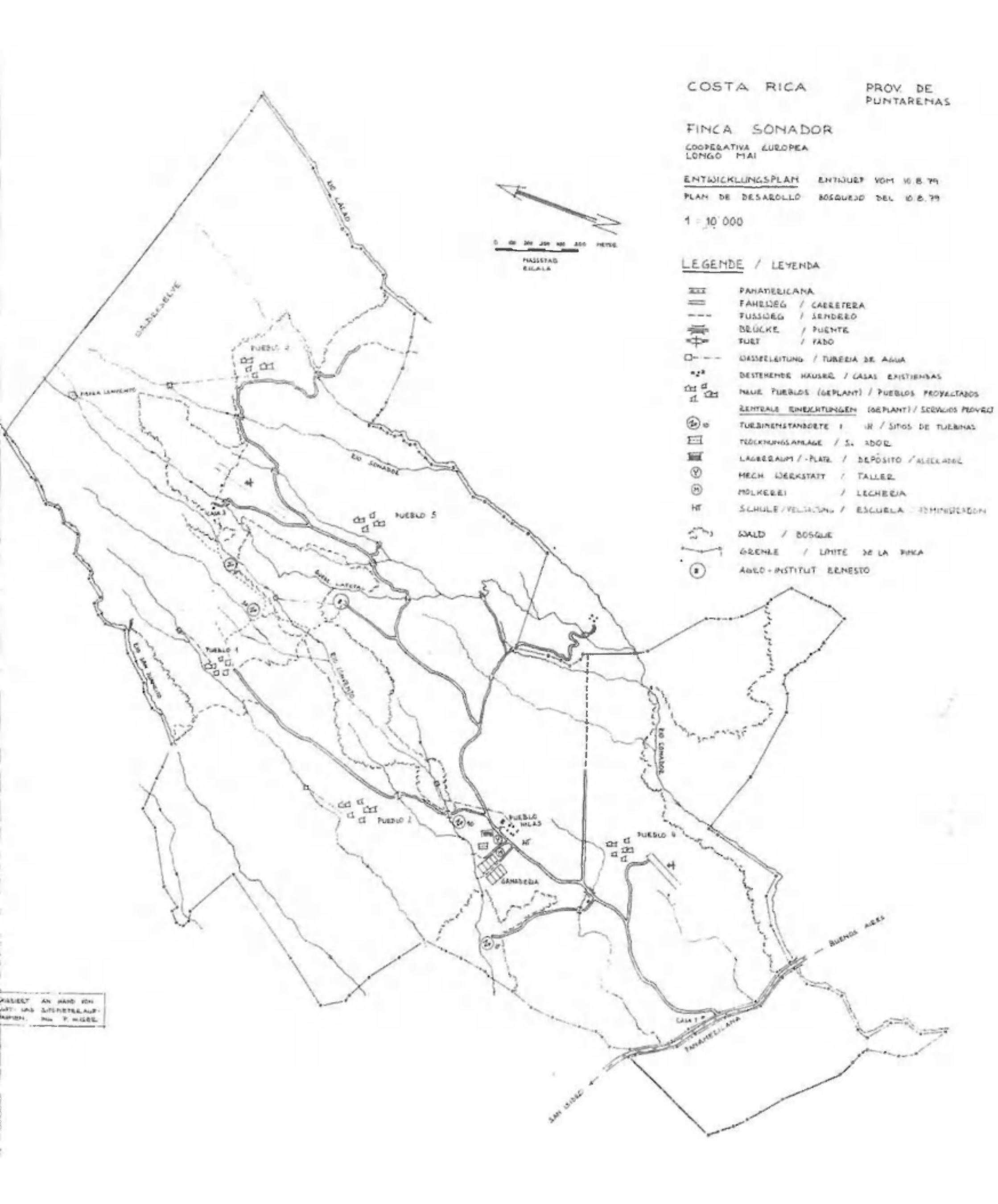
La institución vino a Costa Rica con motivo de la emergencia de Nicaragua y ha realizado varias actividades, entre ellas una colecta de fondos en Suiza y la visita de dos periodistas europeos para alertar a la opinión mundial sobre el problema.

Para montar la cooperativa, compraron una finca grande en las cercanías de San Isidro de El General, en la cual se encuentran, desde hace tres semanas, diez familias de refugiados que tienen a su cargo los primeros trabajos de construcción de viviendas y otras labores.

Se considera que en una fecha relativamente próxima se podrán recibir unas 30 familias, que podrán subsistir con el producto de la finca. En el desarrollo de la finca, informaron funcionarios de Longo Mai, se encuentra colaborando un técnico suizo especializado en agronomía y un norteamericano ingeniero civil. Se espera dentro de poco la llegada de otros técnicos.



Muchos de los niños que ahora permanecen en los campamentos de refugiados nicaragüenses pasarán a vivir en la finca que en San Isidro de El General ha adquirido Longo Mai, con


COSTA RICA
PROV. DE PUNTARENAS
FINCA SONADOR
COOPERATIVA EUROPEA
LONGO MAI
ENTWICKLUNGSPLAN ENTWURF VOM 10.8.79
PLAN DE DESAROLLO BOSQUEJO DEL 10.8.79
1 : 10 000
LEGENDE / LEYENDA
PANAMERICANA
FAHRWEG / CARRETERA
FUSSWEG / SENDERO
BRÜCKE / PUENTE
FURT / VADO
WASSERLEITUNG / TUBERIA DE AGUA
BESTEHENDE HÄUSER / CASAS EXISTIENDAS
NEUE PUEBLOS (GEPLANT) / PUEBLOS PROYECTADOS
TURBINENSTANDORTE
SITIOS DE TURBINAS
LAGERRAUM / -PLATZ / DEPÓSITO
MECH WERKSTATT / TALLER
MOLKEREI / LECHERIA
SCHULE
ESCUELA
WALD / BOSQUE
GRENZE / LIMITE DE LA FINCA
AGRO-INSTITUT ERNESTO
MASSSTAB
ESCALA
PUEBLO 2
PUEBLO 5
PUEBLO 1
PUEBLO 3
PUEBLO 4
CASA 3
CASA 1
RIO SONADOR
GANADERIA
PANAMERICANA
BUENOS AIRES
SAN ISIDRO

Annexe 17

Mardi 19/2/80 Rivas, Nicaragua C.A.

Camarades de Longo maï,

C'est pour nous un grand plaisir de vous saluer aujourd'hui alors que cela fait six mois que nous nous sommes intégrés au processus de reconstruction du Nicaragua, qui a tant besoin de l'apport de tous les hommes conscients du monde. Malgré cela, peu nombreux sont ceux qui agissent en réalité avec un objectif positif spécifique.

Durant ce temps, j'ai pu constater que le problème fondamental au niveau du peuple nicaraguayen est le même que celui que nous avons eu quand nous sommes allés en Europe. En arrivant là-bas, la réaction du groupe fut émotionnelle, à cause peut-être du fait d'avoir traversé l'atlantique et de se trouver sur un autre continent, mais au moment de prendre des responsabilités, différentes attitudes ont été adoptées; pour certains, c'était un voyage touristique; pour d'autres, une fête permanente; d'autres ont établi des amitiés à des fins personnelles, et seuls quelques-uns ont participé et expliqué dans des réunions et des conférences la réalité du peuple nicaraguayen et des réfugiés. A cause de ces comportements, nous avons eu des divisions internes entre nous, qui ont entraîné le retour au Costa Rica de 20 camarades. Ceux-là, une fois au Costa Rica, se sont voués à répandre des injures et des calomnies sur vous. Ils créèrent ainsi une image négative de Longo maï parmi les réfugiés du Costa Rica et je continue à penser que cela perturba la réalisation de votre assistance.

De ce fait, lorsque le projet Finca Sonador débuta, il existait déjà une influence négative se transmettant à travers des rumeurs, des versions et des histoires sans preuves; au lieu de rechercher une organisation et une unité, la mentalité des réfugiés dans leur majorité fut indifférente et égoïste, s'ajoutant à cela des problèmes de langues, de coutumes différentes et une psychose collective due à la tension des évènements au Nicaragua. C'est ainsi qu'à la Finca Sonador, il y eut à nouveau un phénomène de diffamation envers Longo maï et quelques nicaraguayens. Il y eut une distorsion des faits qui me semble être en relation avec les histoires des camarades qui sont revenus d'Europe parmi les premiers.

Après la chute de la dictature, nous sommes revenus au Nicaragua, et, comme je l'expliquais au début, les gens ont des comportements semblables à ceux qu'on a eu en Europe ou au Costa Rica. Peu ont adopté une nécessaire attitude responsable; certains ont des attitudes indifférentes; d'autres font de la politique en semant la confusion dans l'opinion publique. Cela arrive pour deux raisons: 1° Manque de conscience révolutionnaire, 2° Ignorance. C'est-à-dire que la majorité du peuple n'est pas consciente de la nécessité de réaliser, en tant qu'hommes, un changement intégral en faveur d'un futur immédiat différent, et en second lieu, ils ignorent que le bien-être obtenu doit être collectif et non individualiste. Moi, personnellement, je crois que ces

.../...

erreurs sont la source de la majorité des problèmes pour les groupes révolutionnaires du monde. Généralement ce sont des problèmes de forme et non de fond, car à la fin de chaque étape, on peut voir clairement jusqu'à quel point ont été atteints les objectifs stratégiques tracés initialement.

Je pense que le travail que Longo maï a commencé aurait eu une meilleure efficacité s'il y avait eu d'autres conditions, par exemple si le FSLN avait été uni; si les camarades qui sont retournés au Costa Rica avaient réellement compris la campagne en faveur du peuple nicaraguayen. A partir de cela, les réfugiés auraient profité de l'aide, et peut-être que maintenant on recevrait de l'aide du peuple européen.

Cependant nous avons eu l'occasion d'avoir une expérience de la vie en collectivité et cela nous permet maintenant de mieux résoudre les problèmes; mais nous manquons de potentiel économique, et des techniciens de l'Institut Nicaraguayen de la Réforme Agraire nous aident; mais nous avons des problèmes de matériel, d'alimentation, de transports, de santé, de machines, de vêtements, etc...

C'est comme cela qu'un travail aussi important que celui qu'avait commencé Longo maï a eu une influence plus négative que positive à cause de l'incompréhension. Car j'ai appris que le FSLN ou quelques-uns de ses dirigeants n'avaient pas eu connaissance de l'aide de Longo maï aux réfugiés, ce qui me surprend autant que les opinions de caractère hégémonique qu'ils ont exprimées face au projet Finca Sonador. Et peut-être qu'à long terme, il en résultera des doutes sur l'intention initiale de l'action Nicaragua. C'est pour cette raison que je vous demande des informations sur les projets futurs à la Finca Sonador, car elle représente un acquis pour le mouvement internationaliste de libération des peuples latino-américains et du monde, le peuple nicaraguayen étant celui qui maintenant a l'occasion de construire une société plus juste - où l'exploitation de l'homme par l'homme soit chose du passé - et basée précisément non pas sur une politique confuse mais sur des réalisations pratiques comme les recherches agricoles que réalise Ernst à la Finca Sonador.

En conclusion, je ne commais pas les opinions pour ou contre Longo maï en ce qui concerne l'action Nicaragua sur le plan international, mais il serait souhaitable de rester en contact surtout au moment où au Nicaragua on a besoin de la coopération, en plus de Longo maï, d'autres organismes, de coopératives, d'institutions intéressées à contribuer à forger une société plus consciente où l'on aide les peuples qui en ont besoin sur la base de la situation réelle et non de prestige politique.

Orestes M. Sandino C.

Annexe 18

Ejército de Salvación

FUNDADO EN 1865 POR WILLIAM BOOTH

Calle 3 — Avenida 18

Apartado 6227 — Teléfono 23-48-64

SAN JOSE, COSTA RICA

21 de Febrero de 1980.

Srita. Isabelle Bourboulon,
Basilea, SUIZA.

Apreciable Señorita:

Con toda atención la saludo a la vez que doy contestación a su -- carta de fecha 31 de Diciembre del año próximo pasado.

Ruégole primeramente disculparme por la tardanza en mi contesta-- ción, pero todo ha sido porque estuve fuera de Costa Rica durante -- todo el mes de Enero y por lo tanto no estuve atendiendo los asuntos de mi Oficina.

Mucho me extraña la noticia de los ataques que sufre en la actua-- lidad LONGO MAI por parte de algunos órganos informativos de su país, como me lo expresa en su carta, pues en lo personal conozco y admiro el gran esfuerzo que ésa Organización hizo aquí en Costa Rica en los días más difíciles del conflicto Nicaraguense para ayudar a los Refugiados de aquél país.-

Que mis palabras sirvan de aliento y apoyo en éste momento a su -- Organización son mis deseos.-

Cordialmente,

Mayor Bernard H. Smith
Comandante Regional del Ejército
de Salvación en Costa Rica, C. A.

BHS/lw.


"Por una Costa Rica mejor para todos"

INSTITUTO DE TIERRAS Y COLONIZACION

TELEFONO 23-70-22 – APARTADO 5054 – SAN JOSE, COSTA RICA

San Isidro, Pérez Zeledón, 10 enero 1980.
O.R.V.G. 020-80.

Senores:
Isabelle Bourboulon y
Holger Weisswange.
Cooperativa Longo Mai.
Presente.

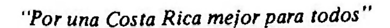
Estimados senores:

La presente es para saludarles y dar contestación a su atenta nota del 31 de diciembre del año pasado, donde me solicitan referirme en forma personal a su labor desarrollada en pro de los refugiados nicaragüenses en Costa Rica; lo cual hago de la siguiente manera:

Para mi persona, fue ejemplarizante el gesto de ustedes, al venir desde Europa a colaborar con los hermanos nicaragüenses; soy conciente de gran esfuerzo que hicieron para tratar de que los jóvenes nicas, pusieran en práctica al menos parcialmente, el sistema de vida que Longo Mai desarrolla con éxito en Europa. Sin embargo considero que no se pudo lograr la meta, de montar la Cooperativa Latinoamericana por las siguientes razones:

1- Los nicas no estaban convencidos plenamente del sistema que

Pasa.....





INSTITUTO DE TIERRAS Y COLONIZACION

TELEFONO 23-70-22 – APARTADO 5054 – SAN JOSE, COSTA RICA

se les estaba enseñando, y se dedicaron a recibir la ayuda y a trabajar lo necesario solamente, además por no tener ningún conocimiento en agricultura, necesitaban más tiempo para adquirir dichos conocimientos, con la práctica.

2- Por existir la duda, en relación a la estadía permanente de los nicaragüenses, las autoridades costarricenses no pudieron agilizar, como era lo esperado, el trámite de inscripsión de la Cooperativa, además de que el número de personas no era suficiente para formar la Cooperativa.

3- Una vez terminado el conflicto armado en Nicaragua, los jóvenes nicas optaron por irse a su país, donde esperaban un mejor futuro. Para éllo solicitaron en forma escrita al I.T.C.O., cooperación técnica y material, a fin de establecer en la finca Miramar, ubicada en Rivas, una cooperativa agropecuaria. En tal sentido no se ha concretado nada hasta el momento.

A pesar de todo lo anotado, se pudo lograr varias realizaciones que enumero a continuación:

1- Se compró la Finca Sonador, un retroescavador, un tractor de llantas, una carreta de voltea, dos vehículos rurales, material y equipo para la construcción del centro de población, varias tiendas grandes de campaña.

2- A los nicas se les dió la vestimenta completa y los utensilios de cocina necesarios, además una cantidad de dinero mensual para su alimentación, así como un vehículo rural.

Pasa....3....



"Por una Costa Rica mejor para todos"

INSTITUTO DE TIERRAS Y COLONIZACION

TELEFONO 23-70-22 – APARTADO 5054 – SAN JOSE, COSTA RICA

3- Se logró construir un centro de población, mejorar los caminos internos, explotar el ganado lechero para consumo propio, y el cultivo de granos básicos, lo cual se hizo mediante la organización y capacitación de los nicaragüenses, para lo cual ustedes mismos trabajaron a la par de éllos.

4- Ustedes, hicieron todos los contactos posibles para lograr la colaboración de las diferentes Instituciones que tienen que ver con el desarrollo agropecuario en Costa Rica, para que, la Cooperativa que se estaba formando, tuviera toda la cooperación necesaria; de esta actividad surgió el actual convenio entre Longo Mai-ITCO, que actualmente está por aprobarse y entrar en ejecución en este ano.

Reitero mi respaldo moral, a la labor que ustedes realizaron en cooperación con los nicaragüenses, de parte nuestra continuaremos la labor, según nuestras posibilidades, para lograr formar una cooperativa, que sea iniciada por costarricenses y que esté preparada para recibir y capacitar a nuevos refugiados, de posibles conflictos armados en países latinoamericanos.

Deseo aprovechar la oportunidad para saludar a Pierre-Michel Burrollet, Christof Gessler, Johanna Voegel, Bernard y demás compañeros. Espero que las actuales dificultades sean solucionadas a la luz de la verdad y la justicia, y sigan desarrollando su interesante sistema de vida, el cual representa una óptima respuesta a los problemas de subsistencia que afronta la humanidad. Sin otro particular,

Atentamente,

Ing. Miguel Castro Hernández,
JEFE REGION VALLE GENERAL.

INSTITUTO DE TIERRAS Y COLONIZACION
OFICINA REGIONAL VALLE DE EL GENERAL
PEREZ ZELEDON

C.C. Ing. Carlos [illegible]
Copiador y arch.




INSTITUTO DE TIERRAS Y COLONIZACION

TELEFONO 23-70-22 - APARTADO 5054 - SAN JOSE, COSTA RICA

Isabelle Bourboulon
et
Holger Weisswange
Coopérative Longo Mai

I.T.C.O.
San Isidro
Le 10 janvier 1980.

Chers Messieurs,

La présente lettre a pour objet de vous saluer et de répondre à votre courrier du 31 décembre dernier, par lequel vous me demandez de parler, sous une forme personnelle, de votre travail réalisé en faveur des réfugiés nicaraguayens au Costa Rica; ce que je fais de la manière suivante:

Pour moi, votre action de venir d'Europe pour coopérer avec nos frères nicaraguayens fut exemplaire; je suis conscient du grand effort que vous avez fourni pour essayer de faire mettre en pratique aux jeunes nicaraguayens, au moins partiellement, le système de vie que Longo Mai réalise avec succès en Europe.

Cependant je considère que l'objectif de former la coopérative latino-américaine n'a pu être atteint pour les raisons suivantes:

1. Les nicaraguayens n'étaient pas pleinement convaincus du système qu'on leur enseignait, et se sont voués à recevoir l'aide et à travailler seulement dans la mesure du nécessaire; de plus n'ayant aucune connaissance en agriculture, ils avaient besoin de plus de temps pour acquérir ces connaissances par la pratique.

2. Du fait qu'il existait un doute sur le caractère permanent du séjour des nicaraguayens, les autorités costaricaines n'ont pu réaliser, comme on l'espèrait, les formalités d'inscription de la coopérative; de plus le nombre de personnes était insuffisant pour former une coopérative.

3. Une fois le conflit au Nicaragua terminé, les réfugiés choisirent de retourner dans leur pays, où ils escomptaient un avenir meilleur. Pour cela, ils ont sollicité par écrit à l'ITCO une coopération technique et matérielle dans le but d'établir à la Finca Miradar, située à Rivas, une coopérative agricole. Rien, pour le moment, n'a été concrétisé dans ce sens.

Malgré tout cela, plusieurs réalisations que je vais énumérer purent être obtenues:

1. La Finca Sonador, une pelle mécanique, un tracteur, une remorque benne, deux véhicules tout terrain, le matériel et l'équipement pour la construction du village, plusieurs grandes tentes furent achetés.

2. Les nicaraguayens reçurent l'habillement complet et les ustensiles de cuisine nécessaires, ainsi qu'une certaine quantité d'argent mensuelle pour leur alimentation et un véhicule tout terrain.

3. On réussit à construire le village, à améliorer les chemins, à exploiter le bétail laitier pour l'auto-consommation et à réaliser les cultures de base, travail qui fut possible grâce à l'organisation et à la formation des nicaraguayens; pour cela vous avez vous-mêmes travaillé à leurs côtés.

4. Vous avez fait tous les contacts possibles pour obtenir la collaboration des différentes institutions concernées par le développement agricole au Costa Rica, afin que la coopérative, en train de se former, obtienne toute le coopération nécessaire; de ces efforts est né l'actuel contrat entre Longo Mai et l'ITCO qui est en train d'être approuvé et qui entrera en exécution cette année.

Je réitire mon soutien moral au travail que vous avez réalisé avec les nicaraguayens; pour notre part nous continuerons le travail, selon nos possibilités, pour obtenir la formation d'une coopérative qui soit mise en oeuvre par des costaricains, et qui soit préparée à recevoir et à former de nouveaux réfugiés d'éventuels conflits armés de pays latino-américains.

Je désire profiter de cette occasion pour saluer Pierre-Michel Burollet, Christoph Gessler, Johanna Vogel, Bernhard et les autres camarades. Je souhaite que vos difficultés actuelles trouvent une solution à la lumière de la vérité et de la justice, et que vous puissiez continuer à développer votre intéressant système de vie, lequel représente une réponse optimale aux problèmes de subsistance qu'affronte l'humanité.

Cordialement,

Ing. Miguel Castro Hernandez
chef de la région Vallée Général.

MINISTERIO DE AGRICULTURA Y GANADERIA
SAN JOSE, COSTA RICA

Annexe 20

San Isidro de El General
11 de enero de 1980

Senores
Cooperativa Europea Longo Mai
Basilea, Suiza.

Estimados senores:

He recibido una nota de la señora Isabelle Bourboulon, en que me informa de los ataques dirigidos por algunos órganos de la prensa Suiza contra Longo Mai.

Me ha causado extrañeza que un organismo que cuenta entre sus servidores con jóvenes de la calidd moral y técnica de los que integran el equipo en la región del Pacífico Sur de Costa Rica, pueda ser víctima de ese tipo de agresiones.

En mi calidad de Director Regional del Ministerio de Agricultura en el Pacífico Sur, he tenido la oportunidad de apreciar la dedicación y seriedad con que los jóvenes cooperativistas de Longo Mai han trabajado en el desarrollo de una cooperativa integrada por refugiados nicaraguenses y costarricenses; puedo asegurarle que es digna de todo elogio y debía ser motivo de justo orgullo para las naciones de origen de esos jóvenes y para la cooperativa de la cual forman parte.

Espero que mi corta nota que lleva implícita el agradecimiento y aprecio para todo el grupo, sirva de estímulo a su agrupación para continuar con su magnífica labor.

Atentamente.

Ing. Mario Sáenz Artavia
Director del Centro Agrícola
Regional del Pacífico Sur

CENTRO AGRICOLA REGIONAL DEL PACIFICO SUR

MSA/ebr.
CC: Ing. Gilberto Campos S., Director DDA - MAG
Ing. Miguel Castro, Director Regional del ITCO, Pacífico Sur
arch.



Presidente de la República de Costa Rica

10 de agosto de 1979

Señores
Cooperativa Europea Longo Mai,
Calles 25-27 Av. 10,
Habitación 2578,
CIUDAD.

Estimados señores:

Llegando casi al final del problema de refugiados nicaraguenses en territorio nacional, quiero aprovechar la oportunidad para agradecer a ustedes, la gran ayuda que nos brindaron en este período de emergencia tan angustioso.

Trabajo como el llevado a cabo por ustedes, es digno de felicitación y estoy seguro que el pueblo de Costa Rica y los refugiados nicaraguenses sabrán agradecérselo.

El señor Presidente de la República don Rodrigo Carazo, me acompaña en este agradecimiento tan merecido.

Es propicia la oportunidad para saludarlos afectuosamente,

Rodrigo Altmann O.
PRIMER VICEPRESIDENTE EN EJERCICIO
DE LA PRESIDENCIA.



ROA/
hgc.

Por una Costa Rica mejor para todos

Président de la République du Costa Rica

10 Août 1979,

Chers Messieurs,

Arrivant au terme du problème des réfugiés nicaraguayens sur notre territoire national, je désire profiter de l'occasion pour vous remercier de la grande aide que vous nous avez apportée dans cette période d'urgence si angoissante.

Un travail comme celui que vous avez mené à bien est digne de félicitation, et je suis sûr que le peuple costaricain et les réfugiés nicaraguayens sauront vous en remercier.

Monsieur le Président de la République, Rodrigo Carazo, se joint à moi pour exprimer ces remerciements si mérités.

Je profite de cette opportunité pour vous saluer affectueusement,

Rodrigo Altmann O.

Premier Vice-Président en exercice de la Présidence.

Numérisation:
Bertrand Louart
Novembre 2020
Longo maï - Limans
France


Finca Sonador